

Le dollar repasse au-dessus de 8 F

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 4,80 kr. ; Espagne, 160 pes. ; États-Unis, 1,20 \$; France, 100 F ; Grèce, 340 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 300 p. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 2,40 £ ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 d.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Nouveau différend entre Paris et Washington

Un choix dangereux

La politique française de soutien inconditionnel à l'Irak fait de plus en plus problème, et nous n'avons pas attendu que Washington exprime son inquiétude pour l'affirmer dans ces colonnes. Les mises en garde américaines, lancées par l'intermédiaire de deux quotidiens influents d'outre-Atlantique, vont relancer le débat. A peine M. Mitterrand vient-il d'enterrer la polémique franco-américaine née de la crise tchadienne qu'un nouveau « malentendu » transatlantique apparaît. Il serait regrettable que le fond du dossier soit escamoté par une de ces crises d'anti-américanisme dont nos dirigeants - et pas seulement depuis mai 1981 - ont le secret. Les Américains, après tout, n'ont peut-être pas toujours tort, et les faits restent les faits...

Quels sont-ils ? Les plus graves d'abord : il s'agit du « prêt » pour deux ans par la France au régime de Bagdad de cinq Super Étendard qui seront équipés des redoutables missiles Exocet qui ont déjà fait leurs preuves dans la guerre des Malouines. L'introduction de ces armes dans le conflit irano-irakien qui n'en finit pas de finir, et dont on compte les victimes par centaines de milliers, est une décision particulièrement grave. D'autant plus que Paris ne peut pas se prévaloir - si l'on peut dire - d'avoir rendu cet armement ; il est tout simplement « prêt » à un pays ami désormais sans ressources. Ne peut-on en déduire que par ce geste la France prend le risque d'apparaître comme cobelligérant ? Comment s'étonner ensuite devant la recrudescence d'attentats antiaériens à Téhéran ?

Les Irakiens, d'autre part, ne font pas mystère de leur volonté d'utiliser les missiles Exocet contre les installations pétrolières de l'Iran dans le Golfe, voire contre des tankers venant charger du pétrole iranien. De telles actions ne manqueraient pas d'entraîner des représailles du même ordre de la part de Téhéran et de compromettre gravement l'approvisionnement énergétique de nombreux pays. C'est un tel danger qui va planer sur la région à partir du début du mois de septembre, puisque c'est à cette époque, apprend-on, que les Super Étendard seront livrés à Bagdad. C'est sans doute la proximité de cette date qui a amené Washington à faire état publiquement de son inquiétude. Pour les États-Unis, toute interruption des livraisons de pétrole serait en effet considérée comme un « casus belli ».

Les arguments avancés par les autorités françaises pour justifier leur attitude pèsent peu. Certes, c'est M. Chirac, lorsqu'il était à Matignon, qui avait été séduit par les douces vertes du régime irakien et qui a incité nombre d'entreprises françaises à investir dans ce pays. Mais aucun coup de barre, bien au contraire, n'a été donné depuis l'arrivée de M. Mitterrand à l'Élysée, les socialistes s'estimant « ligotés » par la nécessité de récupérer au jour les énormes dettes de l'Irak à notre égard. Elles sont évaluées à 15 milliards de francs pour le secteur civil, le total pouvant atteindre 35 milliards. C'est bien pourquoi d'ailleurs Paris a été contraint de renégocier la dette de Bagdad. Faute d'avoir eu le courage de reprendre tout le dossier franco-irakien il y a deux ans, la France se trouve aujourd'hui dans la détestable position du bailleur de fonds d'un des protagonistes de la guerre du Golfe.

Après la controverse sur la politique africaine les États-Unis s'inquiètent à présent de la prochaine livraison par la France de Super Étendard et d'Exocet à l'Irak

De notre correspondante

New-York. - Tandis que les premières réactions officielles à l'interview de M. Mitterrand se révèlent favorables - les termes de « modérée » et de « bien équilibrée » sont mentionnés par les milieux informés - et que, pour l'heure, le Tchad a comme disparu de l'actualité, une nouvelle polémique surgit sur le point de naître entre Paris et Washington : elle concerne le rôle de la France dans le conflit irano-irakien.

Après le Wall Street Journal, le Washington Post vient de publier un article faisant état des inquiétudes de certains milieux américains devant les risques que le transfert à Bagdad de Super Étendard français équipés d'Exocet peut faire courir à toute la région du Golfe.

Selon le quotidien de Washington, « l'administration Reagan a valablement tenté d'obtenir, auprès du ministre des affaires étrangères, des détails sur le plan d'aide militaire français à l'Irak et sur ce que Paris en attend ». Les diplomates américains estiment que, bien loin d'inciter l'Irak à la prudence et de hâter la négociation entre les deux adversaires, la fourniture à l'Irak d'un armement aussi perfectionné peut tout juste inciter Bagdad, qui, selon Washington, a le dos au mur, à tenter un coup de désespoir : le bombardement du terminal pétrolier de l'île de Kharg ou du port de Bandar-Abbas. On prend très au sérieux, à Washington, le message, en pareil cas, de Téhéran de rendre le Golfe inaccessible à tout navire, et on évoque avec inquiétude le risque de voir couper la route du pétrole en provenance d'Arabie Saoudite, du Koweït et des émirats, qui est essentielle à l'économie américaine.

Le Washington Post se demande avec curiosité ce que feraient les États-Unis dans une pareille conjonction, et si la flotte française de l'Océan Indien prendrait des mesures pour garder la route du Golfe ouverte. On est persuadé, à Washington, que l'Irak possède encore assez d'avions, de vedettes lance-torpilles et de poseurs de mines pour bloquer toute navigation dans le Golfe si elle le décide.

Comme le Wall Street Journal, mais dans des termes plus modérés, le Washington Post impute l'attitude de la France à son désir de ne pas perdre les 5 milliards de dollars que lui doit l'Irak en armes et équipements divers, de conserver un marché important pour ses produits industriels, ainsi qu'une source de

pétrole sûre, à des conditions profitables.

Les deux journaux rappellent que Paris entraîne actuellement « dans une zone de Bretagne » des pilotes irakiens au maniement des Super Étendard et soulignent que, ces appareils n'étant plus fabriqués, les cinq avions qui seront « prêtés » pour deux ans à l'Irak devront être prélevés sur les soixante et onze que possède, au total, la France.

Deux ans et demi après la libération des otages américains d'Iran, les relations entre Washington et Téhéran se sont, jusqu'à un certain point, détendues. Bien que le régime Khomeiny reste, avec celui du colonel Kadhafi, l'une des cibles favorites des diatribes de la Maison Blanche, l'Iran est toujours considéré, à Washington, comme le rempart le plus sûr de la région contre les ambitions soviétiques. Malgré les démentis indignés des officiels américains et israéliens, les rumeurs concernant la livraison à Téhéran, par divers intermédiaires, de pièces détachées d'équipements militaires américains, en particulier pour l'aviation, continuent à courir.

NICOLE BERNHEIM.

(Lire la suite page 5.)

L'épreuve de force en Pologne

La visite à Gdansk du vice-premier ministre a donné lieu à une confrontation houleuse avec M. Walesa

La visite de M. Rakowski, vice-premier ministre, aux chantiers navals Lénine de Gdansk, le jeudi 25 août, a confirmé que la Pologne est actuellement dans l'impasse.

L'hostilité des ouvriers à l'égard du pouvoir reste entière, mais les autorités se résignent pas pour autant à négocier avec Solidarité, qu'elles tiennent pour une « force de destruction ». Cette visite s'est donc soldée à la fois par un triomphe personnel pour M. Lech

Gdansk. - Jeudi, à 15 heures locales dans les chantiers navals Lénine, plusieurs centaines d'ouvriers scandent le nom du syndicat dissous Solidarité.

On n'avait plus entendu cela aux chantiers depuis la proclamation de l'état de guerre, le 13 décembre 1981.

Walesa et par un échec pour le pouvoir. Après la réunion, on apprend que les dispositions de « haute surveillance » imposées jusqu'au 15 septembre dans la région de Gdansk étaient étendues à celles, voisines, d'Elblag, et que le 31 août, date anniversaire des accords de Gdansk, le gouvernement organiserait des cérémonies commémoratives officielles.

Les tentatives pour troubler la paix publique seront réprimées.

Le casque sur la tête, en combinaison de travail, les ouvriers sont rassemblés devant les fenêtres de la salle des conférences de l'établissement. Celle-ci même où, le 31 août 1980, M. Lech Walesa et le représentant du gouvernement, M. Mieczyslaw Jagielski, aujourd'hui en disgrâce, ont signé les vingt et un points des accords historiques de Gdansk.

Sous un soleil de plomb, la foule acclame au passage M. Walesa, d'autant plus fort qu'il va se trouver face à face avec le vice-premier ministre, M. Mieczyslaw Rakowski, bras droit du « numéro un » polonais. Le général Wojciech Jaruzelski.

(Lire la suite page 4.)

Y a-t-il compatibilité, dans les faits, entre le « porter au secours du Tchad » et réaffirmer des distances à l'égard d'un gouvernement aux côtés duquel, dans la pratique, on s'est porté ? N'y a-t-il pas là risque de pourrissement de la situation intérieure ? D'un autre côté, même s'il y a « espoir » de négociations, comment obtenir un retrait libyen du Nord sans recourir aux armes, surtout quand le colonel Kadhafi continue de renforcer son dispositif militaire ? Y aurait-il anguille sous roche, ou plus simplement le calcul qu'une négociation entre Tchédiens pourrait contraindre le dirigeant libyen à un repli de ses troupes, ainsi qu'il l'avait déjà fait en novembre 1981 ?

Il faudra sans doute attendre un peu de temps pour savoir quel est le sentiment de M. Hissène Habré. Le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, est-il venu à N'Djamena pour expliquer encore plus clairement à M. Hissène Habré la position de Paris ou a-t-il pour mission de lui donner quelques assurances supplémentaires ?

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 4.)

LES « RENTRÉES » DE LA C.G.T. ET DE LA C.F.D.T.

Les deux gauches

Par MICHEL NOBLECOURT

que par allusion. Mais à moins de deux mois des élections à la Sécurité sociale - thème que M. Krasucki abordera dans son discours du 8 septembre - chacun se garde de se lancer dans une polémique intersyndicale forcenée. A l'attaque directe de M. Maire sur le schéma autocratique de la C.G.T., le dirigeant cégétiste a répondu modérément sans nommer son ex-partenaire et en se gardant de toute considération sur une C.F.D.T. qui prônerait l'autoritarisme ou représenterait la « fausse gauche ». Pour tant tout concourt à éloigner encore davantage la C.G.T. et la C.F.D.T. dont les deux démarches, de plus en plus antagonistes, sont représentatives des deux gauches qui au sein de la majorité s'affrontent.

Certes le désarroi des bases syndicales et les préoccupations de l'opinion

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO : L'audiovisuel en Aquitaine

nion dans cette période de difficultés aigües contribuent à infléchir les discours des dirigeants syndicaux. M. Maire a fait un pas sur le pouvoir d'achat dont le maintien - en masse salariale globale - est jugé raisonnable. M. Krasucki de son côté a hissé le chômage, « le plus grand fléau actuel », au rang de première urgence - « rien n'est plus important que de le combattre sur tous les terrains où l'on peut utilement et humanement agir » - le maintien du pouvoir d'achat devant un moyen de développer le marché intérieur et donc de défendre l'emploi. Mais les deux leaders syndicaux ont jeté clairement les bases d'une politique économique et sociale différente, sur plusieurs points essentiels, de celle que mène le gouvernement.

C.G.T. et C.F.D.T. n'avaient pas, à l'origine, porté le même jugement sur le plan Delors : cinq mois après, leurs appréciations sont également contrastées. Pour M. Maire, étonnamment optimiste, il est en train de réussir économiquement, mais la montée du chômage risque de provoquer un grave déséquilibre social.

(Lire la suite page 18.)

STAGE DE MUSIQUE A FONTAINEBLEAU

Autour de Robert Levin

Le dernier des concerts publics donnés au long de l'été au palais de Fontainebleau devait avoir lieu ce vendredi 26 août à 18 heures. Ainsi s'achève le festival de musique de chambre, organisé pour la première fois en parallèle avec le stage annuel du conservatoire américain, l'une des deux « écoles d'art » ouvertes dans les murs du château depuis plus d'un demi-siècle.

Le conservatoire de Fontainebleau est une institution non permanente aux statuts insolites. Ici, des ateliers pour une quarantaine d'apprentis peintres et sculpteurs ; là, côté musique, des studios où, début juillet, on installe quelque trente-cinq pianos de location. Fin août, par camions, les pianos sont rapatriés et les élèves repartent... Etudiants en majorité américains - soixante d'entre eux cette année - plus une dizaine d'Européens (Hongrois, Allemands, Espagnols ou même Français), ils vont donc piler bagages après deux mois d'un travail intensif.

En général, de ce côté-ci de l'Atlantique, les stages musicaux durent au maximum trois semaines - pour ne pas parler d'autres ses-

sions estivales plus fugaces. S'inscrire à Fontainebleau, c'est passer ses vacances entières à suivre les cours de solfège, d'analyse, de contrepoint, d'harmonie ou de composition dispensés par des professeurs de l'Ecole normale de musique de Paris, c'est assister à une « master class » (1) hebdomadaire. C'est surtout profiter de la présence à demeure de musiciens « invités ».

Ils auront été sept cette année à donner, jour après jour durant au moins trois semaines, des leçons particulières selon les disciplines, à prodiguer toutes sortes de conseils au cours de séances quotidiennes de musique de chambre avec des élèves et d'autant de mini-concerts. Seuls les frais de séjour et de voyage de ces artistes résidents sont pris en charge : ils viennent seulement à cause de l'esprit particulier des lieux, en souvenir de Nadia Boulanger.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(Lire la suite page 13.)

(1) Les Master Class ont été données cette année par Yves Cuenod, Pierre Amoyal, Dalton Baldwin et Yannis Xenakis. L'an passé c'était Jesse Norman et Rostropovitch, entre autres.

Manipulations thérapeutiques...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...
Le groupe de thérapie...

Le Monde

idées

Dénatalité : la cause taboue

La dénatalité est devenue, pour le monde occidental, un sujet de grave préoccupation. L.-M. Jentel pense qu'il faut en trouver la cause dans la qualité du couple parental et s'efforce de peu de mal qu'on se donne pour chercher les moyens de l'améliorer.

L A natalité chute, et à nouveau les experts se penchent sur la situation.

Démographes, sociologues, psychologues, hommes politiques, incriminent, selon leur discipline et leurs options, le manque de crèches, la crise économique, l'insécurité de l'emploi, le reflux des valeurs morales, la baisse des mariages, le remboursement de l'I.V.G., les campagnes en faveur de la contraception ou le discours antinataliste, aboutissant à un modèle de famille plus réduite. Mais aussi le plafonnement du quotient familial, l'augmentation de la T.V.A. pénalisant davantage les familles ou la suppression de la prime au troisième enfant.

Et, très logiquement, les remèdes suggérés découlent des causes évoquées : politique nataliste, rétablissement des avantages fiscaux aux familles, aides à la naissance, congés maternité partiellement rémunérés par l'Etat ou les entreprises, construction de crèches, voies sur lesquelles vient de s'engager le gouvernement.

Mais le problème est-il bien posé ?

De 1975 à 1981, le pourcentage des familles de trois enfants a baissé de 9,3 points (1), alors que les conditions de vie matérielle des familles, telles qu'elles sont perçues aujourd'hui, étaient nettement plus favorables qu'elles ne le sont maintenant.

En revanche, le nombre de ces familles est passé de 103 000 en 1980 à 110 000 en 1981, tandis que celui des familles de quatre enfants progressait également de 47 000 en 1980 à 52 000 en 1981, les familles étrangères, plus fécondes, représentant seulement 38 % de ces naissances.

En fait, c'est surtout l'affaiblissement du nombre des naissances de premier et deuxième enfants qui est responsable en majeure partie de la dénatalité actuelle.

Un autre fait devrait également intriguer les experts : le « désir d'enfant », en chiffre moyen, est de 2,7, alors que les couples ont engendré — en moyenne — 1,95 enfant en 1982 et ont aujourd'hui 1,8 enfant et peut-être même 1,6. Nos concitoyens ne donnent donc pas naissance à autant d'enfants qu'ils souhaiteraient en avoir.

Un dernier fait significatif. Quand la natalité baisse, simultanément, le nombre des mariages décroît et celui des divorces augmente. Dans tous les pays où le divorce est très répandu, on trouve de fortes proportions d'unions libres et de faibles taux de fécondité. Pour la Suède, par exemple, le chiffre moyen est de 1,6 enfant, et pour le Danemark, de 1,44.

N'y aurait-il donc une corrélation entre ces divers facteurs ?

Si les jeunes couples ont leur premier enfant avec un certain retard, n'est-ce pas parce qu'ils attendent, plus ou moins consciemment, de savoir s'ils vont s'entendre, comme ils le font pour la cohabitation juvénile, qui précède de plus en plus le mariage ? Puis, quand le premier enfant apparaît, la conscience s'accroît des difficultés de la vie à deux, problème qu'ils n'avaient généralement guère prévu concrètement (amouroux, on est rarement lucide, et inversement) et dont ils mesuraient mal l'importance.

Or les difficultés rencontrées peuvent être plus ou moins graves selon que le couple est bâti sur un amour réciproque profond ou non, une compatibilité des caractères bonne, médiocre ou mauvaise.

La croyance collective veut qu'aujourd'hui les mariages soient tous fondés sur un sentiment affectif partagé, mais les statistiques nous apprennent que 13 % des jeunes se marient pour fuir leur famille, et ce chiffre atteint même 19 % chez ceux qui divorcent par la suite. Ces unions sont évidemment fondées sur une fausse motivation.

Il en existe d'autres : la crainte de la solitude (même si le mariage est censé être passé de mode), le fait de vouloir avoir des enfants, de voir ses amis mariés

par L.-M. JENTEL (*)

alors qu'on ne l'est pas soi-même, le transfert sur un nouveau partenaire des sentiments portés à un autre qui a rompu, etc. Cette liste est loin d'être exhaustive et ne prend pas en compte ces pulsions, subtiles mais puissantes, et bien connues des analystes, qui, presqu'à coup sûr, condamnent à l'avance un bon nombre de futurs couples.

Les unions bâties sur de tels motifs provoqueront inéluctablement des frustrations, donc des nostalgies qui entraîneront le plus souvent des dissociations. Ainsi, un couple sur cinq divorce en France (40 % aux États-Unis), et des enquêtes sociologiques américaines (Pinco, Cuber et Barof, Joyce Brothers) ont montré que trois couples sur quatre sont en fait défaits à des degrés divers.

Quand les jeunes époux prennent conscience de ces échecs, souvent ils les rejettent dans l'ombre et pensent qu'une seconde naissance les effacera et rétablira l'harmonie. Il n'est évidemment rien. Finalement, le couple se fissure et les époux évitent d'avoir de nouveaux enfants.

S'ils divorcent et se remarient, très rapidement, ils scellent leur nouveau couple par une autre naissance, ce qui explique que les divorcés aient le même nombre d'enfants que les non-divorcés.

En revanche, les couples stables ont tout naturellement les enfants qu'ils désirent, et même plus, puisqu'ils n'ont pas de raisons particulières de pratiquer des méthodes contraceptives.

On impute aussi souvent la dénatalité à la chute du nombre

(*) Directeur de l'Institut d'études professionnelles et familiales.

des mariages. Mais il est évident qu'on confond l'effet et la cause. Si les jeunes gens ne redoutaient pas la mésaventure, ils se marieraient puisque leur désir, confirmé par tous les sondages, est de vieillir avec celui ou celle qu'ils ont choisi. Si donc les époux s'entendent bien, ils ont les enfants qu'ils souhaitent ; s'ils ne s'entendent pas, ils évitent d'en avoir.

Ce schéma, beaucoup de démographes l'ignorent parce qu'il n'a pas fait l'objet d'études scientifiques, mais nos contemporains le connaissent, parce qu'ils le vivent.

Si donc nous voulons relever le défi de la natalité, ce n'est pas avec de l'argent que nous y parviendrons, bien qu'il ne faille pas sous-estimer les facteurs financiers. C'est, au contraire, en allant rechercher beaucoup plus profondément les causes de la chute démographique, dans la qualité du couple parental.

Mais l'impôt moral décidé par la société sur toutes les transgressions frappe encore plus aujourd'hui la passion que le sexe, pensait Roland Barthes (2). C'est ce qui explique l'extrême pénurie des chercheurs qui, dans le monde, étudient les conditions les plus favorables à la création de couples stables à une époque où les unions ne sont plus fondées uniquement sur la transmission du patrimoine et de la vie, mais bien plus sur le sentiment.

Jusqu'à ce que les scientifiques et le public osent affronter le tabou, il faudra donc accepter conjointement le phénomène de l'insatisfaction conjugale, celui de la dénatalité et celui de la dénatalité.

(1) INSEE, Économie et statistique, février 1983.

(2) Fragments d'un discours amoureux.

LETTRES AU Monde

Danser à Leningrad

Grâce à un concours à l'Opéra de Paris, j'ai bénéficié d'un stage de deux ans à l'École académique de ballet du Kirov. Ces deux années m'ont permis de comprendre comment cette école a pu susciter, depuis plus de deux siècles, des générations entières d'artistes prodigieux — leurs noms sont célèbres dans le monde entier : Nijinsky, Soloviov (aujourd'hui disparu), Noureiev, Makarova, Barichnikov... Mais que sait-on, en France, de cette école ?

Un non français, pourtant, domine son histoire, celui d'un chorégraphe de génie, Marius Petipa. Son activité créatrice s'épanouit au siècle dernier sur la scène impériale. Les répétitions ont lieu à l'école même. Ainsi élèves et artistes sont unis dans une même recherche. Les enfants, aujourd'hui encore, participent sur scène aux spectacles. Hélas ! la modernisation du théâtre a dessiné cette union. Toutefois, l'école a maintenu l'héritage traditionnel. Vers 1930, Vaganova répertoria, codifia, fixa le langage chorégraphique russe. Le programme d'études est le même pour toutes les écoles de danse en U.R.S.S.

Tout récemment, des Américains ont filmé les spectacles classiques inscrits au répertoire du Kirov : eux aussi veulent sauvegarder ce qu'on

nomme le canon classique qu'on appelle « le style d'appartenance à l'école. Qu'il pleuve ou qu'il vente, que le thermomètre descende ou non à moins de 40°, ils sont au rendez-vous de leur professeur. Les internes — car il y a un internat — sont logés à proximité de l'école et les étrangers derrière l'école. En tout cinq cents jeunes de dix à dix-huit ans originaires des républiques socialistes. De plus, nous deux originaires russes, l'admission de stagiaires et la section pédagogique destinée à former des professeurs, chorégraphes et étrangers. Ainsi le Kirov exerce-t-il ses règles, sa culture et son art chorégraphiques en U.R.S.S. et à l'étranger.

Les professeurs savent à la fois respecter les règles propres à la tradition léninienne et former, épanouir les qualités de leur classe et de chacun des danseurs. Les orientations sont diverses : classique, danse de caractère, piano, mime, histoire du théâtre, enseignement général. Pour mener à bien cette politique culturelle dans le domaine privilégié de la danse, l'État soviétique n'hésite pas à dépenser environ 1 500 roubles (1) par an et par élève.

Il faut ajouter que les élèves étrangers sont traités sur un pied d'égalité avec les danseurs russes. Cette fraternité est spontanée. C'est un atout majeur pour la politique culturelle de l'U.R.S.S. Pour moi cette formation remarquable m'a été

en tout point bénéfique. J'en ai d'autant mieux profité que j'ai très vite compris qu'une connaissance approfondie de la langue russe m'ouvrirait l'univers culturel russe.

Quelques professeurs et danseurs souhaiteraient compléter leur formation par une initiation à des formes de danse plus contemporaines. Mais ces échanges sont difficiles. Il serait souhaitable, en France même, qu'une politique d'ouverture soit inventée afin que chaque pays s'enrichisse des expériences originales tentées ailleurs, d'autant qu'elles favoriseraient des échanges culturels.

N.-A. BEYK
(Aulnay-sous-Bois)

Le bruit est-il d'opposition ?

Mme le président du Conseil national du bruit s'étonne dans le Monde du 26 juillet que les spécialistes en acoustique posent externe de subjectivité les phénomènes acoustiques perçus dans l'environnement. Elle s'emploie ensuite à démontrer qu'effectivement des faits objectifs expliquent l'exacerbation de certaines personnalités montrant par le même qu'il s'agit bien d'un phénomène subjectif.

La démonstration devient caricaturale dès lors que l'on expose que Neillu-sur-Seine ou le seizième arrondissement de Paris sont à l'abri des problèmes de bruit. Chacun sait que l'avenue Charles-de-Gaulle, la voie Georges-Pompidou ou le boulevard périphérique (dans leurs traversées des quartiers bourgeois) sont des lieux de silence. Notons, pour l'anecdote, que le seul dispositif antibruit du périphérique dans le seizième est situé devant l'ambassade d'U.R.S.S. et que le parc paysagé de La Concorde est un endroit calme, hormis le temps de la Fête de l'Humanité.

L'honorable parlementaire français un pas supplémentaire en affirmant : « le chaudronnier ou l'ouvrier ne sont-ils pas déjà atteints de surdité partielle et de troubles cardio-vasculaires, respiratoires, digestifs ou sexuels ». On ne le fait qu'à part la surdité dite professionnelle, aucune démonstration n'a été faite de causalité bruits-troubles des fonctions énumérées, il est surprenant de voir induire par l'argumentaire de Mme Neiertz que l'opposition, par le bruit qu'elle fait, empêche la gauche de se reproduire en stérilisant les classes laborieuses.

Non, Madame le Président, le bruit concerne aussi le « peuple de gauche » que l'opposition et nous sommes tous égaux devant le décibel. Celui-ci, sans distinction, nous frappe et constitue pour tous les Français une des plus importantes sources de stress.

(1) 15 000 F au cours actuel.

LU

MÉMOIRES DE RENÉE BORDEREAU

Une ogresse dans la Révolution

GRACE aux moyens modernes d'extermination, la première guerre mondiale tua environ 1 400 000 hommes sur le front français de 1914 à 1918. Cent vingt et un ans plus tôt, la Convention disposait d'armes infiniment moins dévastatrices pour écraser la grande révolte vendéenne. Sans artillerie lourde ni chars d'assaut, sans mitrailleuses, fusils à répétition ni gaz asphyxiants, ses troupes n'en immolaient pas moins, en vingt mois, une masse de victimes équivalente à la moitié des pertes subies plus tard par l'ensemble du pays durant la plus sanglante épopée de son histoire.

La III^e République occulta soigneusement cette horreur fondatrice. La France douillette et consummatrice du XX^e siècle n'y pense pas davantage. Avec raison. Un peuple ne vit pas sur la commémoration perpétuelle de ses déchirements. Moins encore sur celle de ses crimes. Aux historiens, aux moralistes, incombe la charge de ne pas les oublier quand même, et de trouver une mesure entre le ressassement perpétuel et l'injustifiable amnésie.

Les réveils régionalistes ne favorisent pas nécessairement cette recherche. Éditeur en Anjou, Yvan Davy édume ainsi les brebis, mais trise danses mémoires de René Bordereau, terrifiante amazone, toujours citée dans les pays de Loire naguère dévastés par la Révolution. A cette lecture, d'un seul coup, l'enfer lui-même sort des tombes. Les soldats du Comité de salut public massacrent et incendient à peu près tout sur leur passage, les hommes et les bêtes, les villages et les moissons. En plus, ils violent et empoisonnent les fontaines. Parfois,

l'un d'eux marche avec un nourrisson embroché dans sa baïonnette.

Fille de paysans illettrés, elle-même incapable de lire et d'écrire, Renée Bordereau assiste au meurtre de son père, fidèle à la monarchie, par un oncle républicain. « Dès ce moment, raconte-t-elle dans ses souvenirs dictés sous la Restauration, je pris la résolution de sacrifier mon corps au roi, d'offrir mon âme à Dieu, et je jurai de me battre jusqu'à la mort ou à la victoire. » Ce serment solennel ne l'engagea pas à moitié.

Durant six années consécutives, elle guerroya sans interruption, tira au fusil et joua du sabre. De même qu'au siècle précédent l'aimable abbé de Choisy vivait costumé en femme, son engagement militaire décide Renée Bordereau à prendre des habits d'homme, qu'elle n'abandonnera presque plus. Chaque jour elle côtoie la mort, mais la distribue aussi avec une sauvagerie galetée d'ogre. En une seule bataille, près d'Angers, elle tue vingt et un ennemis : « Ce n'est pas moi qui les ai comptés, précise-t-elle, mais ceux qui me suivaient, et s'ils ne m'avaient pas dit, je n'en aurais pas parlé moi-même. »

En route vers Cholet avec ses amis, elle rencontre l'assassin de son père en tête d'une compagnie républicaine. Elle l'atteint au milieu de l'escorte, « en si grande fureur que je lui coupai le cou sans que je l'aie vu souffler ». Robuste, prête à l'impossible, elle ne perd l'appétit en aucune circonstance. Un révolutionnaire débouche devant elle, deux poulets et un bœuf de six mois enfilés dans sa baïonnette, suivant la nouvelle coutume jacobine. Renée Bordereau « détruit les quatre

hommes », pour reprendre le verbe dont elle use dans ces occasions, et rapporte les volailles aux siens pour allonger la soupe.

La Vendée vaincue, elle n'en dépose pas pour autant les armes. Jusqu'au Consulat, elle parcourt inlassablement les villages et entretient une sourde résistance clandestine. Sa tête mise à prix, sous Napoléon, pour la somme alors très respectable de 40 000 francs, elle exhorte les jeunes paysans à fuir la conscription. Le gouvernement impérial réussit enfin à la prendre, l'enferme trois ans au château d'Angers, dont dix-huit mois avec les folles, puis l'envoie au Mont-Saint-Michel, à pied, la chaîne au cou, après une tentative d'évasion. Elle y croupit deux ans au fond d'un cachot glacial, jusqu'au retour des Bourbons.

Au cours de l'insurrection, quarante-deux membres de sa famille moururent pour la cause royale. Les témoignages sur cette hécatombe provenaient jusqu'à présent des souvenirs publiés, sous la Restauration, par les veuves de quelques Vendéens illustres : M^{me} de Bonchamps, de Sapinaud, de La Rochejaquelein, ancienne épouse de Lescure. Aucune de ces belles aristocrates n'avait cependant participé en personne aux batailles, en première ligne, comme Renée Bordereau. Avec les Mémoires de l'éternelle ogresse, Yvan Davy donne la parole au peuple combattant, et publie un document d'une immense portée sociale.

GILBERT COMTE.

* Mémoires de Renée Bordereau, éditions Yvan Davy, rue Bassa-Hallopeau, 49190 Desné, 64 p.

Après un an de travail, grâce aux compétences que vous avez su réunir autour de vous, ont pu voir le jour un plan d'attaque précis et des décisions concrètes : nous ne verrons donc apparaître que le décibel de gauche, nouvelle unité sectorielle et sélective qui s'ajoute à la vingtaine d'unités de mesure déjà connues.

C'est un exemple, le crois unique, de corrélation entre la physique et la conscience politique.

La création du Décibel de gauche (D.d.g.) n'a pas fait baisser d'un centime le coût social du bruit estimé entre 60 et 100 milliards de francs (et non 25 milliards de francs comme vous le prétendez), n'a réduit ni les accidents du travail ni les internements psychiatriques ni la consommation excessive de tranquillisants et autres somnifères.

Le D.d.g. a-t-il choisi comme première cible le Conseil que vous présidez ? Cela expliquerait la stérilité de cet organisme et le cri d'alarme que vous avez lancé.

MICHEL BARRAUD
(expert en acoustique
près la cour d'appel)

Réplique à Jacques Tarnero

Dans votre journal daté du 18 août 1983, Jacques Tarnero me traite d'« explicitement antisémite ». Cet enseignant ne m'a donc pas vu. Il m'appelle : un « autre Barde » : assimiler un résistant de 1940 à un notoire collaborateur est une boucherie de Del-Yassin (le 9 avril 1948) ; Sharon, l'ancien chef de l'Unité 101, l'exterminateur de Qibya (nuit du 14 au 15 octobre 1953), porte une responsabilité écrasante dans les bombardements de Beyrouth et l'extermination des civils de Sabra et de Chatila (16 au 18 septembre 1982) ; Itzhak Shamir, enfin, l'un des chefs du mouvement Stern (Lehki), a ordonné l'assassinat du comte Bernadotte à Jérusalem (le 17 septembre 1948).

Qu'est-ce que le judaïsme, la religion juive ont à voir avec ces abominations ? Rien, Dieu merci ! J. Tarnero et ses amis en reviennent inlassablement au nazisme. C'est pourtant David Ben Gourion qui (dans une lettre à Haim Guri, écrite en mai 1963) traitait Begin de « complet hildénien » (a thoroughly hildénien type). Et c'est un journaliste israélien, Israël Landers (entre autres), qui a cité, en hébreu (dans Davor du 22 juin 1979), la lettre, en allemand, adressée à Hitler, en jan-

vier 1941, par les terroristes de Stern (Lehki), dirigés par Itzhak Shamir, en vue d'une alliance politique et militaire avec le III^e Reich, pour « la solution radicale du problème juif en Europe par l'évacuation » (Judenrein Europa).

VINCENT MONTEL
(médaille de la Résistance,
Interné).

La France et les droits de l'homme

A propos de l'article de M. Emile Poulat, directeur de recherche au C.N.R.S., sur « Les droits de l'homme dans la réalité de l'ordre juridique » (Le Monde du 12 août), M. Gilbert Guillaumet, directeur des affaires juridiques au ministère des relations extérieures, nous écrit :

« M. Poulat précise dans cet article que la France n'a pas signé les pactes internationaux de 1966 relatifs à l'un aux droits civils et politiques, l'autre aux droits économiques, sociaux et culturels. Cette indication pourrait conduire les lecteurs du Monde à penser que notre pays n'est pas partie à ces conventions des Nations unies. Aussi me paraît-il souhaitable de vous préciser que, si la France n'a pas signé les pactes lors de leur ouverture à la signature en 1966, elle y a adhéré le 4 octobre 1980 avec effet au 4 février 1981. »

Les chrétiens d'Oran au large dans leur paroisse

A la suite de l'article de M. Léo Palaco paru dans votre journal le 16 août 1983 sous le titre « La communauté française d'Algérie est en proie à certaines rancoeurs », je vous prie de publier la mise au point suivante.

1) Le droit de culte n'est pas limité dans l'Algérie indépendante. Les communautés chrétiennes ont toute liberté de se réunir dans les églises, les presbytères et autres lieux qui leur sont nécessaires et qu'elles ont conservé ou que les autorités algériennes mettent à leur disposition.

2) Toutes les églises d'Oran n'ont pas été transformées en mosquées. Et celles qui l'ont été étaient vides, abandonnées par les chrétiens après l'indépendance.

3) La cathédrale appartenant à la commune d'Oran (A.P.C.), très largement sous-occupée depuis des années, a été demandée en décembre 1982 par le ministère des affaires religieuses. Elle a été attribuée en juillet 1983 par la présidence au ministère de la culture, qui l'a classée monument

historique. Il y installera une bibliothèque régionale, respectant son caractère architectural.

4) Les chrétiens d'Oran sont encore au large dans les deux paroisses de la ville, rénovées et aménagées avec l'aide des autorités algériennes. La basilique de Santa Cruz est également rénovée depuis 1982 ; elle est gardée et ouverte aux pèlerins et au culte. Les religieuses ont enfin des chapelles et oratoires où se célèbrent l'Eucharistie dans les quartiers.

5) La communauté chrétienne d'Oran a parfaitement compris et accepté les raisons de cette réorganisation des lieux de culte longuement préparée, puis négociée avec les autorités algériennes dans le respect des droits et des besoins de chacun.

Nous ne pouvons indéfiniment garder des monuments vides qui sont le symbole de l'absence de ceux par qui et pour qui ils ont été construits. Les Français, encore nombreux en Algérie, ne sont guère représentés dans nos communautés où les chrétiens des pays de l'Est (Pologne, Hongrie...), d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud sont majoritaires. Parmi ces communautés disposent de lieux de culte décentes et suffisants.

PIERRE CLAVERIE
(évêque d'Oran).

Coquillages et chaleur nucléaire

La vente des coquillages pêchés de Saint-Nazaire à Penmarch et de la baie de Veyr jusqu'au Tréport a été interdite à cause de la prolifération d'une algue, *Dinophysis acuminata*, provoquée par la chaleur, au grand dam des pêcheurs bretons et normands.

Bien que la zone considérée n'englobe pas le site de Gravelines, on peut estimer que les rejets d'eau chaude des centrales nucléaires auraient favorisé ce phénomène, qui de ce fait aurait été permanent.

Piaignons les pêcheurs normands qui auront à souffrir bientôt des rejets de Palvel et de Penly, et félicitons-nous de l'arrêt des études de la centrale de Plogoff.

Je vous livre cette pensée creuse pour alimenter le débat anti-nucléaire qui réjouit (peut-être) vos lecteurs et (à coup sûr) vos rédacteurs.

PIERRE DELARUE
(Evreux).

RECTIFICATIF. — Dans le témoignage sur « Le labyrinthe administratif » publié dans notre page « Idées » du 12 août 1983 signé Naomi Malan, il fallait lire, à la place de « Centre mondial de l'information » : « Centre d'information et de documentation jeunesse ». Signalons que ce centre est situé au 101, quai Branly, 75740 Paris. Cédex 15.

Le Monde

APRÈS LES DI

Le représentant d'Oran la présence des troupes

« L'Algérie est un pays de république... »

« L'Algérie est un pays de république... »

« L'Algérie est un pays de république... »

« L'Algérie est un pays de république... »

« L'Algérie est un pays de république... »

« L'Algérie est un pays de république... »

« L'Algérie est un pays de république... »

APRÈS LES EXPLICATIONS DE M. MITTERRAND SUR LA CRISE AU TCHAD

Le représentant libyen à Paris nie, sans l'exclure, la présence des troupes du colonel Kadhafi

M. Charles Hernu, ministre de la défense, est arrivé jeudi soir 25 août à N'Djamena. Officiellement, l'objet de cette visite est « une mission d'inspection » des troupes françaises stationnées au Tchad. Le ministre de la défense se rendra notamment à Abéché, ville située à 800 kilomètres à l'est de N'Djamena, où se trouve un détachement militaire français.

Interrogé à son arrivée sur l'éventualité d'une rencontre avec M. Hissène Habré, M. Hernu a déclaré que, si le chef de l'Etat tchadien souhaite le rencontrer, il est « à sa disposition ». Cette rencontre semble aller de soi, selon plusieurs responsables tchadiens, pour qui le séjour du ministre français de la défense sera l'occasion, pour M. Habré, de demander quelques éclaircissements sur la position de Paris, en particulier sur la formule de « fédération » tchadienne, employée par M. Mitterrand dans l'interview qu'il a accordé au Monde (nos éditions datées 26 août).

« A N'Djamena, M. Soumaila Mahamat, ministre de l'Information du gouvernement de M. Habré, s'est refusé à faire des commentaires sur les déclarations de M. Mitterrand, indiquant qu'il attendait d'en avoir le texte complet. Interrogé sur le rôle des troupes françaises présentes au Tchad, il a déclaré : « Je répète que nous considérons ce rôle comme trop limité. Nous avons toujours espéré que la France surmonterait ses contradictions internes et se mettrait aux côtés de nos soldats pour participer à la lutte contre l'agression libyenne. »

« A Paris, le chargé d'affaires de l'ambassade du Tchad, M. Ahmad Allam-Mi, a estimé que M. Mitterrand avait « réaffirmé sa fermeté et

sa détermination derrière le peuple tchadien et son gouvernement contre l'agression caractérisée de son voisin libyen ». Soulignant la volonté de dialogue du gouvernement de M. Habré, M. Allam-Mi a affirmé que celui-ci était « favorable à ce que l'on appelle des négociations », mais, a-t-il souligné, « encore faut-il avoir des interlocuteurs ». M. Allam-Mi a ajouté qu'il y avait deux aspects dans la crise tchadienne, d'une part les aspects intérieurs, qui, selon lui, sont « abusivement exagérés », d'autre part les aspects extérieurs, « qui sont primordiaux et doivent être réglés ».

Le chargé d'affaires tchadien, parlant des partisans de M. Goukouni Oueddei, a indiqué : « Nous

sène Habré, qui a toujours violé ses engagements ». Selon lui, le point le plus important des déclarations de M. Mitterrand a été « l'admission qu'il y a effectivement un conflit interne aux Tchadiens que Hissène Habré essaie de camoufler en brandissant l'étendard de l'invasion libyenne ».

Soulignant, à propos d'une fédération éventuelle, qu'il appartient aux Tchadiens d'en décider, comme l'a d'ailleurs dit M. Mitterrand, M. Tourgoudi a cependant affirmé que celle-ci « a été rejetée au fil des ans par les Tchadiens, de part et d'autre ».

De son côté, le responsable du bureau du Conseil démocratique révo-



tendons la main aux frères qui sont de l'autre côté », précisant : « Ces gens-là, nous sommes prêts à discuter avec eux individuellement ».

De son côté, M. Saïd Hafiana, représentant de la Libye à Paris, s'est félicité de « la volonté réelle » de M. Mitterrand de créer un climat favorable à des négociations entre « le GUNT et ses frères ». « Face à Hissène Habré, a-t-il ajouté, il y a le GUNT, qui représente dix tendances » (tchadiennes). M. Hafiana a affirmé que la Libye n'avait « aucune ambition expansionniste », mais que Tripoli « ne pouvait accepter une zone d'instabilité à sa frontière sud », ajoutant : « Les alliances contractées par M. Habré transforment le Tchad en une base d'agression dirigée contre la Libye ».

M. Hafiana a évoqué à ce sujet la fois la présence de militaires français et américains, ainsi que l'appui du Soudan. Réaffirmant qu'il n'y a pas de troupes libyennes au Tchad, il a ajouté : « Si, par hypothèse, on peut accepter, dans une certaine mesure, la présence des forces libyennes, elle est justifiée par la présence des autres ».

M. Ouchar Tourgoudi, ministre de l'Information du GUNT de M. Goukouni Oueddei, a commenté les propos de M. Mitterrand en déclarant : « En tant que GUNT, nous sommes disposés à tout moment à nous asseoir autour d'une table avec les parties au conflit, hormis His-

lutionnaire du Tchad en Europe (organisation membre du GUNT) a notamment déclaré que son organisation « se félicite de la décision courageuse du gouvernement français d'aider le Tchad à retrouver la paix par le voie d'une négociation qui réunirait tous les fils de ce pays autour d'une table. (...) Le Conseil démocratique révolutionnaire rappelle qu'il a toujours été favorable à une solution négociée au conflit tchadien et qu'il demeure toujours disposé à développer toute initiative dans ce sens et ce, malgré la mauvaise volonté des éléments gangrenés au sein des FAN qui s'opposent à toute tentative de solution pacifique ».

« M. Mitterrand a adressé, jeudi 25 août, un message relatif à la politique française au Tchad à M. Hosni Moubarak, chef de l'Etat égyptien.

Quelles viennent de la majorité ou de l'opposition, les réactions aux déclarations de M. Mitterrand sont sans grande surprise. Le parti socialiste « approuve pleinement » et, avec le P.S.U., réaffirme son soutien à la politique du chef de l'Etat. Le parti communiste rappelle son « inquiétude » de voir la France se laisser entraîner là où « elle ne doit ni ne veut aller ». Les critiques les plus vives sont le fait du parti communiste marxiste-léniniste (msoiste), qui condamne « une politique africaine guidée par la défense d'intérêts économiques et politiques impérialistes ».

Le parti socialiste par la voix de son premier secrétaire, M. Lionel Jospin se félicite des « éléments de clarification et d'apaisement apportés par cette interview » de M. Mitterrand. « Face à l'intervention patente (de la Libye), il fallait empêcher l'agresseur de tirer

LES RÉACTIONS EN FRANCE

Sans surprise

de trouver un accord garantissant la souveraineté de nos pays et le mettant à l'écart de toute rivalité Est-Ouest qui ne le concerne en aucune manière ».

Pour M. Eric Hinterman, président de l'Amicale social-démocrate et membre du P.S., M. Mitterrand « vient de démontrer à nouveau que les Français, notamment de sensibilité réformiste et social-démocrate, pouvaient lui faire pleinement confiance pour mener une politique extérieure indépendante qui ne tienne aucun compte de l'attitude lamentable des dirigeants du parti communiste, qui, eux, suivent délibérément la politique étrangère soviétique, qu'il s'agisse de l'Afrique ou des euro-missiles ».

M. Serge Depaquit, secrétaire national du P.S.U., estime, lui, que « la volonté affirmée par le président de la République d'avoir, dans un premier temps, tenu à préserver jusqu'au bout les chances de la paix doit être approuvée. Sans ce choix initial, juge-t-il, les conditions d'une action politique indépendante - notamment des pressions américaines - n'auraient pu être préservées ».

Dans les colonnes de l'« Humanité », M. Roland Leroy, son directeur, évoque l'« inquiétude » du parti communiste, qui « n'est pas dissipée » après les explications de M. François Mitterrand. « Nous partageons l'avis du président de la République », écrit-il, « la négociation la plus utile serait celle qui réunirait les Tchadiens autour d'une table, mais, écrit-il, « nous trouvons dans le texte du président la confirmation de nos craintes : les Américains se sont beaucoup occupés de nous ; oui, beaucoup, beaucoup. (...) Maintenant, encore et en France aussi, les bouffeux ne manquent pas ».

Pour sa part, M. Pierre Bauby, responsable du parti communiste marxiste-léniniste msoiste estime que « malgré la réaffirmation de François Mitterrand, l'intervention française au Tchad relève d'une logique néo-coloniale, selon la-

quelle l'ancien colonisateur détient droit et pouvoir suprême d'intervention dans ses colonies (...) ». Enfin, M. Jean-Claude Delcourt, secrétaire général du Mouvement gaulliste populaire, exprime l'espoir que « ce conflit régional trouvera une issue rapide par la voie diplomatique » et se félicite que « la majorité des partis politiques français aient, en cette occasion, approuvé la décision du chef de l'Etat d'assumer pleinement les responsabilités de la France en Afrique ».

Dans l'opposition

Dans l'opposition, M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., trouve que « les explications tant attendues du président de la République ne clarifient malheureusement pas l'avenir ». Il explique : « François Mitterrand (...) reconnaît avoir attendu avant de décider l'intervention de la France. En cela, il porte une part de responsabilité dans la situation actuelle qui expose gravement notre pays. Aujourd'hui, il nous attende une négociation, dont il ignore quand, comment et avec qui elle pourrait s'ouvrir (...) Cette politique d'attente et d'indécision se double d'une gêne évidente. Pas un mot (...) sur le rôle joué par l'Union soviétique en Afrique (...), sur les divisions que le conflit tchadien a créées au sein de la majorité ».

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale et membre du comité exécutif du P.R., juge que « le président de la République, sous la pression des réalités, a dû renier son attitude passée. Mais notre intervention au Tchad, bien que tardive, s'inscrit pleinement dans la continuité de la politique africaine conduite par les précédents présidents de la République ».

M. Michel Debré, député (R.P.R.) de la Réunion, se dit « à la fois d'accord et en désaccord ». Selon lui, « si l'intervention de la France avait été affirmée et appliquée plus tôt, il est même probable que l'armée libyenne ne serait jamais allée jusqu'à Faya-Largeau (...) ». La situation devant laquelle nous nous trouvons, pour l'avenir du Tchad et même des intérêts de la France, est préoccupante. (...) Le président de la République a le droit d'agir comme il a agi, mais le régime parlementaire aurait exigé, et exigerait, une déclaration du gouvernement. Le sous-secrétaire, le premier jour de la réunion du Parlement, il y ait une déclaration du gouvernement ».

M. Rossinot, député radical de la Meurthe-et-Moselle, regrette que « l'envoi de nos troupes, notre dissuasion, en manquant de rapidité, [ait] manqué d'efficacité ; et nos hésitations successives ne peuvent qu'encourager les provocations libyennes ». Il ajoute : « Il est à craindre que nos soldats ne soient pour longtemps dans ce pays. Quant aux négociations, nul ne peut dire où, quand et avec qui elles peuvent aboutir. La situation actuelle révèle bien le dilemme interne de la majorité socialo-communiste face à l'Afrique. Le piège tchadien s'en est refermé sur les illusions tiers-mondistes de nos gouvernants ».

Dans les déclarations de M. Mitterrand, M. Olivier Stirn, député radical du Calvados, discerne, lui, deux appels : « Le premier est un espoir de consensus des Français sur la politique africaine de la France. Toutes les formations politiques répondront positivement même si, à droite, certains jugent l'intervention tardive, et d'autre à gauche, dangereuse. Il est incontestable, en effet, que cette politique est cohérente et responsable. L'autre appel est aux forces tchadiennes, à la Libye, aux Africains et donc à la négociation. Il créera, au moins dans un premier temps, moins d'adhésions. Il reste que c'était bien qu'il fut lancé ».

Seul syndicat à réagir, Force ouvrière partage l'« analyse du président de la République ». Elle souligne que, « comme lui, elle considère qu'il importe avant tout d'éviter la déstabilisation du continent africain, dont les prolongements seraient catastrophiques pour la paix mondiale ».

Dans la presse quotidienne

LE FIGARO : des zones d'ombre involontaires

« La position de la France dans la crise du Tchad est-elle plus claire après les explications données, hier, par M. Mitterrand ? Oui, sans doute, mais il reste des zones d'ombre qui toutes, peut-être, ne sont pas voulues. La difficulté de l'exercice tenait au fait que les Français, de leur ensemble, souhaitent que le gouvernement soit ferme à l'égard de l'agression libyenne, mais qu'en même temps il n'engage pas le pays dans une aventure coûteuse et sans issue. (...) Si personne n'est vraiment mécontent de ce qu'a dit le chef de l'Etat, personne n'est plus enclin à le faire sa- tisfaire. C'était inévitable. (...) M. Mitterrand, dans une incidente, a fait allusion à une fédération tchadienne. C'est un mot qui en Afrique on n'aime pas, car il est synonyme d'éclatement où de guerre civile. En l'occurrence, une fédération ne réglerait pas le problème actuel, la rivalité sanglante des deux chefs historiques du Nord, Goukouni Oueddei et Hissène Habré, qui ont fait du Tchad le champ clos de leur « guerre privée ». Le bon sens exigerait l'élimination de l'un et l'autre, et la formation d'une équipe dirigeante mieux représentative des populations. Voilà plus de vingt ans qu'on attend de tels hommes, et cela risque de durer encore ».

(Serge MAFFERT.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : l'enlèvement dans la jactance.

« Rien, dans les propos du président de la République, pour démontrer qu'il ait la moindre idée sur la manière de sortir du « guêpier », de l'« enlèvement » ou de l'« engrenage ». Ou, s'il exprime des idées, elles se retournent immédiatement contre lui, tant elles sont usées, dépassées par la situation, perverses dans la perspective de la politique suivie. Quelle politique ? Le sens profond de l'interview publiée hier est le suivant : Je suis incapable de faire pression sur Kadhafi. J'en suis réduit à espérer qu'il se conduise

mieux. Alors je vais tenter de convaincre Hissène Habré de lâcher du lest. C'est la mission apparemment dévolue à M. Hernu. (...) Quelle idée encore de parler de « fédération » ? Le mot révèle tous les Tchadiens. Valéry Giscard d'Estaing put le constater après l'avoir imprudemment lancé. (...) François Mitterrand donne le rôle baïonné dans le même piège, avec la même sincérité sans doute, mais l'expérience du prédécesseur aurait pu lui donner à penser. (...) Rien n'a changé. Toujours le même scénario depuis que Kadhafi a renversé le roi Idriss en 1969. Mitterrand a une politique ? C'est la même : la capitulation et l'enlèvement dans la jactance ».

(Jean-Marc KALFLÉCHE.)

LE MATIN : une politique indépendante.

« Pour Mitterrand c'était l'occasion de fixer les règles qu'un gouvernement socialiste doit observer dans l'usage qu'il fait de sa force militaire et, en ne prenant que des risques de guerre calculés, de chercher à se concilier une large majorité de Français aussi volontiers administrativement lancés. (...) L'administration américaine pense et agit qu'en termes d'affrontement Est-Ouest. Ce ne sont pas des alliés ni des boulets qu'on traite, ni des vaches à lait qu'on traite. Ce sont des cousins avec lesquels on peut se quereller, mais sans jamais se résoudre à s'en séparer ».

(Serge JULY.)

LE PROGRES : une affaire de famille

« A vrai dire, les intérêts économiques de la France au Tchad sont nuls. En Afrique, ils ne sont plus ce qu'ils étaient. (...) Mais il existe entre la France et un certain nombre de pays africains d'autres liens hérités d'une période coloniale qui n'a pas eu que des aspects négatifs. Pour tout dire, il y a entre eux et nous des liens de famille. Ce ne sont pas des alliés ni des boulets qu'on traite, ni des vaches à lait qu'on traite. Ce sont des cousins avec lesquels on peut se quereller, mais sans jamais se résoudre à s'en séparer ».

(Jean-Louis ARNAUD.)

LIBERATION : l'incertitude

« La où d'autres, mis en difficulté, envoient spontanément - sans autres considérations - les gros bras ou les forces de l'ombre pour mettre fin à une fièvre sociale ou internationale, les socialistes, et c'est leur honneur, envoient leurs avocats et leurs magistrats, à charge pour eux de faire entrer la réalité rebelle

PIANOS D'ETE

CREDIT TOTAL GRATUIT 12 MOIS

HANLET
L'UNIVERS DU PIANO

• Paris 6, 264, rue de St-Sauveur Tél. : 766.51.94
 • Vélizy, 21, rue Grange-Dame-Tel. : 946.00.32
 • Vélizy, Centre Ciel Vélizy 2° Tél. : 946.26.87
 • Orsay, Centre Ciel "Art de Vivre" Tél. : 975.78.50
 • Nogey-le-Grand, Centre Ciel "Arcades" Tél. : 305.20.79

*Après acceptation du dossier par CREDIT L.G. personnel ou sans L.G.P. - Jusqu'au 31 août 1983.

Je suis incapable de faire pression sur Kadhafi. J'en suis réduit à espérer qu'il se conduise

AFRIQUE

APRÈS LES EXPLICATIONS DE M. MITTERRAND SUR LA CRISE AU TCHAD

Déception à N'Djamena

(Suite de la première page.)

Dans le climat actuel, la première hypothèse paraît être plus plausible que la seconde, le ministre veut, en effet, expliquer aussi à ses troupes le sens de leur engagement, à savoir qu'elles sont tout autant des combattants que des soldats disciplinés de la paix. L'armée française vient d'imposer un black-out total sur ses activités, le nombre des soldats français présents au Tchad tenant même du secret militaire.

On y verra un indice supplémentaire dans la partie serrée qui se joue entre Paris et N'Djamena. Comme s'ils répondaient déjà d'une certaine façon à M. Mitterrand, des officiers tchadiens ne manquent pas de souligner en privé que les intérêts du Tchad passent avant toute considération dans l'esprit du président tchadien. Paris, disent-ils également,

devrait comprendre que la prolongation de l'occupation libyenne du nord du pays pourrait même, à la longue, mettre en danger la paix civile en contribuant à entamer l'autorité de l'Etat.

A moins d'un retournement imprévu de la situation, on s'oriente donc vers une nouvelle phase de tension dans les rapports entre Paris et N'Djamena. L'opération « Manta », qui a permis, dans un premier temps, de décourager toute offensive libyenne contre N'Djamena, est loin d'avoir réussi à établir des relations de confiance entre les deux capitales. On peut même dire que la politique française au Tchad, telle qu'elle a été définie par M. Mitterrand, ne concorde absolument pas avec la vision que l'on a ici du conflit. Comme personne ne semble, dans cette affaire, disposer de toutes

les cartes, la partie est peut-être loin d'être jouée et aucune hypothèse ne peut être vraiment exclue. Il ne faut cependant pas perdre de vue que les deux protagonistes naviguent à bord de la même galère.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● M. Allam-Mi, chargé d'affaires du Tchad à Paris, a précisé ce vendredi que son rappel à N'Djamena pour des consultations régulières n'a « aucune relation avec l'interview du président Mitterrand ». M. Allam-Mi a précisé que ce rappel, prévu avant les explications du chef de l'Etat, était « un rappel régulier qui intervient à chaque fois que des consultations sont nécessaires » entre le président Hissène Habré et ses représentants à l'étranger.

ROME SOUTIEN LA POLITIQUE FRANÇAISE

(De notre correspondant.)

Rome. — M. Craxi, président du conseil, a reçu, jeudi 25 août, l'envoyé du président Mitterrand, M. Claude Estier. Celui-ci lui a transmis une invitation à se rendre en France et lui a exposé la politique française au Tchad. M. Estier a également eu une entrevue avec M. Andreotti, ministre des affaires étrangères, et M. Sores, premier ministre portugais, actuellement en visite à Rome. Ce dernier, qui avait été reçu par M. Craxi, lui a également transmis une invitation. Les entretiens avaient porté sur l'entrée du Portugal dans la C.E.E. et sur la question des missiles. M. Sores a affirmé appuyer pleinement la politique italienne en ce qui concerne les négociations de Genève.

Le président du conseil italien a accepté l'invitation de M. Mitterrand. Bien qu'aucune date n'ait encore été arrêtée, tout porte à croire que cette visite aura lieu avant le sommet biennal franco-italien qui, cette fois, se déroulera à Rome, probablement en novembre. Il n'est pas exclu que M. Craxi se rende en France au cours de la première partie du mois de septembre.

Au cours de son entretien avec le président du conseil italien, M. Estier l'a informé de la politique française au Tchad, lui demandant de l'appuyer notamment auprès du colonel Kadafi. Soulignant que tous les événements du Tchad, la France a avant tout le souci d'arrêter les hostilités et de créer les conditions d'une négociation, M. Estier a rappelé que Paris ne soutenait en rien la solution d'une partition du pays. M. Craxi a assuré son interlocuteur du soutien italien à la politique française. — Ph. P.

La Libye a parqué à Aouzou une quarantaine d'avions de combat

Selon des évaluations de source française, la Libye a parqué une quarantaine d'avions de combat sur sa base d'Aouzou, dans le nord du Tchad, à l'intérieur d'une bande d'une centaine de kilomètres de profondeur proche de la frontière libyenne et occupée par Tripoli en 1973.

Ces avions, qui sont pour la plupart des appareils soviétiques du modèle Sukhoï-20 et Tupolev-22, à l'exception de deux Mirage, utilisent la piste en dur de la base d'Aouzou, à proximité de laquelle sont, aujourd'hui, en chantier de nouvelles constructions vraisemblablement aménagées pour accueillir des techniciens et conseillers étrangers.

Parmi ces personnels étrangers qui assistent, actuellement, l'aviation libyenne, des renseignements obtenus à Paris font état de la présence de trois pilotes américains. En revanche, les rumeurs selon lesquelles des pilotes d'origine nord-coréenne seraient engagés dans les équipages libyens ne sont pas confirmées. N'est pas davantage confirmée la présence d'armes nucléaires « mercenaires » de l'armée de l'air française. On sait que le pilote du Sukhoï-20, abattu récemment par une missile SAM-7 lancé par les troupes gouvernementales de M. Hissène Habré, était d'origine libyenne.

L'aviation libyenne recrute des personnels étrangers car elle est dans cette situation rare, sinon peut-être unique, d'avoir plus d'avions (quatre cents environ) que de pilotes.

Haute-Volta

Le nouveau gouvernement est à majorité civile

Un nouveau gouvernement à majorité civile a été mis en place, mercredi 24 août à Ouagadougou, trois semaines après le coup d'Etat militaire qui a porté au pouvoir en Haute-Volta et à la tête du Conseil national de la révolution (C.N.R.) le capitaine Thomas Sankara. Ce gouvernement comprend dix-neuf ministres et un secrétaire d'Etat.

Outre le capitaine Sankara, qui cumule les fonctions de président du C.N.R., de chef de l'Etat et de ministre de l'Intérieur et de la sécurité, le nouveau gouvernement est composé de quatre militaires et de cinq ministres limogés par l'ancien chef de l'Etat, le médecin-commandant Ouédraogo. Ceux-ci étaient accusés d'appartenir à la Ligue patriotique pour le développement (LIPAD, organisation marxiste) et d'avoir tenté de s'emparer du pouvoir avec le capitaine Sankara.

Voici la composition du nouveau gouvernement :

- Chef de l'Etat, président du C.N.R., ministre de l'Intérieur et de la sécurité : capitaine Thomas Sankara ;
- Ministre d'Etat délégué à la présidence : capitaine Blaise Compaoré ;
- Défense nationale et anciens combattants : commandant Jean-Baptiste Lingani ;
- Affaires étrangères : M. Arba Diallo ;
- Ministre chargé des sociétés d'Etat : capitaine Henri Zongo ;
- Ministre de la Justice, garde des sceaux : M. Raymond Poda ;
- Equipement et télécommunications : M. Philippe Ouédraogo ;
- Plan et coopération : M. Talata Eugène Dondasse (1) ;
- Finances : M. Dano Justin Barro (1) ;

- Développement rural : M. Seydou Traoré ;
- Santé publique : pharmacien-commandant Abdou Salam Kabore ;
- Commerce, développement industriel et mines : M. Boubacar Hama ;
- Travail, sécurité sociale et fonction publique : M. Fidèle Toe ;
- Enseignement supérieur et recherche scientifique : M. Issa Tien-drebeogo (1) ;
- Education nationale, arts et culture : M. Emmanuel Dadjougou (1) ;
- Information : M. Adama Touré ;
- Jeunesse et sports : M. Ibrahim Koné (1) ;
- Environnement et tourisme : M. Laitar Basile Guissou ;
- Affaires sociales : M. Paley ;
- Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et à la sécurité : M. Nongna Ernest.

(1) Ministre limogé dans l'ancien gouvernement.

EUROPE

L'attentat de l'ASALA contre la Maison de France à Berlin-Ouest a fait un mort et vingt-trois blessés

L'attentat perpétré jeudi 25 août contre la Maison de France à Berlin-Ouest a fait un mort, un blessé en bâtiment berlinois de vingt-deux ans, qui travaillait à la réfection de la façade de l'immeuble au moment de l'explosion, et vingt-trois blessés (nos dernières éditions du 26 août).

La bombe, de forte puissance, a ravagé le toit et les deux derniers étages de l'immeuble, situé dans le centre de Berlin-Ouest, sur l'avenue du Kurfürstendamm, et qui abrite notamment les locaux du consul général de France. La déflagration a fait s'effondrer l'échafaudage installé le long de la façade pour des travaux de ravalement. Deux heures après l'explosion, un homme s'exprimant en français revendiquant l'attentat dans un coup de téléphone au bureau de l'Agence France-Presse à Berlin, au nom de l'Armée secrète de libération de l'Arménie (ASALA). Peu après, le ministre de l'Intérieur ouest-allemand, M. Zimmermann, affirmait à Bonn que, selon les premiers indices, des membres de l'ASALA étaient bien les auteurs de l'attentat, le plus grave revendiqué par l'organisation arménienne contre des intérêts français à l'étranger.

Cet attentat, qui intervient quelques jours après que des dissidents de l'organisation eurent annoncé qu'une scission avait eu lieu au sein de l'ASALA il y a un mois, a soulevé une vive émotion à Berlin-Ouest. Le bourgmestre, M. Richard von Weizsäcker, a adressé un message de sympathie à l'ambassadeur de France à Bonn. Le gouvernement militaire français à Berlin a reçu des messages identiques des autorités municipales et des partis. Le quotidien conservateur Die Welt a cependant trouvé là le prétexte à une très virulente diatribe contre le gouvernement français. « L'attentat, peut-on lire dans l'éditorial de ce vendredi, a, de toute évidence, été planifié depuis la France. Ce pays s'est transformé en un centre du terrorisme international depuis l'accession de M. Mitterrand au pouvoir (...). Une politique d'asile libérale, la suppression des unités spéciales de lutte antiterroriste et la libération de tous les terroristes incarcérés ont vite porté leurs fruits : les passagers de bombes, les tueurs et les délinquants se sentent chez eux. » A Paris, le Mouvement national arménien (M.N.A.) dénonce ce qu'il estime être « la responsabilité des autorités françaises dans l'engendrement de la violence ». Le Mouvement, qui, jusqu'en janvier dernier, soutenait les thèses politiques de

l'ASALA, condamne l'attentat de Berlin, mais déclare : « En choisissant, après l'attentat d'Orly, la voie de la répression aveugle contre les sympathisants arméniens, en rejetant toutes les tentatives de dialogue à l'initiative des organisations politiques arméniennes, les autorités françaises ont pris le risque

d'accentuer les tensions et de favoriser les exactions des extrémistes. » Dans le communiqué publié jeudi par le ministère des relations extérieures, le gouvernement français déclare, pour sa part, que « l'organisation terroriste qui a revendiqué ce crime déshonore une fois de plus la cause qu'elle prétend servir ». — (A.F.P.)

Au moment où une scission se confirme...

L'attentat de Berlin-Ouest survient au moment où les discussions internes au sein de l'ASALA, déjà constatées ces derniers mois, paraissent prendre un caractère plus formel.

Dans un communiqué remis récemment aux bureaux de l'Agence France-Presse de Londres, Paris et Beyrouth, des membres de l'organisation clandestine, ayant pris pour nom « Asala-Mouvement révolutionnaire », déclarent se désolidariser totalement des Arméniens responsables, le 15 juillet, de l'attentat d'Orly et confirment la division intervenue dans les rangs de l'ASALA.

« L'attentat du 15 juillet 1983 à l'aéroport d'Orly, indique le communiqué, n'était que le dernier exemple, clair et distinct, du comportement de certains individus au sein de l'ASALA, qui, au nom de la cause arménienne (...), ont poursuivi une politique totalement fasciste, antidémocratique, antisocialiste et gangsteriste, dont les actions n'ont rien à voir avec les justes droits du peuple arménien. »

Ces dissidents condamnent aussi « les attaques perpétrées

depuis un certain temps en Europe et dans d'autres lieux contre des civils avec l'intention spécifique de faire des victimes innocentes » et appellent « les jeunes révolutionnaires arméniens » à rompre avec celui qu'ils considèrent comme le responsable des errements de l'ASALA : Hagop Hagopian, qualifié de « dictateur » dans le communiqué.

Ce texte confirme l'impression de différents services antiterroristes occidentaux, ces derniers mois, qui avaient noté que certains membres de l'ASALA, « politiques » ou « militaires », renouaient progressivement à la lutte armée à mesure que les attentats de l'organisation clandestine visaient des cibles non turques, notamment en France (le Monde du 22 juillet). Selon certaines informations, la branche dissidente serait armée par des militants arméniens d'origine européenne. Selon le communiqué parvenu à l'A.F.P., la rupture entre les deux tendances aurait été consommée au lendemain de l'attentat d'Orly, qui avait fait huit morts et cinquante-cinq blessés. — Ph. B.

Epreuve de force en Pologne

(Suite de la première page.)

A l'intérieur, quelque 1 500 ouvriers attendent. Les visages sont fermés, les traits reflètent la colère et la détermination. Tous, ou presque, se lèvent lorsque M. Walesa pénètre dans la salle, entouré d'un groupe de travailleurs de son atelier, et applaudissent frénétiquement. L'accueil est tout autre pour le représentant du gouvernement, entouré de plusieurs notables. Les cris d'indignation, les huées, n'en finissent plus, à tel point que les haut-parleurs installés à l'extérieur pour transmettre la rencontre sont débanchés.

M. Rakowski semble nerveux. Avec un sourire crispé, il prend sa place à la table du président et enlève sa veste. Sur un ton qu'il veut apaisant, il déclare : « Nous sommes ici en famille, entre nous ». « Sauf toi ! », répond à haute voix un ouvrier.

Le ton est donné. L'hostilité, longtemps contenue, s'exacerbe, et les ouvriers scandent à la face du représentant du gouvernement : « Nous voulons des syndicats libres », « Libérez les membres de la commission nationale » (sept dirigeants syndicaux à l'échelle nationale attendent en prison d'être jugés) et « Leszek » (diminutif du prénom de M. Walesa).

Imperturbable, le vice-premier ministre observe la salle. La clameur à peine retombée, il exorâte : « Puis-je être ma cravate ? — Non, s'entend-t-il répondre. — Pourquoi ? — La salle lui répond par un silence pesant. M. Rakowski à la réplique facile. « Qui est membre du parti ? », demande-t-il. Quelques bras se lèvent. « Dans ces conditions, reprend-il, Radio Free Europe (radio américaine émettant depuis Munich, en R.F.A.) ne pourra pas clamer que mon auditoire a été trahi sur le volet. »

« Pourquoi la croix florale (signe de fidélité à Solidarité, entretenu sans cesse par les habitants de Gdansk au pied du monument à la mémoire des victimes des émeutes de décembre 1970) est-elle constamment enlevée ? », lui demande-t-on. Et M. Rakowski répond laconiquement : « Parce que les fleurs se fanent. »

« Nous devrions discuter »

Puis, au cours d'un discours de plus d'une heure, ponctué de huées et de quolibets, le vice-premier ministre s'attache à rejeter tous les torts sur le syndicat de M. Lech Walesa : « Solidarité n'était pas un syndicat, mais un parti politique qui voulait détruire les structures de l'Etat. C'était une force de destruction des conquêtes de la Pologne populaire. » Puis il affirme que les autorités n'ont pas cessé depuis la signature des accords de Gdansk d'agir dans l'esprit de ces derniers. Aujourd'hui, dit-il, la Pologne est

différente de ce qu'elle était en août 1980, et elle continue à se transformer dans le sens des accords sociaux. Et, lorsqu'il accuse Solidarité et son chef — qu'il appelle « M. Torque » (allusion aux grèves perdues) — d'être responsables de tous les maux dont souffre le pays, la salle répond par un rire moqueur et colérique, elle trépigne et l'empêche de poursuivre.

Follement applaudi, M. Lech Walesa se lève alors pour proposer des concessions mutuelles. « Nous n'avons jamais combattu avec nos poings », dit le président de Solidarité. Et nous n'avons pas l'intention de le faire. Je pense qu'il y a eu des erreurs commises par Solidarité, mais celles du gouvernement étaient bien plus grandes. Nous n'avons pas eu la possibilité de nous défendre et de nous expliquer en public. Nous devrions nous asseoir tous ensemble à une table et discuter, car il est inutile de se jeter mutuellement des pierres dans les roues. » Comme signe de bonne volonté, suggère M. Walesa, « nous devrions fleurir ensemble, le 31 août, le monument (érigé à la sortie des chantiers à la mémoire des victimes des émeutes sanglantes de décembre 1970), et il serait bon que le gouvernement délègue à cette occasion l'un de ses représentants pour procéder à un dépôt de gerbes. » Il demande aussi au gouvernement de relâcher les prisonniers politiques qui n'ont pas bénéficié de la récente amnistie.

M. Rakowski rejette aussitôt toute idée de négociations : « Je ne vois aucune possibilité, dit-il, de nous asseoir ensemble à la même table avec Solidarité. » Et lorsqu'il s'écrit : « Solidarité n'existe plus ! », la salle réplique : « Ce n'est pas vrai. Solidarité vit et vivra. Nous voulons des syndicats libres. »

Après cette réunion qui a duré trois heures et demi, alors que M. Rakowski quitte discrètement la salle, M. Lech Walesa est porté en triomphe par ses camarades jusqu'au fameux monument.

A Gdansk, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, dénonce « le comportement grossier d'une dizaine de personnes accompagnant Walesa pour cette rencontre » et livre à la presse les commentaires de M. Rakowski : « J'ai eu peur que cette rencontre soit terne et triste, mais ce spectacle a démontré que l'état de guerre était nécessaire et qu'il existe des personnes saines à tous les arguments et qui ne peuvent être des partenaires pour un dialogue. » La radio de Varsovie, dans son compte rendu, a passé sous silence les propositions de négociations faites par M. Walesa, se bornant à noter qu'il avait reconnu que Solidarité avait commis des erreurs. Les journalistes étrangers n'avaient pas été autorisés à assister à cette rencontre, mais nombre d'assistants polonais l'ont enregistré. — (A.F.P., U.P.I., A.P.)

INFORMATIQUE

la passion

Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier. Métier du temps présent, métier du futur ? Des questions se posent...

Voir page 17

Alexandria / Egypte

Cherche Management International: Restaurant - Coffie-Shop - Quick-Service

Situé au bord de la plage, dans un nouvel immeuble de 112 appartements, à proximité du nouvel Hôtel Sheraton, Montazah. Ouverture prévue le 15 octobre 1983. Le Restaurant, Coffie-Shop et Quick-Service sont entièrement équipés. Pas de capital de départ nécessaire. Contactez-nous après le 30 août 83 à l'adresse suivante :

Hussein Abd El Salam

11, Al Borsa Al Kadima St. Alexandria Egypt P.O.B: 554

TELEX : No. 54304 - Cable: Tob Land Tel: 807430-64899

PROCHE-ORIENT

Liban

LE RETRAIT ISRAËLIEN DU CHOUF

Le président Gemayel

laisse la porte ouverte au compromis

De notre correspondant

Beyrouth. — Le président libanais, M. Amine Gemayel, a annoncé jeudi soir dans un message à la nation, sur un ton solennel, que l'armée libanaise se retirerait du Chouf, à l'exception de la zone de la montagne de Qadisha, à l'ouest de Beyrouth, où elle occupe, immédiatement et progressivement, le territoire libanais. C'est le seul substitut à l'occupation, a-t-il souligné. Dans la journée, son père, M. Pierre Gemayel, chef du parti phalangiste, avait annoncé que les « Forces libanaises » abandonneraient leurs positions, abandonneraient leurs casernes et supprimeraient toute « apparence d'armée » en montagne au profit de l'armée libanaise d'élite s'y installant. Ce faisant, le parti phalangiste jetait du lest par rapport à la position affichée la veille par le Front libanais, dont il constitue l'ossature, et qui se résumait jusqu'alors en une formule : « Pas d'entente avant la libération ».

A l'opposé, le chef du parti socialiste progressiste, M. Walid Joumblatt, durcissait le ton, en adressant à ses partisans un appel « très druze » dans le fond et la forme par ses références à la terre, à l'honneur, aux valeurs, à la sagesse. Le ton est grave : « Le clan Gemayel mobilise ses armées pour vous soumettre (...) C'est l'heure d'être ou de disparaître (...) Nous resterons dans nos foyers la tête haute, jouissant de tous nos droits ou nous mourrons martyrs sur notre terre ».

Sans se dissimuler que le Liban se trouve peut-être à la veille d'un des épisodes les plus tragiques de sa longue crise et des plus dangereux pour son avenir par les risques d'éclatement de sa structure intercommunautaire, on considère à Beyrouth que le durcissement affiché par M. Joumblatt était inévitable, au moment où il est engagé, par l'intermédiaire de médiateurs arabes (Saoudiens et Jordaniens) et américains, dans une difficile négociation — à laquelle les Israéliens sont également mêlés. Le temps presse : l'émissaire américain, M. McFarlane, a attaché un sursis à Israël, mais il est très bref. Le retrait des troupes de l'Etat hébreu est renvoyé d'une à deux semaines, jusqu'à une date située vraisemblablement entre le 3 et le 10 septembre.

Malgré l'annonce du déploiement de l'armée en montagne, le message du chef de l'Etat laisse la porte largement ouverte au compromis et n'a pas un ton de défi, mais au contraire de conciliation. M. Gemayel n'a pas manqué de promettre, en effet, « l'abolition de toute apparence d'armée illégale, voire illicite », et a reconnu la persistance de « lacunes de sécurité » dans le Grand-Beyrouth qui se trouve sous l'autorité de l'Etat. On croit savoir que le président de la République est prêt à rencontrer M. Joumblatt, et souhaite même le faire, dût-il pour cela accepter que l'entrevue se déroule hors du palais présidentiel, en « terrain neutre ». D'actives démarches seraient entreprises en ce sens par le médiateur américain et il ne serait pas, malgré les apparences, impossible qu'elle réussissent.

M. McFarlane, qui se trouve à Rome et doit, de là, se rendre à Paris et à Londres, sollicite les copartisans avec les Etats-Unis à la force multinationale, d'offrir leurs contingents au Liban. En cas de solution du problème de la montagne druze-chrétienne, la force multinationale pourrait être appelée, non pas tant à pénétrer dans la zone des troubles (Chouf et Aley), mais à tenir les trois grands axes routiers, notamment la route de Damas jusqu'à une vingtaine de kilomètres à l'Est de Beyrouth.

LUCIEN GEORGE.

UN DEUXIEME ATTENTAT A ÉTÉ PERPETRÉ CONTRE DES LOCAUX D'AIR FRANCE

Trois personnes dont deux de nationalité libanaise ont été blessées lors d'un attentat qui s'est produit jeudi 25 août dans les locaux d'Air France à Achrafieh (partie est de Beyrouth), une caisse contenant 10 kilos de T.N.T. (trinitrotoluène) avait été placée devant la porte des bureaux de la compagnie française. Les locaux, qui se trouvent au troisième étage d'un immeuble, ont été dévastés et les dégâts sont très importants dans le reste du bâtiment. L'attentat n'a pas été revendiqué. Un autre, ayant causé uniquement des dégâts matériels, avait eu lieu le 11 août contre les locaux d'Air France situés dans la partie ouest de Beyrouth. — (A.F.P.)

Un militaire français est décédé, jeudi 25 août des suites des blessures subies lors de l'explosion accidentelle qui s'était produite un peu plus tôt dans un poste de commandement du contingent français de la Force multinationale à Beyrouth. Un autre blessé se trouve dans un état grave. Sept autres sont atteints de blessures diverses, mais leurs vies ne sont pas en danger. Les neuf blessés sont des légionnaires du 2^e régiment étranger d'infanterie. L'explosion a eu lieu par accident au moment du déchargement de munitions qui se trouvaient à bord d'un camion. Le mort de ce légionnaire porte à neuf le nombre des soldats français tués à Beyrouth depuis le début de l'année. — (A.F.P.)

ISABELLE VICHNIAC.

Le gouvernement israélien rendra de sa contribution au budget de l'ONU les frais de financement de la conférence sur la Palestine qui doit s'ouvrir lundi 29 août à Genève, et autres activités de l'organisation internationale qu'il juge « d'ingratitude ».

La signature à Bagdad d'un nouvel accord commercial avec Le Caire a scellé le rapprochement entre l'Irak et l'Égypte

Correspondance

Le Caire. — Il n'est point d'amour que n'ait précédé la haine. C'est par ce dicton populaire que les paysans égyptiens se rendant au village de Khales (nord de Bagdad) résumèrent l'évolution souvent orageuse des relations égypto-irakiennes depuis le voyage à Jérusalem de Sadate. En fait, les retrouvailles du Nil et de l'Euphrate, pour riches qu'elles soient, ne sont pas exemptes d'un pragmatisme décalant d'avantage d'un mariage de raison que d'amour.

Le divorce était intervenu après « l'initiative de paix » de 1977. L'Irak, à l'époque dur par les durs du Front du refus, rompit avec l'Égypte. Tout au long des négociations égypto-irakiennes, Le Caire et Bagdad se livraient à une guerre des ondes où les épithètes de « traître » et d'« assassin » étaient devenues usuelles. Malgré l'escalade verbale, l'exclusion de l'Égypte de la Ligue arabe lors du sommet de Bagdad en 1979 et la condamnation à mort de Sadate par un « tribunal du peuple » réuni à l'instigation du Baas irakien, la convergence d'intérêts rapprochait à nouveau les frères ennemis depuis le début de la guerre irako-iranienne en septembre 1980.

Les Égyptiens ont même eu leurs « martyrs », une vingtaine, selon M. Taha Yassin, premier ministre adjoint irakien et commandant de l'armée populaire, ainsi que six prisonniers détenus par les Irakiens. Rendus hommage à l'anniversaire égyptien, M. Yassin conclut en juin, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire égyptien *El Mousawwar*, que « le soutien de l'Égypte à l'Irak dans sa guerre contre l'Iran était égal à celui de tous les autres pays arabes réunis ».

L'accession du président Moubarak au pouvoir accélère le rapprochement progressif. Le nouveau rais, réaffirmait son soutien à l'Irak et menaçait l'Iran « de prendre les mesures qui s'imposent en cas d'escalade ». Il soulignait toutefois que Le Caire n'avait pas et ne comptait pas envoyer de soldats réguliers se battre contre l'Iran. De son côté, le général Kamal Hassan Ali, le vice-premier ministre égyptien, confirmait que de nouveaux contrats pour la livraison d'armes et de munitions à l'Irak avaient été signés.

La « diplomatie du football » Le processus de rapprochement s'est revêtu plus lent au niveau politique. Il a vraiment démarré qu'en juillet 1982, quand le président Moubarak accepta l'invitation de son homologue irakien de prendre part à la conférence des non-alignés, qui devait à l'origine se tenir à Bagdad. Ce premier signe de dégel fut suivi par une rencontre, en janvier 1983 à Paris, de MM. Tarek Aziz, vice-premier ministre irakien, et Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères.

Fort du résultat de cette rencontre jugée « positive », le président Sadat Hussein lança un appel pour la réouverture de l'Égypte au sein de la Ligue arabe. Le principal motif de la rupture, la paix avec Israël, était escamoté par l'Irak, qui ne voyait plus dans les accords de Camp David qu'une « affaire intérieure concernant l'Égypte ».

Satisfait par cette nouvelle preuve de bonne volonté, Le Caire dépêchait en février en Irak M. Boutros-Ghali et Oussama El-Baz, directeur du cabinet du président Moubarak pour les affaires politiques.

Dès lors, l'échange de messages de soutien, de félicitations et de visites entre les responsables des deux pays ira crescendo. Le mois dernier, M. Aziz est venu en Égypte pour examiner les moyens de promouvoir les relations entre les deux pays. Il s'agit d'un échange de réciprocité de relations diplomatiques. Le Caire ne désire pas brûler les étapes de sa réintégration et Bagdad cherchant à éviter de s'isoler du monde arabe.

Outre les visites de délégations journalistiques, culturelles, et la « diplomatie du football », la normalisation des relations est sensible dans le domaine économique. De retour au Caire, au terme d'une visite de quatre jours en Irak, le ministre égyptien de l'économie, M. Moustafa El-Saïd, annonçait, mardi 16 août, la signature à Bagdad d'un protocole d'accord de coopération commerciale. Ce texte pré-

voit notamment l'augmentation des échanges commerciaux afin qu'ils dépassent les 80 millions de dollars par an, la réouverture immédiate des centres commerciaux dans les deux pays et l'allègement des restrictions imposées par le gouvernement irakien sur le volume des transferts des Égyptiens en Irak.

En fait, c'est cette dernière clause qui est la plus importante aux yeux des responsables de l'économie égyptienne. Avec plusieurs centaines de milliers de travailleurs égyptiens, l'Irak (13 millions d'habitants) vient en tête des pays arabes en accueillant environ le tiers des expatriés de la vallée du Nil.

Le processus a commencé après la guerre de 1973, quand des villages entiers de Haute-Égypte furent transférés en Irak pour cultiver les 180 000 hectares de la région de Khales, au nord de Bagdad. A partir de 1977, le rythme s'accéléra et maçons, plombiers, médecins, professeurs et savants s'en allèrent grossir les rangs des Égyptiens en Irak.

L'importance de ces expatriés vient non seulement du fait que leur départ soulage la mince bande verte de la vallée du Nil, congestionnée par ses 46 millions d'habitants, mais surtout de leurs transferts de devises vers la mère patrie, qui ont atteint 1,5 milliard de dollars pour l'exercice 1982-1983, soit la deuxième source de revenus en devises, après le pétrole et avant le canal de Suez.

Libres opinions Contre le lobby irakien en France

par BERNARD BELLOCO (*)

LE MONDE du 18 août a publié, côte à côte, deux informations sur les facilités de paiement accordées par la France à l'Irak et sur l'attentat contre le délégué d'Air France à Téhéran. Malgré les apparences, ces deux événements sont étroitement liés, et sans rapport avec le problème arménien. Le terrorisme antirapport qui sévit depuis quelques semaines en Iran ne saurait, en effet, se développer sans l'accord tacite des autorités révolutionnaires islamiques en réponse au soutien inconditionnel de la France à l'Irak.

Les facilités exceptionnelles de paiement accordées à l'Irak peuvent sembler contraires aux intérêts de la France quand on sait l'effort national qui est demandé pour équilibrer notre balance des paiements, mais la politique franco-irakienne n'obéit pas aux règles de l'économie, de la politique d'alliance, de la sécurité internationale, mais à celles d'un lobby, d'un groupe de pression bien connu dans les milieux concernés, et dont la puissance devient maintenant scandaleuse et met indirectement en danger la vie des Français. Le silence est maintenant complice. Ce lobby a été formé à la suite du voyage à Bagdad de M. Chirac en 1975 : il revenait avec un de ces « contrats du siècle » qui étaient alors si nombreux ; M. Saddam Hussein, alors numéro deux du régime, lui avait semblé actif et efficace, digne de confiance ; l'Irak allait ainsi rapidement devenir un partenaire tout à fait privilégié et non plus le pays avec lequel la France avait toujours eu d'excellentes et anciennes relations. C'était la politique du « tout irakien » : contrats de travaux publics, services, commerce, centrales nucléaires, et enfin ventes d'armes en très grandes quantités et de haute technologie. La répression politique, le terrorisme irakien en France, la guerre civile du Kurdistan, étaient politiquement oubliés.

Quand l'Irak décide d'envahir le sud de l'Iran en septembre 1980, la France est, bien entendu, avertie ; elle désapprouve mollement mais fournit activement le matériel nécessaire ; pour la première fois de son histoire, la France vendait des armes à un pays non allié en guerre et, qui plus est, un pays agresseur. Le lobby irakien est assez fort pour faire oublier la morale politique, pour négliger le million et demi d'Iraniens qui ont tout perdu et vivent depuis trois ans dans des camps de réfugiés ou chez des amis.

Quand la gauche arrive au pouvoir, elle hérite bien volontiers de ce pouvoir occulte, et le renforce même dans le domaine politique car on n'aime guère, à gauche, ce pouvoir religieux iranien auquel on préfère, à répression égale, un parti Baas laïque. Les visites en France de M. Tarek Aziz, numéro deux irakien, ne se comptent pas ; il est reçu comme un chef d'Etat par le président de la République ; l'armée française se désiste de son matériel pour le prêt à l'Irak afin de couper la route du pétrole en préparant le bombardement de l'île de Kharg, et enfin les derniers publics vont permettre à l'Irak de recevoir gratis, pour l'instant, ce qu'il ne peut plus payer pour avoir agressé un pays voisin : la France en arrive donc à financer une guerre.

Pour avoir les moins libres et éviter que des informations ne viennent de Téhéran et nuisent à sa propagande, le lobby a réussi à faire fermer de facto l'ambassade de France à Téhéran en 1981. Un incident a servi de prétexte : on a fait croire au gouvernement français que le chahut organisé devant l'ambassade de France à Téhéran pour protester contre l'arrivée en France de l'ancien président Bani Sadr présentait un danger pour la France et les Français d'Iran, et un rapatriement massif dans les vingt-quatre heures était décidé. L'envoyé spécial du gouvernement, M. Denis, nommé quelques semaines plus tard ambassadeur à Bagdad, ne put pas mener à bien cette entreprise par suite du refus des autorités iraniennes de laisser partir aussi brutalement tous les Français sans raison sérieuse apparente. Une semaine plus tard, de nombreux concitoyens quittèrent définitivement Téhéran, la présence française en Iran était alors résiduelle quand la complexité et les difficultés de ce pays en révolution auraient au contraire imposé la présence de diplomates nombreux et expérimentés, comme c'est le cas à Bagdad. On pourrait ainsi faire une longue liste des faveurs françaises envers l'Irak et de l'hostilité latente vis-à-vis de l'Iran : toujours deux poids et deux mesures.

Jamais les députés ne se sont interrogés sur ces questions — lobby oblige ! — jamais l'opposition n'a interpellé le gouvernement — un lobby est au-dessus des partis, — jamais les organisations démocratiques et humanitaires ne se sont inquiétées ; le lobby irakien a su habilement attirer l'attention sur les turpitudes du régime islamique.

La puissance occulte de ce groupe de pression ne serait qu'une anecdote si elle ne jouait pas un rôle déterminant dans la poursuite de la guerre du Golfe, n'était réduit à néant ou presque nos relations avec l'Iran, le pays le plus riche, le plus peuplé et le plus puissant du Proche-Orient, et maintenant ne mettait en danger la vie des Français en provoquant gratuitement les groupes terroristes. Les maladrances françaises envers l'Iran sont permanentes malgré les efforts de fonctionnaires et de diplomates qui résistent au courant dominant ; elles favorisent et encouragent les tendances politiques radicales, qui, à Téhéran, prônent le rejet total de l'Occident, la férocité contre les opposants, l'agressivité, voire le terrorisme contre les pays qui s'opposeraient à leurs idéaux totalitaires. Les tendances favorables au développement de la révolution islamique dans le cadre d'une coopération équitable avec les pays étrangers et faisant une place juste aux oppositions ont au contraire été marginalisées du fait de l'incompréhension de pays comme la France qui n'ont pas cherché sérieusement à comprendre ce qui se passait en Iran et ont joué une politique du pire, du fait des influences néfastes que l'on vient de mentionner.

La France jouit d'un grand prestige en Iran : on ne lui pardonne pas d'avoir traité une amitié, et cela dépasse les luttes de tendances pour le contrôle du pouvoir à Téhéran. Maintenant l'irréparable semble presque atteint : l'aide aveugle de la France à l'Irak donne raison aux plus radicaux des révolutionnaires iraniens, et ce n'est pas par la force que l'on vient à bout du terrorisme.

Il est de notoriété publique qu'une des grandes ambitions de ce septennat est de contribuer efficacement au règlement du problème palestinien. Dans cette perspective, il faut évidemment établir et conserver des relations amicales avec tous les pays du monde arabe comme l'Irak ou le Liban, mais on peut aussi s'interroger sur la solidité et la fiabilité du monde arabe face au mouvement islamique grandissant. Pour assurer la paix au Proche-Orient, faut-il faire la guerre à l'Iran islamique ? Il ne s'agit pas ici de soutenir en aucune façon un régime politique qui massacre ses enfants et ruine son pays, mais de chercher le meilleur moyen, digne de la France, pour obtenir la paix.

(*) Ancien résident français en Iran.

Le différend entre Paris et Washington

(Suite de la première page.)

Les étudiants iraniens sont plus nombreux que jamais dans les universités américaines, et le gouvernement de Téhéran vient de payer rubis sur l'ongle au Trésor américain une dette de 419 millions de dollars pour solde de prêts divers depuis 1973.

On souligne cependant, dans les milieux officiels américains, que Washington reste rigoureusement neutre dans le conflit irako-iranien. On avoue aussi être à court d'idées pour bâtir la négociation entre deux

adversaires dont on ne souhaite, au fond, aucun voir écraser l'autre. Sur cette toile de fond passablement ambiguë, l'« activisme » français surprend et inquiète. On assure, à la Maison Blanche et au département d'Etat, qu'il n'est pourtant pas question d'exercer la moindre pression sur Paris, et on insiste sur le fait que « les Français feront, bien entendu, ce qu'ils veulent ». On paraissait cependant croire, ces jours derniers, que l'engagement français au Tchad pourrait inciter Paris à renoncer à livrer les Super Etendard à Bagdad.

NICOLE BERNHEIM.

Milan Kundera :

« Si le roman nous abandonne » Cette semaine, un grand article à ne pas manquer dans

le NOUVEAU **observateur**

6271101520

OCÉANIE

Voyage au cœur du Pacifique sud

IV. - Fidji : la colère des chefs

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Face aux mini et micro-Etats du Pacifique, Fidji fait figure de chef de file. Bien que petit selon nos critères, l'archipel a entamé un processus de développement économique prometteur. Mais l'épée de Damoclès que représente le conflit racial latent entre Fidjiens et Indiens continue de menacer la survie du pays (le Monde des 24, 25 et 26 août).

Suva. - A une heure de voiture de cette petite capitale de style victorien où les magasins hors taxe pour touristes poussent au coin des rues, le petit îlot de Bau, à quelques encablures de la côte, symbolise toujours pour trois cents mille Fidjiens la survie d'une tradition nobiliaire de chefs qui remonte dans la nuit des temps. Les Fidjiens que l'on voit travailler sur la terre du clan, le *Matagali* (prononcer Matangali), dans les centaines d'hôtels de l'archipel ou dans les bureaux de l'administration continuent de vivre sous un système hiérarchisé aristocratique qui va du chef de village, le *tuqalo-ni-koro*, au chef suprême, Ratu Sir George Cakobau (prononcer Thakobau), gouverneur général, *Vunivalu* de Bau et descendant de Ratu Seru Cakobau qui céda l'archipel à la reine Victoria en 1874 (1).

C'est à Bau dans la plus pure tradition pré-britannique, que fut reçue en octobre 1982 la reine Elizabeth, reine de Fidji, par des chefs revêtus de leur jupe de fibres végétales et portant leur masse d'armes en bois ouvragé, la même que celle utilisée au combat par leurs ancêtres pour fracasser le crâne de leurs adversaires. C'est aussi à Bau que, quelques jours plus tard, autour du grand bol à *yakona* (la boisson traditionnelle), le grand conseil des chefs, organe consultatif suprême pour les affaires fidjiennes, a retenu d'investitures contre la moitié d'origine indienne de la population du pays. Ces « *chefs* » d'« *étrangers* » se sont vu accuser de tous les maux, de la violence verbale n'a jusqu'à présent pas dégénéré en violence physique, explique pourquoi, chaque année, entre mille et deux mille Indiens, souvent éduqués, émigrent vers le Canada ou l'Australie.

de députés et les postes de premier ministre et de gouverneur général. Treize ans après l'indépendance, la tension ethnique entre deux communautés - dont la plus récente, indienne, est la plus importante, avec ses 50 % - n'a pas cessé, en dépit du mariage de raison conclu par le biais d'une Constitution qui réservait les terres aux Fidjiens et donnait aux deux ethnies, au moyen d'un système électoral complexe, un poids politique identique. Les Indiens, plus dynamiques dans l'économie - tout comme les Chinois en Asie du Sud-Est - désirent ardemment posséder des riches terres à cultiver. Des mots ont même dépeché l'investiture habituelle lors de la campagne électorale de 1982. Certains Indiens du National Federation Party (N.F.P.) ont laissé entendre que si les Fidjiens ne voulaient pas accepter la concurrence de la vie moderne, ils n'avaient qu'à rentrer dans leurs réserves.

Le N.F.P. fit scandale en diffusant des cassettes d'une émission télévisée australienne - Fidji n'a pas la télévision - où l'on disait crûment que les chefs fidjiens descendaient de ceux qui « s'étaient frayé un chemin vers le pouvoir par la massue et le cannibalisme », allusion aux guerres sanglantes qui déchirèrent l'archipel au XIX^e siècle. Il n'en fallut pas plus pour choquer dans leur honneur les Fidjiens, et les rallier autour de leur chef Ratu Mara, assurant sa réélection. La persistance de cette tension raciale, même si la violence verbale n'a jusqu'à présent pas dégénéré en violence physique, explique pourquoi, chaque année, entre mille et deux mille Indiens, souvent éduqués, émigrent vers le Canada ou l'Australie.

Les méfaits d'Oscar

Il ne faut pourtant pas dramatiser. En dépit de ses problèmes ethniques, Fidji n'a pas eu recours, comme la Malaisie, à une législation discriminatoire et a évité les troubles communs à des pays aussi hétérogènes. La raison a prévalu, en partie grâce aux missions qui ont christianisé les guerriers fidjiens, mais surtout grâce au développement économique, unique dans la région. Petit par rapport aux pays européens ou asiatiques, Fidji, avec ses six cent cinquante mille habitants, est peut-être la seule entité économiquement viable parmi les archipels du Pacifique sud. D'autant que ses exportations de sucre lui assurent de substantielles rentrées de devises : 70 % de ses ventes à l'étranger, plus que le revenu du tourisme, 40 % sont achetées par la C.E.E., dans le cadre des accords de Lomé, au double du cours mondial.

La culture du sucre touche deux cent mille personnes, en grande majorité de petits cultivateurs, dit le représentant à Suva de la C.E.E. De plus, 72 % du prix d'achat revient directement dans la poche des paysans, le pourcentage le plus élevé au monde, alors que le coût de production est un des plus bas. Ce qui explique l'attraction de Fidji pour les Dix, et son intérêt pour la France. Ratu Mara, le « sage » du Pacifique sud, exerce dans la région une influence modératrice sur la question de la Nouvelle-Calédonie, dont il soutient, nous a-t-il dit, le ministre des affaires étrangères, M. Michel Rocard (le Monde du 14 janvier), l'autodétermination sans heurts.

La culture du sucre, le commerce et l'industrie sont largement entre les mains d'Indiens, dont la contribution au développement économique de Fidji est déterminante. La plupart des Fidjiens sont cantonnés dans l'agriculture, exploitant les terres communes comme l'ont fait leurs ancêtres. Le gouvernement, aidé par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les organisations internationales, dont la C.E.E., s'efforce de les pousser à entrer dans le monde économique moderne, sans trop bouleverser les structures du *Matagali* et non, comme le souhaiterait l'opposition indienne, en instituant la propriété privée. Des projets de culture, de reboisement en pins, de lutte contre une érosion dévastatrice, de formation de cadres ruraux, sont mis en place.

Mais les habitudes sont tenaces, l'incitation à l'effort dans une société collective est réduite. Qui plus est, comme ailleurs dans le Pacifique, la fureur des éléments peut tout remettre en cause. Ainsi le cyclone Oscar, dont les vents allant jusqu'à 140 nœuds ont ravagé l'archipel les 1^{er} et 2^{es} mars dernier, a rasé des champs entiers de canne à sucre, des pinèdes, détruit une bonne partie de la production de fruits et légumes et porté un coup très dur au tourisme. Le coût total pour Fidji sera considérable et risque d'être long à réparer. Deux cent mille personnes ont dû recevoir une aide alimentaire.

Avant Oscar, Fidji avait fait des progrès substantiels dans sa lutte pour l'autosuffisance alimentaire, en particulier dans le domaine de la viande, des produits laitiers et du riz, tandis que la production de sucre augmentait de 70 % entre 1976 et 1980. Une petite industrie locale se met en place. Pour pallier la pénurie d'énergie, un programme de barrages (comme celui de Monasavu) est mis en place, des énergies de substitution (éthanol, utilisation des résidus de la canne à sucre) sont expérimentées. Dans la région, on compte beaucoup sur les expériences tentées dans les Territoires français du Pacifique, Ratu Mara s'intéresse également à la pêche et à la pisciculture (accord avec l'O.R.S.T.O.M. (3)).

Sa taille, son poids traditionnel, l'image respectée de son chef Ratu Mara, font de Fidji - où la population d'origine représente un brassage de Mélanésiens et de Polynésiens - le porte-parole de la majorité des Etats insulaires. Il en résulte une certaine rivalité avec le « géant » de la région, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et ses trois millions de citoyens. Mais aussi avec Vanuatu, dont le régime de pasteurs insulaires dégage du concert de modération, fondé sur le consensus et les palabres. Vanuatu dérange avec sa violence, ses rappels constants à la morale, les menaces de cruauté - d'entrer dans ses eaux territoriales. Ratu Mara a accusé les Soviétiques d'avoir tenté de financer l'opposition pendant la campagne électorale. « Nos services de renseignements ne sont pas assez entraînés pour surveiller toutes leurs activités », a précisé M. Qionibavari. Et d'ajouter, à l'intention des Etats-Unis, qui sont mécontents que Ratu Mara ait interdit aux navires de guerre américains à propulsion nucléaire de faire escale à Suva : « Nos bateaux de commerce sont les bienvenus ».

L'ambassadeur américain à Suva, M. Eckert, nous a dit l'inquiétude de son gouvernement devant une mesure dont Washington craint qu'elle ne s'étende à d'autres archipels, qui, s'ils sont faiblement militarisés, n'en contrôlent pas moins d'immenses espaces maritimes. Il est toutefois satisfait de la « prise de conscience croissante de la menace soviétique dans la région ». Les Etats-Unis ne sont pas, malgré tout, disposés à récompenser ces pays qui se sont rangés volontairement dans leur camp - dans la seule partie du monde dont les Soviétiques soient absents - en abandonnant une législation nationale (4) sur la pêche qui lèse gravement les intérêts des Etats insulaires.

Pourtant, les Etats-Unis, comme les autres puissances riveraines du Pacifique, ont tout intérêt à assurer le développement économique des archipels, s'ils veulent éviter que la crise économique, le décalage croissant entre les aspirations des gens et la réalité quotidienne, n'entraînent des bouleversements sociaux dont les conséquences politiques pourraient être sérieuses. Samoa-Occidentales est au bord de la banqueroute. Des micro-Etats comme Tuvalu ou Kiribati ne pourraient survivre sans aide étrangère. A Fidji, la succession de Ratu Mara, dans le contexte de l'affrontement entre Indiens et Fidjiens, sera très difficile. Aucune personnalité fidjiennaise ne s'impose encore, et la prospérité économique est le principal gage de la paix civile. Il serait dommage que la seule partie du tiers-monde où la violence est pratiquement absente, où un certain type de démocratie et les régimes constitutionnels sont strictement respectés, où l'aide étrangère est généralement bien répartie et utilisée, mais qui demeure tributaire de l'assistance internationale, rate son entrée dans le monde de demain, ou perde une identité qu'elle a eu tant de mal à préserver.

FIN

- (1) Il a été remplacé en février par Ratu Sir Femia Ganilau.
- (2) On lui prête des relations de famille avec des chefs de Tonga et de Samoa.
- (3) Office de recherche scientifique et technique d'outre-mer.
- (4) La loi américaine prévoit des sanctions économiques contre les pays qui ne laissent pas les chalutiers américains pêcher les « espèces migratoires » essentiellement le thon - dans leurs eaux territoriales.

AMÉRIQUES

Argentine

DÉNONCIATEUR DE LA LOGE P 2

Un nationaliste de droite annonce des révélations sur « la mafia qui déshonore l'armée »

Buenos-Aires (A.F.P.). - Le dirigeant nationaliste de droite argentin, M. Kelly, enlevé mercredi 24 août par un commando armé en plein Buenos-Aires, a réapparu sain et sauf jeudi 25 dans la grande banlieue de la capitale et se dit « prêt à révéler » tout ce qu'il sait sur « la mafia qui tire les ficelles de son pays » (le Monde du 26 août).

Après seize heures de captivité, M. Kelly, âgé de soixante et un ans, a échappé à ses agresseurs, revêtu d'uniforme de l'armée de terre, en sautant en marche, selon lui, de leur voiture. Il a annoncé qu'il livrera des « preuves » qui permettront à la justice, « avec l'appui des forces armées, de mettre un terme aux agissements de cette mafia qui déshonore l'uniforme » et dont la force « est supérieure à celle de la police fédérale ».

M. Kelly s'est distingué, ces dernières années, par les accusations fracassantes qu'il a formulées sur les ramifications de la loge P 2 en Argentine et contre l'ancien ministre de la marine. Son enlèvement a provoqué une profonde émotion en Argentine, où subsiste le traumatisme des années de lutte contre la guérilla. La junte militaire a tenu une session exceptionnelle, faisant savoir, par l'intermédiaire du président, le général Reynaldo Bignone, « son indignation ». Les leaders politiques, en revanche, ont observé un mutisme quasi total.

Deux sympathisants de M. Kelly, M. Gregorio Dupont, dont le frère a été enlevé et assassiné, et M. Raul Ibarra, ont remis à la justice une liste d'une vingtaine de civils et de militaires appartenant tous à des services officiels et qui formeraient apparemment la mafia laquelle se réfère M. Kelly.

Chili

UNE NOUVELLE JOURNÉE DE PROTESTATION AURA LIEU LE 8 SEPTEMBRE

Santiago (A.F.P.). - Une cinquième journée de protestation aura lieu le jeudi 8 septembre, trois jours avant le dixième anniversaire du putsch de général Pinochet. Un appel a été lancé en ce sens le jeudi 25 août par l'Alliance démocratique, coalition qui regroupe la droite conservatrice et libérale, la démocratie chrétienne, les radicaux, les sociaux-démocrates et la gauche socialiste.

« Le peuple continuera de protester jusqu'au rétablissement total de la démocratie », ont déclaré les dirigeants de l'Alliance. Comme les précédentes, la journée sera marquée par des « concerts » de casseroles, un boycottage des écoles et des commerces.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

LE PRÉSIDENT SILES ZUAZO a remanié, jeudi 15 août, son gouvernement de coalition. Il a confié les ministères les plus importants à des membres de son parti. Le Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (M.N.R.), qui prend dix portefeuilles, notamment ceux de l'intérieur, des finances, de l'industrie et du commerce, de l'énergie, du plan et de la défense. Six autres ont été confiés à deux communistes, deux démocrates-chrétiens, un indépendant et un militaire. Le cabinet précédent avait remis sa démission le 5 août. - (Reuter.)

Egypte

LE PARTI DU NÉO-WAFD doit obtenir une nouvelle autorisation pour mener ses activités, a déclaré, jeudi 25 août au Caire, M. Sobhi Abdel Hakim, président du Sénat et chef de la commission des partis politiques. Il a souligné que le Néo-Wafd, ayant décidé sa propre dissolution en 1978, n'a « plus d'existence légale lui permettant d'exercer une quelconque activité politique » (le Monde du 25 août). - (A.F.P.)

Etats-Unis

VOTE AUX NATIONS UNIES EN FAVEUR DE L'INDÉPENDANCE DE PORTO-RICO. - Le comité spécial de l'ONU sur la décolonisation a voté mercredi 24 août, par dix voix contre deux, en faveur de l'indépendance de l'île. La résolution avait été présentée par Cuba. Le comité n'a cependant pas demandé que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale. Porto-Rico, ancienne colonie espagnole, a depuis 1952 le statut d'« Etat libre associé aux Etats-Unis ». - (U.P.I.)

El Salvador

UN TECHNICIEN ITALIEN, M. Victorino Andretto, âgé de vingt-sept ans, a été tué mercredi 24 août dans le département de San-Vicente par des soldats chargés de la surveillance d'un pont sur la route panaméricaine.

Selon le service de presse de l'armée, la voiture à bord de laquelle circulait M. Andretto et trois autres techniciens étrangers aurait franchi à vive allure un barrage militaire. Les trois autres occupants de la voiture ont été blessés. - (A.F.P.)

Mozambique

L'UNION SOVIÉTIQUE a demandé, mercredi 24 août, les bons offices du secrétaire général de l'ONU pour la libération des vingt-quatre techniciens soviétiques enlevés, dimanche 21 août, au Mozambique, par la R.N.M. (Résistance nationale du Mozambique) (le Monde du 25 et 26 août). Ces techniciens travaillaient dans les mines de pierres précieuses de Morrua (province de Zambezia, nord du pays). - (A.F.P.)

Nicaragua

QUATRE-VINGT-UN MEMBRES AU MOINS DE LA FORCE DÉMOCRATIQUE NICARAGUAÏENNE (F.D.N.), mouvement d'opposition armée au régime de Managua, et huit soldats sandinistes ont été tués en une semaine dans des combats au nord du pays, a indiqué jeudi 25 août, à Managua, le ministre nicaraguayen de la défense, qui a précisé que les affrontements se sont produits entre le 19 et le 24 août dans les départements de Jinotega, Nueva-Segovia et Matagalpa, ainsi que dans celui de Zelaya sur la côte Atlantique. - (A.F.P.)

DEUX NICARAGUAÏENS accusés d'avoir voulu dynamiter une estrade occupée par des dirigeants sandinistes le 19 juillet ont été condamnés, mercredi 24 août, à trente ans de prison. L'un d'eux, M. Silvio Robelo Ortiz, est un proche parent de M. Alfonso Robelo, qui dirige une rébellion antisandiniste au Costa-Rica. Sept autres personnes accusées de complicité ont été condamnées à des peines s'échelonnant de sept à vingt ans de prison. - (Reuter.)

Pakistan

DEUX MANIFESTANTS ET UN POLICIER ONT ÉTÉ TUÉS au cours d'affrontements, jeudi 25 août, à Miro-Khan, petite ville du Sind ; des incidents moins graves ont également eu lieu le même jour dans d'autres localités de cette province. D'autres part, quatre responsables du Mouvement pour la restauration de la démocratie conduisant la campagne de désobéissance civile ont été transférés de la prison de Karachi à une résidence surveillée située à une cinquantaine de kilomètres, apparemment en vue de pourparlers avec les autorités. - (U.P.I.)

Sri-Lanka

LE PARLEMENT A PROVOQUÉ, jeudi 25 août, l'état d'urgence, pour une durée d'un an, intervenant pour justifier cette mesure, le premier ministre, M. R. Premadasa a déclaré que les « séparatistes » tamouls continuent à commettre « des meurtres et des vols » dans la région de Jaffna. La séance de la Chambre était boycottée par la principale formation tamoule, le Front uni de libération nationale.

Uruguay

DES MANIFESTANTS sont descendus dans la rue à Montevideo jeudi 25 août, klaxonnant au volant de leurs véhicules et faisant le V de la victoire. Un concert de casseroles s'est aussi déclenché à l'occasion de la première journée de protestation organisée par les partis politiques légaux depuis la prise du pouvoir par les militaires en 1973. -

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFIER DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13^e chambre de la Cour d'appel de Paris, du 17 janvier 1983, M. CURRIE Georges, Léon, né le 6 avril 1945 à Paris-18^e, demeurant à Paris (75018), 73, rue de Cléry, a été condamné à 6 mois d'emprisonnement avec sursis et à 10 000 F d'amende pour défaut de publicité mensongère, fait commis à Paris courant 1979, 1980, 1981. La Cour a, en outre, ordonné, au frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *France-Sol* et *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général sur sa réquisition.

Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFIER DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 20^e chambre de la Cour d'appel de Paris, du 24 juin 1982, M. DUPAIX Patrick, né le 28 décembre 1947 à Boulogne-Billancourt (92), demeurant à Argenteuil, 27, rue de l'Union, a été condamné à 5 000 F d'amende, pour infraction au code de travail. La Cour a, en outre, ordonné, au frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *le Figaro* et *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général sur sa réquisition.

Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFIER DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e chambre A de la Cour d'appel de Paris, du 23 novembre 1982, M. NABET Adolphe, né le 27 novembre 1924 à Constantine (Algérie), demeurant à Paris (11^e), 198, bd Voltaire, a été condamné à 15 mois d'emprisonnement avec sursis et à 100 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : *L'Aurore*, *le Journal Officiel*, *le Monde* et *le Matin*. Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général sur sa réquisition.

ASIE

Philippines

L'ARMÉE AFFIRME CONTRÔLER LA SITUATION

Le chef de la police des Philippines, le général Fidel Ramos, qui est également vice-commandant en chef des forces armées, a déclaré jeudi 25 août, que l'armée avait « éliminé des plans d'urgence en cas de flambée soudaine de désordre » consécutive à l'assassinat, dimanche dernier, de Benigno Aquino. L'armée, a-t-il ajouté, contrôle la situation.

Le général Ramos a d'autre part reconnu que les mesures de protection mises en place à l'aéroport de Manille pour l'arrivée de Benigno Aquino avaient été insuffisantes.

De son côté, le cardinal de Manille, Mgr Jaime Sin, a qualifié d'« explosive » la situation actuelle aux Philippines. Evoquant le meurtre du principal dirigeant de l'opposition, il a déclaré, dans un discours à l'université catholique de Santo-Tomas, qu'il avait délibérément choisi d'adopter un langage « sobre et modéré » afin de ne pas attiser « la passion et la colère du public ».

A Paris, le bureau exécutif du parti socialiste a publié jeudi, un communiqué dans lequel il déclare que les conditions de l'assassinat de Benigno Aquino « sont suspectes et mettent directement en cause les autorités philippines ». Le P.S. exprime « sa solidarité avec les forces qui luttent aux Philippines pour le rétablissement de la démocratie ».

ARLEQUIN

loterie nationale

**vous gagnez dans l'ordre
vous gagnez dans le désordre**

TIRAGE MERCREDI SOIR, A LA TELEVISION

LE MONDE

M. Lionel Joseph

A + B

M. Chirac évoque les « orages » qui provoquent le désordre

Milan Kunder

« Si le roman nous abandonne
Cette semaine, un grand orage ne pas manquer donc
observer »

UN VILLAGE DE BRETAGNE PREND LA DÉFENSE D'UN PÈRE

Youen, l'enfant convoité

Saint-Segal (Finistère). - « Le tribunal a fait une grave erreur. Il a pris une décision injuste qui va créer un fossé définitif entre les parents ». La charcuterie de Saint-Segal, M^{me} Yvonne Bilton, présidente du « Comité de défense du petit Youen », est accablée dans son arriéro-boutique sur une pile de papiers officiels. Elle n'y va pas par quatre chemins : « La décision de mettre en prison Yannick Botrel a complètement bloqué la situation ».

Il est bien difficile de faire le point sur ses péripéties judiciaires, hostilités, en l'absence des protagonistes, dans un bourg en ébullition. Le père est en prison pour un mois, la mère repartie en région parisienne après une garde à vue chez les gendarmes et le petit séjourne « chez des amis ». Youen, sept ans, si convoité, est un enfant caché.

Quand il est venu s'installer ici, voici cinq ans, Yannick Botrel, représentant, est arrivé avec son petit garçon de quelques mois. Un enfant naturel, qu'il avait gardé après sa séparation d'avec la mère, Annie Bouzille, aide soignante. « Au début, dans un trou comme le nôtre, on le regardait de travers. Un homme tout seul, avec un enfant, ça n'est pas commun. Puis on a vu qu'il s'occupait bien de son bébé et on les a adoptés tous les deux, d'autant que Yannick Botrel épousa, quelques mois plus tard, la voisine de la charcuterie. » Mais c'est à ce moment que les choses se sont gâtées à Saint-Segal.

En 1979, Annie Bouzille réclame son enfant. Mais Yannick Botrel saisit le tribunal de grande instance, qui lui attribue l'autorité parentale, le 15 février 1980. La mère fait appel. Depuis, les dossiers d'experts et les enquêtes sociales s'accumulent. La cour d'appel n'a pas encore statué et la situation provisoire est réglée « au coup par coup ». Neud de l'affaire : les différentes mesures concernant les droits de visite et d'hébergement sont contestées par Yannick Botrel, soutenu aujourd'hui par un « comité de défense » de trois mille cinq cents personnes.

A Saint-Segal, on s'explique : « On n'est pas des monstres ; on trouve normal qu'une mère voit son enfant, mais la justice n'a pas compris que la situation de la famille Botrel n'est pas celle d'un couple de divorcés où les enfants consentent à la séparation. Vous n'avez jamais vu sa mère ; elle est partie lorsqu'il avait huit mois et est revenue deux ans plus tard ».

La belle-famille lui a alors conseillé « d'apprivoiser son fils, de passer tout d'abord quelques heures avec lui, dans son cadre habituel ». Mais, au fil des visites, le ton monte et, depuis 1980, le même scénario se répète : accompagnée soit d'un représentant de l'ordre, soit d'un membre d'une association de

De notre envoyée spéciale femmes chefs de famille, Annie Bouzille vient chercher son fils. « Le gosse s'accroche à son père, refuse de partir et la mère porte plainte ».

Devant les plaintes successives d'Annie Bouzille, ce contentieux devient une affaire. « Mme Bouzille m'a affirmé avoir vu son fils seul à seul trois heures seulement en cinq ans », déclare le substitut du procureur de la République. Durant l'été 1982, Yannick Botrel passe quarante-huit heures en garde à vue. Le 15 février 1983, le tribunal accorde à la mère un droit de visite durant six mois et la possibilité de le garder pour les vacances du 1^{er} au 30 août. Or durant toute cette période, la mère ne peut emmener l'enfant.

Le 29 mars, le tribunal correctionnel de Rennes condamne Yannick Botrel à un mois de prison avec sursis et mise à l'épreuve durant trois ans. Le 16 août, lorsque

M^{me} Bouzille vient (avec retard) chercher son fils pour l'emmener en vacances, le père refuse de le lui présenter. Youen « est parti se reposer chez des amis ». Yannick Botrel est condamné, le 18 août, à un mois de prison ferme.

Saint-Segal, offensé, manifeste, écrit à M^{me} Georgina Dufour, à M^{me} et M^{me} Mitterrand, à M^{me} Budinier. Ici, on estime que « la justice a fait toutes les erreurs possibles : elle aurait dû tenir compte de la situation, donner un droit de visite progressif. Chaque fois que la mère venait chercher Youen, on entendait le petit hurler ; il faisait même des allergies ; il en avait gros sur le cœur. Comment ne pas prendre fait et cause pour le père ? ». La dernière décision de justice, qui règle les droits de la mère, expire fin août. Les magistrats doivent trouver une formule qui débouche une situation très tendue sur le terrain.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

APRÈS LES RÉVÉLATIONS DE BEATE ET SERGE KLARSFELD

« Toute la lumière doit être faite » nous déclare M^{me} Brossollette

La publication, dans nos colonnes, des révélations de Beate et Serge Klarsfeld faisant état de l'utilisation, par les services secrets français, un lendemain de la libération, d'un ancien responsable de la Gestapo, Ernst Misselwitz, tortionnaire de Pierre Brossolette (le Monde du 26 août), suscite de nombreuses réactions. On lira ci-dessous les déclarations de M^{me} Gilberte Brossollette et de M. Roger Wybot, fondateur de la D.S.T.

« J'ai été très surprise, je peux même dire que j'ai eu un choc profond, en découvrant dans le Monde l'article des Klarsfeld... nous a déclaré M^{me} Brossollette, veuve du grand résistant. Si cette dernière connaissait, depuis 1951, date du procès de Robert Kerkel, l'un des adjoints de Misselwitz, l'identité de celui qui avait torturé son mari, elle juge aujourd'hui « monstrueux, incroyablement immonde » le fait que les services français « aient pu employer, serait-ce à des fins louables, des tortionnaires tels que Misselwitz ».

M^{me} Brossollette ne nous a pas caché, d'autre part, son étonnement de n'avoir pas été avertie par M^{me} Klarsfeld, qu'elle connaît bien « pour le coté d'un comité central de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme » (Lica) de son intention de publier ce dossier. D'autant plus surprise que, « un jour, Serge Klarsfeld [lui] avait dit avoir entrepris des recherches sur les conditions de la mort de Pierre [Brossolette], mais sans préciser plus avant l'état de son enquête ». Pour M^{me} Brossollette, il est désormais indispensable qu'« une enquête soit ouverte dans les meilleurs délais ». « Toute la lumière doit être faite, dit-elle ; je juge immoral et inacceptable la manière

de procéder qui a été celle des services français... ». Enfin, M^{me} Brossollette nous a indiqué qu'elle avait « cherché à en savoir plus sur Ernst Misselwitz » dès qu'elle avait connu l'identité de celui-ci, mais qu'il lui avait été répondu à l'époque que « c'est honteux [sic] intouchable, parce que sous la protection des services secrets américains ».

La réponse de l'ancien patron de la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.), M. Roger Wybot, aujourd'hui à la retraite, questionné voici quelques jours par nos confrères d'Antenne 2, avait été très nette. « De tout temps, a-t-il déclaré, la D.S.T. a utilisé des agents étrangers ». Pour M. Wybot, « les services secrets, dans leur action, ne pouvaient se soumettre à de quelconques préoccupations morales ». Dans une interview publiée par le Quotidien de Paris du 26 août, M. Wybot précise que les services français ont pu « employer des membres français ou allemands de la Gestapo, mais seulement pendant la période allant de la libération jusqu'à la fin de la guerre », et qu'ils auraient été utilisés essentiellement pour « lutter contre d'anciens membres allemands de la Gestapo ».

J.-M. D.-S.

FAITS ET JUGEMENTS

« LE COUP DE CHALEUR » D'UN GENDARME MEURTIER

M. Jean-Charles Delarue, vingt-cinq ans, gendarme à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), arrêté jeudi 25 août par les policiers de la brigade criminelle de Paris, a avoué avoir tué la veuve M^{me} Claudine Lemonnier, employée de la société Jacques Coutelle Isolation, où elle était secrétaire de direction.

Elle avait bavardé quelques instants avec le gendarme, venu apporter une convocation à son patron, alors absent. Le gendarme a lui-même raconté la suite aux enquêteurs : « Soudain, j'ai été pris d'un désir violent... Elle s'est défendue... J'ai perdu la tête. J'ai eu un coup de chaleur ». Le meurtrier l'a alors frappé avant de l'étrangler. De retour chez lui, pris de remords, il a tout avoué à sa femme, qui a aussitôt prévenu ses supérieurs hiérarchiques. Jean-Charles Delarue a immédiatement été démis de ses fonctions. Il devrait être déferé au parquet du tribunal de Créteil vendredi ou samedi.

Un enfant de quinze ans blessé des passants avec une carabine à air comprimé. - Deux personnes ont été légèrement blessées, lundi 22 et jeudi 25 août, à Toulouse, avec des plombes tirés à l'aide d'une carabine à air comprimé, par un enfant de quinze ans. Posté à une fenêtre de l'appartement familial, pendant l'absence de ses parents, l'adolescent avait tiré « pour s'amuser » en direction de passants. Il a reconnu qu'il les avait visés, mais sans penser que sa carabine à air comprimé pût porter si loin.

Corse : une lettre ouverte et des attentats. - M. André Orsoni, dont le fils Guy, militant nationaliste, a disparu en Corse depuis le 17 juin dernier, vient d'adresser une lettre ouverte à M. Robert Broussard, commissaire de la République délégué à la police, pour « s'expliquer » de deux « omissions très importantes » dans les recherches. M. Orsoni déplore que M. Broussard n'ait pas diffusé sur un répondeur, comme lors de l'enquête sur l'assassinat d'un coiffeur, à Ajaccio, les écoutes téléphoniques réalisées par ses services, avec un numéro de téléphone pour que chaque fois l'information la police de tout renseignement utile.

D'autre part, sept attentats par explosifs ont été commis dans la région d'Ajaccio dans la nuit du mercredi 24 au jeudi 25 août. Quatre de ces attentats ont visé des appartements.

SPORTS

LES CHAMPIONNATS D'EUROPE DE NATATION

Sainikov superstar

Le Soviétique Vladimir Sainikov a gagné, jeudi 25 août à Rome, la médaille d'or du 400 mètres nage libre des Championnats d'Europe. L'équipe d'U.R.S.S. s'est, pour sa part, classée à la première place du relais quatre fois 100 mètres en établissant un nouveau record d'Europe (3 mn 20 s 8). La Française Muriel Hermine, vingt ans, a obtenu la médaille d'argent de la compétition solo de natation synchronisée.

De notre envoyé spécial

Rome. - Contrairement au Suédois Per Johansson, qui a conquis mercredi le titre de champion d'Europe du 100 mètres nage libre pour la deuxième fois consécutive, le Yougoslave Borut Petric n'a pas renouvelé l'exploit réalisé en 1981, à Split, où il avait dominé le Soviétique Vladimir Sainikov.

Superstar de la natation mondiale, Vladimir Sainikov, qui possède sur 400 mètres et 1 500 mètres tous les titres et tous les records, ne s'est pas laissé surprendre. Le Soviétique avait, cette fois, tous les atouts dans son jeu. Un faux départ n'impressionnait nullement le nageur soviétique, qui prenait même le temps de se couvrir les épaules de peur d'attraper froid, avant de prendre de nouveau place sur le plot. Il n'a laissé à personne le soin de s'installer alors en tête de la course, qu'il ne devait pas quitter. Et aux 50 mètres, qu'il couvrait en 27 s 24, il virait déjà en tête ; aux 200 mètres, il avait course gagnée. Les deux Yougoslaves, Borut et Darjan Petric, ses deux plus redoutables adversaires, cédaient peu à peu du terrain.

Sainikov, fin styliste, n'a pas attendu les 250 mètres pour porter son attaque, ainsi que le font la plupart des très bons nageurs sur la distance. Pas question cette fois de permettre aux Yougoslaves de disputer le sprint. Conscience directe : un écart de 2 s 6 sur Borut et de 2 s 40 sur Darjan à l'arrivée.

Le courage

Dans la natation mondiale, les deux Yougoslaves ont la réputation d'être des battants. Entraînés par leur père, Drago, ils ont accédé en moins de deux ans au rang des meilleurs nageurs mondiaux, à force de courage, de volonté et de talent. Mais voilà, ils ont trouvé sur leur chemin un nageur de la trempe du Soviétique, qui a porté, lui, le record du monde de la spécialité à 3 mn 48 s 32, et qui est le seul nageur à être descendu sous les quinze minutes sur 1 500 mètres.

MÉDAILLE D'ARGENT POUR MURIEL HERMINE

Troisième à l'issue des figures imposées, la Française, Muriel Hermine a réussi à obtenir la médaille d'argent de la compétition solo de natation synchronisée des championnats d'Europe, derrière l'introuvable Britannique Carolyn Whelan. Cette Tourangeoise de vingt ans, qui s'entraîne trois heures par jour à l'INSEP, avait terminé, l'an dernier, huitième (cinquième Européenne) aux championnats du monde de Guayaquil. Elle avait choisi d'évoluer sur des thèmes musicaux de films (Tess, Superman et E.T.).

ÉCHECS

Championnat du monde junior

LE BULGARE KIRIL GEORGIEV DÉJÀ ASSURÉ DU TITRE

Le Bulgare Kiril Georgiev, avec 11 points sur 12 possibles, et le Soviétique Valery Salov, 9,5 points, finiront respectivement premier et deuxième au vingt-deuxième championnat du monde junior qui se déroule à Belfort depuis le 12 août dernier.

A l'issue de la douzième et avant-dernière ronde, le Bulgare s'est assuré le titre mondial en battant le Roumain Dan Barbolescu alors que son rival soviétique n'a pu que concéder le match nul au Tchèque Igor Stohl, prenant à la troisième place. Mais, d'ores et déjà, Salov est certain de recevoir la médaille d'argent, ses suivants immédiats n'ayant que 8 points. La dernière ronde a lieu le samedi 27 août.

La situation est toute différente au championnat de France où, à trois rounds de la fin, personne ne peut prévoir qui sera vainqueur. Classement après la douzième ronde : 1. Herb, 8,5 pts (une partie ajournée) ; 2. Halk, 8,5 pts ; 3. Giffard, 7,5 pts (une partie ajournée) ; 4. Seret, 7,5 pts ; 5. Miralles, 7 (une partie ajournée), etc.

D'un sport à l'autre

ATHLÉTISME. - Avec un bond de 2,04 mètres à son premier essai, la Soviétique Tamara Bykova a amélioré de 1 centimètre, le 25 août à Pise, le record du monde féminin du saut en hauteur qu'elle détenait avec l'Allemande de l'Ouest Ulrike Meyfarth. A Vienna, où ont débuté les championnats d'Europe juniors, les Français ont obtenu deux médailles de bronze, par Max Morinière sur 100 mètres en 10 sec. 56, et par Patrick Journoud au lancer du disque avec un jet de 33,64 mètres.

ERRATUM. - Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 10 août, Bernard Hinault a bien participé à la course Paris-Roubaix, deux jours après avoir donné le départ du Tour d'Amérique. Bernard Hinault avait dû abandonner à Valenciennes.

ÉDUCATION

UN RECRUTEMENT EXCEPTIONNEL D'INSTITUTEURS

Des concours de recrutement exceptionnels d'instituteurs vont être organisés à la rentrée dans les académies de Reims, Rouen, et probablement dans celles d'Amiens, de Lille, Paris, Créteil et Versailles. Ces épreuves, dont les dates n'ont pas encore été précisées, sont destinées à pourvoir les deux cent onze postes non attribués lors du concours de juin 1983 (le Monde du 5-6 juin) pour lequel deux mille sept cents postes étaient offerts.

Les candidats, âgés de trente ans au maximum, doivent être titulaires du diplôme d'études universitaires générales (DEUG) ou de titres et diplômes jugés équivalents. Les inscriptions sont prises directement auprès des inspections académiques concernées. Les candidats reçus aux concours seront nommés instituteurs dans l'ordre du classement ; ils occuperont des postes devenus vacants pendant la prochaine année scolaire, notamment à cause de départs à la retraite.

MÉDECINE

AUX ÉTATS-UNIS

Un médicament contre l'acné est à l'origine de plusieurs naissances d'enfants malformés

Un médicament actif contre les formes sévères d'acné est à l'origine aux États-Unis de plusieurs cas de naissances d'enfants présentant de graves malformations cérébrales. Le médicament, qui agit en bloquant depuis peu par la firme Hoffmann-La Roche, n'a cependant pas été retiré du marché. En France, ce produit est expérimenté dans plusieurs services hospitaliers. Il devrait prochainement faire l'objet d'une demande d'autorisation de mise sur le marché.

En dépit des apparences, il ne s'agit en aucune manière d'une affaire comparable à celle de la thalidomide, il semble en particulier difficile de situer les responsabilités à l'échelon du seul fabricant. Depuis quelques années, la dermatologie bénéficie des retombées de la « manipulation » de la molécule de vitamine A. Ces manipulations ont notamment permis la synthèse de produits actifs contre l'acné. A côté de médicaments utilisés en application externe, on étudie des molécules voisines très puissantes absorbées par voie digestive. Si leur mécanisme d'action n'est pas établi de manière précise, leur efficacité, en revanche, n'est plus à démontrer contre les formes d'acné graves et invalidantes (1) et d'autres maladies de la peau. Leur pouvoir tératogène est aussi bien connu, étudié et démontré depuis longtemps sur des animaux de laboratoire.

C'est dans cette catégorie que se range l'isotrétinoïne, principe actif d'un médicament commercialisé sous différents noms par la société

Hoffmann-La Roche. L'introduction il y a près d'un an sur le marché américain de ce médicament avait été accompagnée d'une série de précautions : campagne d'information auprès du corps médical, messages adressés aux patients, etc. Objectif principal : éviter l'absorption de l'isotrétinoïne par des femmes enceintes. Il était notamment demandé que, dans la mesure où ce produit devait être prescrit chez des femmes en période d'activité génitale, cette prescription ne soit faite que sous couvert d'une contraception rigoureuse et continuée un mois au minimum après l'arrêt de traitement.

Pourtant, en juin et juillet derniers, la firme était avertie de trois naissances anormales. Les névres avaient absorbé ce médicament durant leur grossesse. Les enfants présentaient notamment de graves malformations cérébrales. En liaison avec la Food and Drug Administration, Hoffmann-La Roche vient d'adresser une nouvelle mise en garde à cinq cent mille praticiens américains. Aucun retrait du marché n'est pourtant, pour l'instant, envisagé.

L'isotrétinoïne vient d'être mise en vente (en milieu hospitalier) en Grande-Bretagne, ainsi que tout dernièrement en Suisse. On indique, au siège de la filiale française, que la demande d'autorisation de mise sur le marché sera prochainement déposée à la direction de la pharmacie et du médicament. Cette substance est actuellement expérimentée dans plusieurs services hospitaliers. Plusieurs spécialistes français de dermatologie ont récemment accusés les

pouvoirs publics de freiner pour des raisons économiques la mise sur le marché de ce type de produit. « L'action inégale de ces médicaments sur des troubles génétiques invalidant de la kératinisation, pouvait-on récemment lire dans une revue spécialisée (2), n'a pas convaincu les techniciens de la santé chargés de conseiller les autorités de telle sorte, la tendance actuelle étant d'initier... médicaments de confort... les produits dermatologiques, même ceux qui peuvent améliorer ou même guérir les maladies cutanées les plus graves. Dans de telles conditions, il est fort difficile, même pour les cas les plus sévères, rebelles à tout autre thérapeutique, de faire bénéficier les malades français, qu'ils soient pauvres ou riches, de ces médicaments majeurs ».

L'affaire américaine pose d'épineux problèmes de responsabilité. Elle vient rappeler l'absence de nécessité d'une information de qualité à l'adresse des praticiens et des patients. Une information dont les circuits, pour des raisons de santé publique, devraient sans doute ne pas être la propriété quasi exclusive de l'industrie pharmaceutique.

JEAN-YVES NAU.

(1) A côté de l'acné juvénile, modérée et passagère, il existe des formes d'acné très invalidantes (acné nodulaire et kystique). Il s'agit d'une véritable maladie chronique, et parfois dangereuse.

(2) Revue Dermatologie, numéro daté du 21 juin 1983. On peut lire également sur ce thème le point de vue publié dans nos colonnes par le professeur Jean Thivolet (le Monde du 16 février).

L'origine virale du SIDA

DE NOUVEAUX ARGUMENTS

Les résultats des travaux d'une équipe américaine de l'Institut national de la santé de Washington apportent de nouveaux arguments en faveur d'une origine virale du SIDA (syndrome immunodéficitaire acquis). Selon les chercheurs, qui relatent leurs travaux dans le dernier numéro de l'English Journal of Medicine (numéro daté du 25 août), le SIDA se caractérise par l'altération du fonctionnement d'une catégorie particulière de cellules du sang (lymphocytes B) qui, jusqu'à présent, n'était pas soupçonnée.

Cette étude a été menée sur douze sujets homosexuels atteints du SIDA. Les lymphocytes B de malades sont notamment incapables de produire des anticorps, substances normalement synthétisées pour lutter contre les agressions immunologiques de l'organisme. « Ce qui, notent les auteurs, fait fortement penser au résultat d'une stimulation virale ».

D'autre part, le dernier numéro du Journal of the Association médicale américaine (JAMA) (1) consacre une large place aux travaux français sur le SIDA qui, eux aussi, apportent une série d'arguments en faveur de l'origine virale de cette maladie (le Monde du 25 août).

On recense aux États-Unis plus de deux mille cas de SIDA dont plus de huit cents se sont révélés mortels. Près de 20 % des cas ont été diagnostiqués il y a moins de six semaines. Dix-huit pays sont concernés par cette maladie. En France, on a enregistré jusqu'à présent près de quatre-vingt-dix cas de SIDA.

(1) Numéro daté 26 août.

Rendez-vous d'été

ANNÉE LUTHER

les joyaux de la Réformation Nuremberg

Les joyaux de la Réformation Nuremberg... Les joyaux de la Réformation Nuremberg... Les joyaux de la Réformation Nuremberg...

Les joyaux de la Réformation Nuremberg... Les joyaux de la Réformation Nuremberg... Les joyaux de la Réformation Nuremberg...

VACANCES VOYAGES... VACANCES VOYAGES... VACANCES VOYAGES...

AOÛT DANS LES CÉVENES... AOÛT DANS LES CÉVENES... AOÛT DANS LES CÉVENES...

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

Rendez-vous d'été

L'ANNÉE LUTHER

Les joyaux de la Réforme à Nuremberg



(Dessin de NICOLAS VIAL)

d'une absence totale de crainte à l'égard des autorités. C'est un bourgeois de travail qui, en moins d'un an, profitant de l'hospitalité de Frédéric le Sage au château de la Wartburg, traduit en allemand le Nouveau Testament, sur la base du texte publié par Erasme en 1516. Il offre ainsi au peuple la possibilité de prendre directement connaissance du texte sacré et, par là même, défie la papauté dans une de ses règles d'or : l'interprétation des Écritures est réservée aux hommes d'Eglise, qui sont donc des intermédiaires obligatoires entre Dieu et le commun des mortels. En affirmant que le peuple a le droit de lire la Bible, Luther déclenche une réforme religieuse mais aussi la naissance d'un esprit de libération sociale qu'il n'avait pas prévue.

Pour les autorités religieuses actuelles, l'image de Martin Luther brillant solennellement la bulle papale qui l'excommunie appartient à l'histoire. Au point que le Vatican a consenti à entretenir ses archives et à prêter quelques documents importants, comme ces notes prises par un étudiant lors d'une conférence de l'oracle de la Réforme. Même les pays de l'Est ont fait preuve d'esprit coopératif, et le testament de Luther, possession de l'Eglise luthérienne de Hongrie, figure en bonne place au musée de Nuremberg.

Vestiges

Pour les deux cent mille visiteurs attendus à l'exposition, Nuremberg peut présenter plusieurs visages : grande cité bavaroise fonctionnelle et prospère, centre touristique axé sur ses vestiges du Saint Empire romain germanique, capitale mondiale du jouet ou ancien siège du procès des criminels de guerre nazis. Elle est tout cela en même temps, et certainement beaucoup plus.

En reconstruisant fidèlement le centre-ville, détruit à 90 % par les bombardements alliés, Nuremberg a joué à fond la carte de son passé le plus prestigieux, celui qui l'a vue participer au développement économique et culturel de l'Allemagne médiévale. A l'intérieur des cinq kilomètres de fortifications qui délimitent la vieille ville, on a remodé un immense quartier, alliant intelligemment modernisme et histoire.

taille permettait aux aubergistes d'autrefois de les faire passer par un trou de serrure. Car les Nurembergeois en étaient si fiévreux qu'ils en redemandaient bien après l'heure officielle de fermeture des auberges...

Franconien dans l'âme

Au hasard des rues pavées, on atteint l'église Saint-Laurent et la Nassauer Haus, la plus ancienne demeure fortifiée de la ville. Il faut absolument traverser la Pegnitz, sur un pont cambré à la vénitienne, et recevoir de plein fouet les odeurs, les bruits et les couleurs qui montent du marché central. Un marché normalement fréquenté chaque jour de l'année, mais où l'activité devient extrême durant le mois de décembre. C'est en effet l'époque du marché de Noël (Christkindlesmarkt), et Nuremberg mérite alors vraiment sa réputation de capitale du jouet. Si les parents des petits Nurembergeois ne viennent pas, comme par le passé, y effectuer leurs achats de Noël, ils ont été remplacés par les touristes, appareils photographiques en bandoulière et cartes de crédit à la main. Cependant, l'agitation d'en bas ne dérange pas les sept princes-électeurs qui, chaque jour à midi, avec une précision d'horloge, viennent faire la révérence devant l'empereur Charles IV. Pendant cinq minutes, tous les regards convergent vers le clocher de l'église Notre-Dame ; puis, quand le dernier personnage a réintégré sa niche, l'activité reprend, comme si rien ne s'était passé.

CHRISTIAN-LUC PARISON.
(Lire la suite page 10.)

ASSIS en tailleur sur les pavés, près de l'église Saint-Laurent, le garçon joue de la guitare. Tee-shirt jaune sans manches, jean élimé, pieds nus. Qu'il démolisse consciencieusement une chanson de Dylan importe peu. Ce qui frappe, ce sont ces cheveux longs et cette attitude nonchalante qu'on croyait à jamais enfouis dans le bouleversement de la fin des années 70. Les derniers hippies sont de ce côté-ci du Rhin. Un peu paumés au milieu des touristes qui prennent d'assaut la vieille ville avec l'arrivée des beaux jours, ils affirment leur existence par des signes extérieurs qui apparaissent vaguement dérisoires. Aujourd'hui, tout le monde s'habille de la même façon, et les protest songs font partie du répertoire des colonies de vacances.

mané par le pape, Luther père de famille et bon vivant. Cette exposition retrace dans son intégralité, et avec un luxe de détails, l'époque qui a correspondu au changement spirituel en Allemagne.

« Pour les Allemands, la période luthérienne qui a commencé au début du seizième siècle est une sorte de révolution, estime le Dr Kurt Löcher, conservateur du Musée national germanique. La formation spirituelle commence avec les traductions de la Bible par Martin Luther et avec la création d'une vraie langue allemande. Ce mouvement se poursuivra jusqu'au dix-huitième siècle : tous les scientifiques, les philosophes, les historiens, les musiciens même, appartiendront à ce courant de pensée religieuse. »

Les plus éminents spécialistes allemands de l'histoire de l'art, des théologiens protestants et catholiques, ont participé à la réalisation de l'exposition, dont le dessin était de situer Luther dans son siècle. De sa naissance le 10 novembre 1483, à Eisleben, en Thuringe (aujourd'hui en République démocratique allemande), jusqu'à sa mort en 1546. Et même au-delà puisque les conséquences du mouvement réformateur sur l'histoire de l'Allemagne y sont évoquées : notamment la paix d'Augsbourg, par laquelle Charles Quint admet la division confessionnelle du pays.

L'homme y apparaît plutôt attirant. Tourmenté par le sens de l'existence durant les premières années de sa vie de moine lettré, il fera preuve, ensuite, d'une volonté implacable d'imposer ses idées et

VACANCES-VOYAGES

MOLINES (Alpes du Sud) 1750 m - 2450 m. Station village au cœur du parc naturel du Queyras. Un lieu privilégié (300 jours de soleil par an). Promenades sans limites dans un pays qui a su préserver sites et traditions. Tous types d'accueil. Avant vos prochaines vacances d'été, demandez une documentation au Bureau du Tourisme. 05390 Molines en Queyras. Tél. : (16.92) 45.83.22.

VACANCES EN SEPTEMBRE dans le PARC NATIONAL du MERCANTOUR sous le SOLEIL de la CÔTE d'AZUR. Découvrez la « SUISSE NICOISE » la région de St-MARTIN-VESUBIE vous OFFRE calme, fraîcheur dans la MONTAGNE à 60 km de NICE, alt. 1.000 m. Nombreux HOTELS, CHALETS, STUDIOS et APPARTEMENTS meublés. RÉDUCTION de 30 à 40 % en SEPTEMBRE et hors vacances scolaires. SKI ALPIN et de FOND, promenades, caudouzes, tennis, piscine chauffée. Ecr. S.I. St-MARTIN-VESUBIE. 06450. Tél. (93) 03-21-28.

AOUT DANS LES LOISIRNES CAMP SPORTIF et de LOISIRS, enfants - adolescents (mixte) TENNIS, ÉQUITATION (initiation, perfectionnement) « LA PELOUSE », hameau d'été, 91230 MONTCHERON. Tél. (6) 903-50-80

HÔTELS

Côte d'Azur

06500 MENTON
HOTEL CÉLINE-ROSE ***
57, av. de Sospel. 06500 MENTON. Tél. (93) 28-28-38.
Chambre tt conf., calmes et ensoleillées. Cuisine familiale. Ascenseur. Jardin. Pense. compl. ét. 83, 150 à 175 F.T.T.C.

HOTEL BEAU SÉJOUR ***
Rue des Favettes, 06404 CANNES-CEDEX. Tél. : (93) 39-63-00 - Tél. 470975
Prix spéciaux selon durée du séjour. Proche centre ville, plages et Superm. Jardin. Piscine. Restaurant. Garage.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORDES

Découvrez le petit hôtel de charme du Luberon. Haut confort, calme, cuisine de femme et de marché. Week-end ou séjour. Piscine dans l'hôtel. Tennis, équitation à proximité.
MAS DE GARRIGON ***
Roussillon 84220 Gordes.
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christiane RÉCH.

Campagne

LA LOUVESCA (Altitude 1 050 m)
HOTEL LE MONARQUE **
Tél. : (75) 67-80-44
PENSION 165/200 F. T.T.C.

Montagne

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD - Tél. : (92) 45-82-08
Chambres et duplex avec cuisinette. 2 à 6 pers. Tarif hiver spécial septembre.

Stations thermales

ROUSSILLON - 66820 Vernet-les-Bains
HOTELLERIE
AU COMTE GUILLERME D'ENFANT ***
centre station thermique et climatique et Guide Michelin
Tél. (68) 85-51-37
Chambres grand confort - calme et gastronomie

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés
Réservation : 41-32-333 VENISE
Tél. : 411150 FENICE I
Directeur : Dante Apollonio.

RÉSIDENCES

Campagne - Mer - Montagne

LE CANNET (Alpes-Marit.)
2 pers. enfil. réf. à anal. 48 m² + balcon plein sud. Parking + cave. 300 000 F.
Tél. (93) 88-82-42

A Cassis, belle villa provençale, 210 m², 500 m de la Méditerranée, sur terrain en hauteur, 1.100 m² arboré. Px 1.690.000 F.

A Gordes, face au Lubéron, maison pierres, 130 m². Séjour, 3 chbres, 2 s.d.b. + garage, sur 14.000 m². Parfait état. Px 950.000 F. frais réduits.
Gordes IMMOBILIER
84230 Gordes (90) 72-00-70

MAISON DE MAÎTRE
BONNY-SUR-LOIRE (Loiret)
Sur un étage + grenier.
Surface : + 600 m². Très bon état.
Toiture et crépi refaits 2 ans.
22 ha de terrain dont 11 ha de bois clos d'un seul tenant.
PRIX SOUHAITÉ : 1 900 000 F.
Tél. : (83) 88-82-42.

Vends Villa standing 210 m²

Grande terrasse sur mer - Plage 200 mètres. Moule Gudeloupe - 3 chambres - 1 salle de bains - 2 w.c. - 2 dressing-rooms - Chambre principale climatisée - Téléphone - Cuisine bien aménagée - Garage au sous-sol - Buanderie - Cave - Débarras - Jardin tout autour bien entretenu
Prix : 1 250 000,00
S'adresser : M. Henry, appartement n° 2 Résid. les Manguiers
97110 Abymes Dugazon. Téléphone : (16) 590-84-53-42

MÉDAILLE D'ARGENT

Présentée à l'issue des 100 jours de l'Exposition de Nuremberg, la médaille d'argent est une œuvre d'art qui a été créée par un artiste allemand. Elle est en argent massif et pèse 10 grammes. Elle est ornée d'un relief qui représente Martin Luther. Elle est destinée à être remise aux visiteurs de l'exposition.

ÉCHECS

Championnat du monde junior

LE VILLAGNE HILL GORDEY

DEAN AGNEW DU TITRE

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

ÉDUCATION

UN PEU D'ÉTUDE
EXCEPTIONNEL
D'ÉTÉ

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

Le Village Hill Gorgey est un lieu privilégié pour les amateurs de golf. Il dispose d'un parcours de 18 trous de 6.600 mètres. Le club dispose également d'un restaurant, d'un bar et d'un terrain de tennis. Les réservations sont prises au 05390 Molines en Queyras.

EN MER

Manœuvres à l'ancienne

A U moment même où notre stagiaire a enjambé le pavois et jeté son sac à bord, il a compris qu'il embarquait sur un voilier différent, et que tout ce qu'il avait appris lors de ses précédents embarquements n'avait rien à voir avec ce qu'il allait connaître. Nous sommes à bord de la *Solweig*, au mouillage au fond de la rade de Brest, au centre nautique de Moulin-Mer, une des très rares écoles de voile à proposer, entre autres, des stages à bord de bateaux grésés à l'ancienne.

Finis les ponts exigus où l'on se déplace en évitant un hauban ici, une filière là ; fini le cockpit-trou où il faut sauter une hile pour mettre le pied sur une banquette, et descendre encore pour trouver le plancher. A bord d'un vieux gréement comme celui-ci, on se promène sur le pont, la plage arrière n'est occupée que par un banc de barre (un vrai banc, comme à terre), et vers le ciel monte un faiseau de haubans, de palans, de drisses et de balancines, d'étrécissements divers... Demain, il faudra ne pas se mélanger parmi tous ces cordages, mais l'heure est maintenant aux charmes de la marine en bois dans la chaleur du carré. Plutôt petit, le carré Pourtant, *Solweig* mesure 14 mètres à la coque, et 17 mètres si l'on compte le bout-dehors. Mais ce coté est tout élastique et finisse. Sa coque est celle d'un bateau-pilote du début du siècle. Ces cotés s'en allaient attendre en haute mer les navires venus de l'autre côté de l'océan, afin de les guider vers les côtes.

Les pilotes du Havre sont restés célèbres, mais l'heure est maintenant aux charmes de la marine en bois dans la chaleur du carré. Plutôt petit, le carré Pourtant, *Solweig* mesure 14 mètres à la coque, et 17 mètres si l'on compte le bout-dehors. Mais ce coté est tout élastique et finisse. Sa coque est celle d'un bateau-pilote du début du siècle. Ces cotés s'en allaient attendre en haute mer les navires venus de l'autre côté de l'océan, afin de les guider vers les côtes.

Les pilotes du Havre sont restés célèbres, mais l'heure est maintenant aux charmes de la marine en bois dans la chaleur du carré. Plutôt petit, le carré Pourtant, *Solweig* mesure 14 mètres à la coque, et 17 mètres si l'on compte le bout-dehors. Mais ce coté est tout élastique et finisse. Sa coque est celle d'un bateau-pilote du début du siècle. Ces cotés s'en allaient attendre en haute mer les navires venus de l'autre côté de l'océan, afin de les guider vers les côtes.

pas très haut - « Pour hisser la grand-voile, il faut haler à la fois sur la drisse de pic et sur la drisse de mât, de façon que la corne reste bien perpendiculaire au mât. De cette façon, l'effort à déployer est moins important ! ». Première manœuvre d'une longue série. Pour un équipier ayant déjà une bonne pratique de la voile, mais acquise sur un voilier moderne, l'important est d'oublier les réflexes acquis grâce à l'emploi d'accastillage limitant par trop l'effort physique. Ici, il faut savoir jouer de tout son corps pour transmettre le maximum de force à l'étrépage d'une drisse, par exemple. Il faut surtout apprendre à unir la force physique de tous les membres de l'équipage pour manœuvrer vite et en sécurité. On découvre le bonheur du geste effectué au bon moment, la joie de maîtriser les mouvements de la mer et du vent pour travailler en douceur. Une nouvelle forme d'écologie, en quelque sorte.

La route de l'Irlande

« Du temps des pilotes, explique Manu, il arrivait que l'équipage se limite à un matelot et à un mousse qui ramait. Ils avaient le bateau pour eux tous seuls une fois que le pilote était monté à bord du navire à guider. Ils avaient beau être costauds, il leur fallait connaître la « façon de faire » pour manœuvrer leur canot ! ». A bord de *Solweig*, on réapprend ces gestes et on découvre des astuces de grément géniales. Par exemple, le système des drisses, qui semble de prime abord incompréhensible, un croquis sur un bout de papier permettant souvent d'expliquer la chose mieux que des mots : on hisse en effet à l'aide d'une drisse qui n'est autre que le courant d'un palan dont une poulie est fixée sur le mât et l'autre sur la voile ; mais le dormant de ce palan est lui-même frappé sur un palan d'étrépage. Evident, n'est-ce pas ? Ainsi, on hisse la voile d'un côté du bateau, on amarre au taquet et on love la drisse avant de la suspendre à son ratelier ; alors, on passe sur l'autre bord pour terminer l'étrépage au palan.

On s'en rend compte aussi, naviguer sur un voilier à grément ariège, c'est aussi entrer à l'académie du langage marin. Obscurantisme, disent certains, snobisme, entendent-ils souvent. Pas du tout, mais les bouts et cordages divers sont si nombreux sur un tel bateau, leur usage est si précis, les manœuvres demandent une telle coordination, que chaque objet doit avoir son nom à lui. Bien sûr, ce langage a le don d'exaspérer

ceux qui ne le comprennent pas et de mettre aux anges ceux qui l'ont acquis à force de sacs de nouuds et d'ampoules sur la paume des mains.

Les vieux gréments ont acquis une réputation d'élégance qui tenait bien souvent à la tenue de ses équipages de caricature : barbus débraillés, chanteurs de chansons paillardes et buveurs de gros rouge. Cela s'est vu et se voit encore, mais, en ce qui concerne la tenue vestimentaire, il faut bien avouer que manœuvrer des gréments goudronnés, manipuler un accastillage d'acier galvanisé sur lequel la rouille laisse ses traces, est beaucoup plus salissant que de tourner des winches chromés et d'utiliser des mousquetons automatiques en acier inox, à bord d'un yacht tout en plastique ! Tant pis donc pour les élégantes tenues plaisancières !

Et d'escalade en escalade - sur la route de l'Irlande, des Scilly ou de la Galice, de manœuvre en manœuvre, le stagiaire découvre un nouvel art de naviguer, une nouvelle façon de vivre la mer. Il apprend que l'on peut retenir de la paume de la main le cordage que trois hommes ont peiné à élarger, à condition de lui avoir fait faire un tour sur le bitton d'amarrage.

Sans doute le plaisir physique ressent à naviguer sur un tel bateau vient-il de ce que l'on ressent dans son corps le vent qui transmet à la voile sa force, retransmise par les haubans et les écouteles à la coque, entraînant son fuselage effilé et puisant à travers la houle. Un mouvement lent, puissant et inexorable, tandis que les milles s'affichent au loch. Tout de même, lorsque la mer se creuse, *Solweig* oublie volontairement la majesté qui sied à un ancien pilote du Havre pour se dandiner comme un voilier de course moderne, dressant vers le ciel son bout-dehors, et l'équipage subit dans ses tripes cette fois les effets d'un tangage d'enfer. Le stagiaire pas encore amariné en arrive peut-être même, dans son pessimisme stomacal, à se demander si la baïlle est solide au moins. Qu'il ne s'inquiète pas, *Solweig* est un faux ancêtre : seule sa quille date encore du début du siècle, car il a été entièrement reconstruit, voici quelques années, au chantier Gendron de Noirmoutier, chaque pièce de la charpente et du bordage étant à son tour remplacée, en aménageant d'ailleurs au passage quelques défauts de la carène du voilier.

DOMINIQUE LE BRUN.

* Renseignements : Centre nautique de Moulin-Mer et Groupe Initiatives de Croisière, 29224 Lognonn-Daoulas. Tél. : (98) 20-62-65.

Les « chasse-marée » de Douarnenez

LE « chasse-marée » est un petit navire à trois mâts, à arrière rond, utilisé pour la pêche. Depuis 1981, c'est également - et surtout - serait-on tenté d'écrire - une revue trimestrielle originale qui se définit elle-même comme « une revue d'histoire et d'ethnologie maritimes ». Luxueuse, onéreuse, mais sans publicité, conçue un peu à la manière d'une encyclopédie, cette publication vient de fêter son huitième numéro, tiré à 35 000 exemplaires, enrichi d'une couverture en couleurs et de nombreuses pages en quadrichromie.

Quand on aime les vieux bateaux, que l'on travaille dans des locaux surplombant le port de Douarnenez, qu'on de plus naturel que de fêter un tel événement en embarquant sur *Ariane*, un yawl de 19 tonneaux construit en 1972 d'après les plans d'un pilote de Dieppe. Grément traditionnel où l'on retrouve les voiles oubliées : grand-voile à vergue, flèche, clin-foc... Pour le plaisancier « moderne », c'est l'ouverture sur un nouveau monde fait d'histoire ancienne, le paradoxe n'étant qu'apparent. Les élargissements se font à la main à l'aide de palans, en l'absence de winches - ces anglicismes barbares - ; une barre française gigantesque enroule le pont à la manière d'un vieux buffet campagnard et l'écoute de grand-voile est de taille à pendre un boeuf. Les bruits des manœuvres sont faits de deux frottements de chanvre et de couplements de poulies semblables aux cris des mouettes. On sent donc passés les cliquetis métalliques des cabestans modernes, les claquements des mousquetons d'écoute contre les haubans et les grincements des drosses de barre à roue ? Musique contemporaine, version marine des délices de Xenakis contre un orchestre entier de stradivarius. L'enchantement se prolonge par la vision étrange, du long bout-dehors tendu à l'étrave sous lequel est suspendu un filet. Y faire la sieste conduit à tenir des propos étonnants : c'est bien la première fois de ma vie que je me tiens devant l'étrave d'un voilier en train de tailler sa route à grands coups d'éclume, vision fugitive du cosmonaute planté à côté de son satellite. *Ariane*, sous cet angle, ne fait penser à un tonneau de bois construit pour durer, pour s'améliorer au fil des ans et pour transmettre sa sève aux marins de ce monde. Le voilier et le

bois mariés autrefois par nécessité, aujourd'hui par amour...

Les réalisateurs du *Chasse-Marée* font preuve d'un plus grand pragmatisme. « Nous ne prônons pas à tout prix l'usage du bois », précise Bernard Cadoret, rédacteur en chef de la revue, solide barbu, mais nous ne voulons pas que tout un pan de notre histoire maritime disparaisse. Le sloop Marconi en plastique ne doit pas faire oublier les carènes d'autrefois, les gréments du passé qui ont embelli nos ports pendant plusieurs siècles. « C'est la beauté, la simplicité, que nous voulons conserver », ajoute Bernard Cadoret.

Navires de pierre

Etre la mémoire d'un monde maritime ne suffit pas, et le *Chasse-Marée* veut promouvoir certaines idées oubliées empruntées par le tourbillon du sacro-saint marketing. François Puget, le « commercial », fait un bref rappel de leur volonté à l'époque du lancement de la revue : « Il s'agissait, pour la plupart d'entre nous, de revenir sur la côte. C'était vraiment un choix de vie. » Bernard Cadoret, auteur d'*Ar-Veg*, ou « les Voiles au travail en Bretagne », travaillait alors aux éditions des Quatre Seigneurs, spécialisées dans l'histoire maritime, et avait lancé une revue qui contenait déjà les principes du *Chasse-Marée* : le *Petit Perroquet*. Des difficultés économiques, l'envie de se rapprocher de la mer et l'arrivée de plusieurs associés dynamiques aboutirent à la création de la coopérative « Le Chasse-Marée », qui édite non seulement la revue mais également des disques et des livres. Jacques Charbonnel, l'expert-comptable, éclaira d'un jour particulier les rela-

tions qui unissent la presse et l'édition : « 60 % de nos recettes proviennent de la revue, et le reste de l'édition. Si l'on ne gagne pas notre vie sur la revue - n'oublions pas qu'elle est sans publicité - c'est elle qui nous permet de vendre des livres et des disques : c'est un moteur... »

Après les chansons marines, les textes ethnographiques et le journalisme, les membres fondateurs ont d'autres projets en cours. Tout d'abord la réalisation d'un voilier de 8,60 mètres grésé en 7/8, étroit et rapide, doté d'un flush-deck et qui serait dessiné par un architecte de renom. Ensuite, participer au classement des vieux bateaux en monuments historiques. « Nous avons obtenu, il y a maintenant un an, ajoute Bernard Cadoret, que les bateaux puissent être classés monuments historiques : quatre ou cinq d'entre eux l'ont déjà été cette année, notamment un coquillier, un langoustier de Camaret, un sablier de la rade de Brest et un sloop. » Aberration du siècle, les bateaux classés peuvent flotter, mais n'ont pas le droit de naviguer. Devenu membre de la commission des monuments historiques, Bernard Cadoret compte remédier à de telles erreurs et faire entendre la voix de la connaissance.

Toutes ces actions ont un cœur commun qui bat au sein de la revue. Au fil des numéros, les responsables du *Chasse-Marée* font preuve d'un eclectisme de bon goût : après avoir traité des « navires de pierre », ces vaisseaux sculptés dans la pierre des églises bretonnes, ou évoqué une « journée de régates en 1900 », ils n'hésitent pas à s'intéresser à la descente du bois sur l'Yonne. Ce dernier pas n'est pas un hasard si un lecteur sur quatre est un professionnel de la pêche ou de la mer.

DOMINIQUE GAUTRON.

L'année Luther

(Suite de la page 9.)

Plus loin, les rues montent encore à l'assaut du château impérial construit sur une colline de grès rose. Au pied des remparts, la place de la Tiergartnerstrasse est le rendez-vous des couchards, les soirs d'été. Comme dans les *Wirtshäuser*, ces cafés à terrasse qui longent le cours tranquille de la Pegnitz, on boit de la bière, on parle fort, on chante. A deux pas, de la maison d'Albrecht Dürer transformée en musée.

Du haut du château, le regard rebondit sur les toits à pignons et les tuiles roses de la vieille ville. Spectacle magnifique ; mais, pour vraiment voir Nuremberg de haut, c'est à la tour des télécommunications qu'il faut monter. Les Nurembergeois d'autrefois n'aimaient pas faire étalage de leur richesse et dissimulaient prudemment dans de petites cours intérieures de somptueux jardins remplis de fleurs et dominés par des balcons et des escaliers de bois sculpté. Difficiles à trouver, mais il suffit parfois de pousser une

porte... en revanche, à cent cinquante mètres d'altitude, on domine toute la région. Des bords de plus de champs au loin, au-delà du canal du Danube au Main, une banlieue industrielle plus près, et le centre, avec cette tâche rose en son milieu.

La société qui exploitait le restaurant d'altitude a fait faillite. Alors, le comité du tourisme local a repris la gestion de l'affaire, et les tables continuent de tourner, en haut... En 1906, Nuremberg a perdu son autonomie. La première ville de Francanie devint la deuxième ville de Bavière, derrière Munich. Mais, ici, la Bavière demeure simplement une entité politique. A Nuremberg, on est francorien dans l'âme. Fier de la gastronomie locale, du vin de Francanie (l'un des plus réputés d'Allemagne, à juste titre), et fier de citer la fameuse phrase de Martin Luther : « Nuremberg brille dans toute l'Allemagne comme un soleil entre la lune et les étoiles. »

CHRISTIAN-LUC PARISON.

Partir

Week-end à Saint-Malo

L'hôtel Mercure de Saint-Malo jusqu'au 15 septembre et jusqu'au 15 novembre un week-end « escapade à la mer » dans la cité corsaire et à Jersey pour 424 francs par personne. Ce forfait comprend deux nuits, en chambre double, à Saint-Malo, deux petits déjeuners et une journée à Jersey par aéroglisseur. Les enfants de moins de douze ans, partageant la chambre de leurs parents, peuvent bénéficier de ce forfait pour 132 francs.

* Hôtel Mercure, Saint-Malo, chaussée du Sillon, 35400 Saint-Malo, tél. (99) 56-84-84.

Un calendrier pour les chantiers de jeunes bénévoles

Les chantiers de jeunes bénévoles sont développés en France depuis plus de vingt ans.

L'organisation de ces chantiers relève d'un organisme de cogestion entre les principales associations de chantiers et les ministères concernés : Cotravail.

La politique de régionalisation menée par le gouvernement a conduit Cotravail à mettre en place depuis janvier une nouvelle procédure de programmation des chantiers.

En conséquence, des réunions de concertation se tiendront à l'automne dans chaque région afin d'arrêter les actions qui y seront menées durant l'année 1984.

A cette fin, les collectivités locales ayant formé le projet de mettre en œuvre des actions dans le cadre des compétences des associations de chantiers de jeunes bénévoles sont invitées à se mettre en relation avec celles-ci ou avec les directions régionales des services extérieurs de l'Etat (temps libre, culture, architecture et environnement, agriculture, action sociale et tourisme).

* Cotravail, 11, rue de Clichy, 75009 Paris.

SAMEDI DIMANCHE

- **ANNIVERSAIRE :**
La grande famine de 1933 en Ukraine
- **AFRIQUE DU SUD :**
La femme de Mandela
- **ESPAGNE :**
Madrid devient folle
- **SOCIÉTÉ :**
Des enfants qu'on abandonne
- **CINÉMA :**
Tournages d'été
- **ÉCONOMIE :**
Un patron suédois qui a des idées.

Et, avec « le Monde Dimanche » de l'été, quatre pages de radio et de télévision

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



ET DU TOURISME

Hippisme

« Acamas » :

C'est le cheval le plus rapide du monde, capable de franchir en 10 secondes les 100 mètres. Il est né en 1978, à l'école de dressage de l'armée américaine, à Fort Belvoir, dans l'Idaho. Son propriétaire, le capitaine John W. Smith, a obtenu pour lui le statut de cheval de guerre. « Acamas » a été dressé par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam.

« Acamas » a été dressé par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam.

« Acamas » a été dressé par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam.

« Acamas » a été dressé par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam.

« Acamas » a été dressé par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam.

« Acamas » a été dressé par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam. Il a été adopté par le capitaine Smith, qui a été blessé pendant la guerre du Vietnam.

MUSIQUE

Autour de Robert Levin

(Suite de la première page.)

Ainsi Robert Levin devient-il « directeur résident », l'espace d'une saison. Les statuts du conservatoire précisent que les professeurs doivent être des Français. Nadia Boulanger disparue, c'est M. Marc Bonnet qui est nommé à la tête de cette faculté de la grande banlieue. Catalan d'origine mais naturalisé ici, ce compositeur, ancien directeur adjoint de l'école normale de Paris, gardera à ses côtés Robert Levin.

Le benjamin de « Mademoiselle »

Et il a eu bien raison. Militant entre tous pour que Fontainebleau demeure « quelque chose d'autre », Levin a, outre sa ferveur « à jamais » d'ancien benjamin de « Mademoiselle », des idées pleines la tête. Il a, en matière de pédagogie musicale, une expérience plutôt unique, ayant été en 1968 celui que Rudolf Serkin appela à diriger le département « théorie » du Curtis Institute of Music, l'une des écoles les plus réputées aux Etats-Unis.

destinées de l'école en matière de théorie, tout en poursuivant une carrière de pianiste et en menant à bien ses recherches sur l'œuvre de Mozart (2). Cela fait beaucoup pour un même homme, et l'on aurait peine à la croire en voyant son visage à peine marqué de « bachelier » à qui l'on ne donnerait pas la trentaine. Dès qu'il parle, toutefois, on comprend mieux le débit est ahurissant, comme si les mots devaient refléter la rapidité de la pensée — en dire le maximum en un minimum de temps. De quoi faire pâlir les nouveaux d'esprit. Et ne se prenant pas, avec ça, pour Pic de la Mirandole. Il a raconté, avec ce même talent pour l'anecdote qu'il a pour sortir les plus « grosses » histoires juives style New-York.

De Nadia Boulanger, il sait tout, pour être venu à Fontainebleau en 1960, chaperonné par un ancien élève. Nadia Boulanger, trop intéressée par cet étudiant de douze ans qui mettait les bouchées doubles, ne se fit pas prier pour l'accepter, en 1962 et 1963, toute une année durant, à ses fameux mercredis d'analyses, à ses classes d'accompagnement... Le « petit » logeait chez une voisine et avait, jour après jour, le maximum de son traité d'harmonie. Elle lui donnait des leçons particulières. Rentré chez lui, il s'embête à mourir à la High School (équivalent du lycée) ; Nadia Boulanger donne un coup de pouce et le voilà entrant à Harvard : « Il faut, disait-elle, apprendre tout, pas seulement la musique. » Voilà comment, au moment de rédiger sa thèse, le « petit » hésite entre Baudelaire et Mozart.

Voilà surtout pourquoi, aujourd'hui, où il a enfin trente-cinq ans, il voudrait assurer une continuité, et que Fontainebleau réponde toujours à l'esthétique de Nadia Boulanger : « On peut y parvenir, dit-il, par la musique de chambre, trouver ce compromis entre l'espace d'enseignement menaçant ceux qui poursuivent des carrières de pianistes solistes, par exemple, et l'anonymat

des musiciens d'orchestre. On ne peut faire de la musique de chambre sans mettre en route davantage que l'oreille absolue, l'oreille réfléchissante, sensible. Alors on étudie, on analyse une œuvre, son destin, son intensité, le rapport entre la trame musicale et l'émotion. Puis vient l'exécution, la synthèse. La musique de chambre est un esprit en commun. Quelque chose de vivant. On se met en mesure de donner une interprétation différente ».

« On a compris que ma solution pouvait être bonne », ajoute-t-il, arguant des sommes données cette année par diverses fondations à l'association qui, aux Etats-Unis, représente Fontainebleau : l'équivalent d'une trentaine de bourses pour payer les frais de séjour de certains étudiants sélectionnés (2 000 dollars le stage).

Talent de persuasion

Robert Levin a dû déployer le même talent de persuasion afin de faire venir « pour le plaisir de jouer », et à toutes fins de professeur, des instrumentistes qui n'ont rien abandonné de leur carrière en public, tels, entre autres, Ko Iwasaki, fantastique violoncelliste japonais, ou Harro Beyerle, altiste autrichien qui fit longtemps partie du quatuor Alban Berg. C'est à ce noyau de sept personnes — qu'il aimait renforcer par un quatuor à cordes permanent — qu'il a demandé d'assurer les concerts du vendredi, plus caux que les élèves, également publics. « Il ne s'agit pas de faire ici le broutillon d'un festival international, dit-il, mais de trouver un équilibre entre les cours, les leçons particulières et un minimum de concerts à formations variables. » Impressionné par le festival de Lockenhouse, en Autriche, où, chaque année, les meilleurs musiciens de bien des pays se rassemblent autour de Gidon Kremer — mais c'est par ce qu'il est et qui est tout se précipitant là gratuitement — Levin ajoute : « Je suis modeste. Que ceux que j'ai invités soient venus tient du miracle. Ils avaient de quoi se plaindre à cause des locaux, de l'absence de budget. Finalement, cela a été plutôt inoubliable. » Au milieu d'un programme commençant par la Sonate pour violon et violoncelle, de Maurice Ravel, trop peu jouée, inoubliable, en effet, a été la prestation du Suisse « invité » Eduard Brunner, interprétant une œuvre pour clarinette seule de Yifang Yun — ce compositeur coréen né en 1917 qui fut enlevé par les services secrets de son pays à Berlin, où il s'était réfugié en 1954 et où il vit désormais après avoir été libéré en 1969 de la prison où, condamné à mort, il était incarcéré.

Entre cette musique à la logique inouïe — auteur loin de l'Occident, inspiration de fatale mélancolie, — entre cela et le jeu non moins exceptionnel d'Eduard Brunner, on ne sait pas ce qui était le plus étonnant, le vendredi 19 août, dans la salle du jeu de neurme de Fontainebleau. On dira pratiquement, l'air de rien, la respiration circulaire sort d'une beauté à la limite de la douleur. Des cris, des murmures, des plaintes. Des cassures infinitésimales, puis comme l'appel sombre de cent trompettes bouddhiques dont l'écho s'évanouira en rite bref. Des cloches... Tout sorti d'une seule clarinette domptée comme un cheval, savante.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(2) Levin a achevé ou réhabilité certains segments de l'œuvre de Mozart restés en chantier, ou dont les éditions souffraient de « variations » dues aux copistes. Publiées chez Bärenreiter, ces partitions « purifiées » ont fait l'objet d'enregistrements discographiques. Il vient d'achever la « reconstruction » de la Symphonie concertante pour quatre instruments à vent K-297, qui vient d'être enregistrée chez Philips, à Londres, et sera présentée en première mondiale en janvier 1984 à Salzbourg.

Professeur d'écriture, de contrepoint, d'harmonie aussi bien que de composition, Levin veille toujours aux

Alors en Amérique, d'avantage qu'en France, tout débutant rêvait d'avoir affaire à elle, « Mademoiselle », pour qui « musique » signifiait mise en œuvre de l'être. Il n'y avait pas à faire de publicité : beaucoup étaient prêts à se payer un séjour à Fontainebleau, sûrs d'y rencontrer des « grands ».

Vers la fin, toutefois, où sa santé décline, Nadia Boulanger a les épaules moins larges : son « académie » traverse une période creuse. Face à la nécessité de rénover la formule, ce même été (1979) où le conservatoire doit quitter la partie Louis XV du château pour emménager dans une autre aile baptisée Henri IV, « Mademoiselle » appelle à la rescousse le plus spécial de ses disciples américains.

SOIRÉES

Une oasis dans le désert

Le dix-neuvième arrondissement, à Paris, n'a que deux cinémas, le Rialto, et les Trois Secrétan. Le Rialto s'emploie à jouer son rôle de salle de quartier.

Michel Assi et Jacques Wagner se sont tenus à l'impossible pour éviter que le Rialto — rue de Flandre — ne devienne un supermarché. Ils ont gagné, soutenus par la population du quartier qui a signé des pétitions. La salle a été classée « art et essai » grâce à l'ambition des deux amis. Plus de « karaté » désormais, mais des programmes variés et de qualité : on pourra revoir prochainement le Bal des vampires, de Roman Polanski, Orange mécanique, de Stanley Kubrick, la Grande Illusion, de Jean Renoir ou... les Marx Brothers, à cela s'ajoute un programme spécial pour les enfants, le mercredi.

« C'est l'une des plus vieilles salles de Paris, explique Michel Assi, puisque le Rialto date de 1914. Grâce à la subvention que nous a allouée le ministère de la culture, nous allons pouvoir la rénover tout en préservant son cachet « à l'ancienne ». Avec un beau rideau devant l'écran comme dans les anciens cinémas... » La salle actuelle est toute fondue de rouge — des fauteuils au tapis et à la couleur du papier — avec une innovation : « Nous faisons des rétroprojections sur un écran de verre, ce qui donne plus de relief et de luminosité aux films ».

Is ne sont que trois, six jours par semaine, qui s'occupent de tout : comptabilité, projections, programmation, publicité. S'ils n'arrivent pas à s'octroyer un vrai salaire malgré leurs efforts, ils ont eu le plaisir de voir revenir dans la salle des gens du quartier. « Le Rialto touche 300 000 habitants, étant donné sa situation centrale et le désert culturel où il se trouve », c'est là aussi qu'on

mesure son importance. Et les animateurs sont conscients d'avoir un rôle culturel. Leur projet : inviter acteurs et réalisateurs, organiser des rencontres avec le public, car ils n'aiment pas l'idée du « cinéma-usine », ou du cinéma « où l'on entre comme dans un moulin ».

Mercrès, s'est ouvert un Festival Richard Dreyfuss. Une façon de redonner sa chance à un excellent petit film méconnu, le Concours, de Joel Olsansky, et une occasion de redécouvrir tout ce que E.T. doit aux Rencontres du troisième type.

Présenté ici dans sa nouvelle version (dite « édition spéciale »), ce film parle d'une solidarité enfants-adultes qui sera transformée en conflit dans E.T. Richard Dreyfuss y est comme le grand frère du petit Elliott, celui qui tira au petit ultra-terrestre « je t'aime », tendresse, innocence et tolérance tenant en échec la science la plus élaborée. La science, dans les Rencontres, n'est pas encore impuissante : Lacoste (François Truffaut) réussit à déchiffrer le code musical parvenu de l'espace, et c'est lui, un adulte, un savant, qui sourit à l'être étrange.

Où aller ? Rien d'autre qui soit gai ou fréquentable. Aurent se rendre 23, rue de Dunkerque, au classique Terminus nord, en face de la gare du même nom. D'après les serveurs, on peut y rencontrer Michel Piccoli, Jean-Paul Belmondo, Bernard Lavilliers, Jacques Higelin... et y dîner très bien pour moins de 100 francs.

* Rialto, 7, rue de Flandre, Paris 19°. Tél. : 507-57-61.

THÉÂTRE

LA CHÉREAULOGIE

M. Edmond Brauer, directeur des affaires sociales et juridiques de l'Union des transports aériens, nous écrit :

Il faut certes féliciter le Monde, tant pour l'importance accordée dans ses colonnes au festival de Bayreuth que pour la qualité des articles de J. Leclercq. La fréquence des références laudatives faites à l'ancienne mise en scène de P. Chéreau (Ah ! si Chéreau était là...) amène cependant le lecteur à s'interroger sur les critères adoptés par votre collaborateur pour apprécier la Tétralogie de Wagner elle-même ou bien une « chéreaulogie » prédominante.

Les responsables du Festival, qui n'ont retenu le Ring Boulez/Chéreau que pour la plus courte durée d'une mise en scène à Bayreuth depuis 1976 sont-ils incompétents ou sont-ils avides d'avoir reconnu un erreur de choix commise voici maintenant plus de huit ans ? Les participants au Festival qui préfèrent le nouveau Ring sont-ils passistes ou inadaptés à une louange inconditionnelle de « trouvailles » telles que l'oiseau en cage ou les roues du dragon de l'ancienne formule ? Wagner lui-même était-il condamnable lors de la première représentation de l'Or du Rhin à Munich, à laquelle il décida de ne pas assister (démarcation à Tribünen pour manifester son désaccord), car il jugeait inacceptables les costumes de ville des filles du Rhin (comme dans la formule abandonnée à Bayreuth).

L'exagération du mode iconoclaste des louanges de la présentation Boulez/Chéreau adoptée voici plusieurs années déjà dans les articles du Monde a contribué à exaspérer le phénomène de rejet, chez les participants du Festival, de cette mise en scène, louable à maints égards et sans doute perfectible (en quoi les « trouvailles » citées ci-dessus étaient-elles indispensables, sinon pour une caricature ?).

La persistance rétroactive de ces louanges, contre le jugement du public, amènerait, en dépit de l'intérêt des articles de J.L., à opérer un rapprochement avec les critiques de l'époque de Molière, qui avaient provoqué ses déclarations connues sur la qualité du jugement des spectateurs au regard de celui des commentateurs.

[Depuis dix ans environ, les nouvelles productions de Bayreuth ne sont primées que pour trois ans. La Tétralogie montée par Chéreau et Boulez a été donnée cinq ans, en raison de son succès. Celle de Peter Hall et de Georg Solti doit en principe s'achever en 1985.]

CINÉMA

Un immense succès auprès du public

Avec une sélection particulièrement riche et variée, le VII^e Festival des films du monde de Montréal (jusqu'au 28 août) confirme le succès déjà constaté l'an dernier auprès d'un public gavé malgré lui de productions hollywoodiennes et qui ne demande qu'à connaître un cinéma différent.

En dépit du prix relativement élevé de l'entrée (à 5 dollars par séance, soit 24 à 30 F), les cinq salles du cinéma Le Parisien, en plein centre-ville, ne désertent pas de 9 heures du matin à minuit. Pour faciliter l'accès aux guichets, les organisateurs ont obtenu la fermeture partielle pendant onze jours d'une des principales artères commerciales de Montréal. Discipliné, le public fait la queue pendant des heures pour obtenir des billets.

La boulimie du public montréalais ne se borne pas aux valeurs consacrées. La Balade de Narayama, du Japonais Shohei Imamura, qui a remporté cette année la Palme d'or au Festival de Cannes, dernier film de françois Truffaut, Vivement dimanche ! projeté en ouverture ont fait salle comble, mais aussi des œuvres moins connues, comme l'Impératif, de Krzysztof Zanussi, totalement inconnues du grand public, ou la plupart des huit films soviétiques présentés hors concours.

Les cinéastes étrangers invités au Festival ont constaté cet engouement avec surprise, et en ont retiré beaucoup de confort. Le réalisateur français Bernard Favre, qui présentait pour la première fois son film la Trace (section « Cinéma d'aujourd'hui et de demain »), reconnaît n'avoir jamais vu un aussi bon public. « J'étais angoissé au début de la projection, nous a-t-il raconté. Mais, très rapidement, j'ai constaté que les gens réagissaient aux bons moments. Et puis les applaudissements à la fin... c'est merveilleux. Quelle différence avec le public français tellement passif. » Pour son premier film de fiction, dont il a écrit le scénario en collaboration avec Bertrand Tavernier, Bernard Favre est comblé puisque la critique de Montréal a très bien accueilli la Trace.

L'action se passe en 1859 dans le royaume de Savoie. Un colporteur, Joseph, et sa mule parcourent les Alpes — les couleurs sont superbes — pour vendre de la mercerie dans les villages les plus reculés. L'Europe n'est pas encore unifiée, et Joseph, Richard Berry, passe de la Savoie au Val d'Aoste et à la Lombardie sans même remarquer les frontières. Il parle, selon les lieux où il se trouve et

LE VII^e FESTIVAL DE MONTRÉAL

Un immense succès auprès du public

les rencontres qu'il fait, français, italien ou savoyard — la Trace est d'ailleurs le premier film partiellement parlé en savoyard. La guerre fait rage un peu partout et Joseph entend vaguement les échos des terribles batailles de Magenta et de Solferino qui vont faire de lui, à son corps défendant, un citoyen français. Il ne l'apprend qu'à son retour chez lui lorsqu'il se heurte aux douaniers français qui gardent la nouvelle frontière.

Anglophones et francophones en désaccord

« J'ai voulu raconter le basculement d'un monde agricole qui s'est fait au détriment des paysans », explique Bernard Favre, lui-même originaire de Tignes (Savoie) et qui a fait un documentaire sur la disparition de son village sous les eaux du barrage (le Montagne disparue). « Cette uniformisation, cette centralisation, dit-il, ont provoqué le départ des ruraux vers la ville et la formation d'un prolétariat urbain. Quand j'ai présenté mon scénario pour obtenir une avance sur recettes, j'ai constaté qu'à Paris, on ne s'intéressait guère à un sujet aussi lointain. J'ai d'abord essuyé un refus, mais l'arrivée au pouvoir des socialistes, qui se disent décentralisateurs mais ne le sont, en fait, pas plus que leurs prédécesseurs, m'a permis d'obtenir l'avance ».

Plus encore que les années précédentes, le Festival de Montréal accorde une large place à la production française et, pour la troisième fois en sept ans, la présidence du jury a été

confiée à la France. Après Alain Delon en 1978 et Marie-José Nat en 1982, c'est en effet l'actrice Marie-Christine Barrault qui préside l'Assemblée de sept membres, dont le chinois Chen Xuyi (il dirige le studio de doublage de Shanghai). Vingt-cinq films français sur les cent six longs métrages projetés à Montréal sont présentés, dont deux en compétition officielle (Mortelle randonnée, de Claude Miller et Danton, du réalisateur polonais Andrzej Wajda).

Douze productions françaises sont placées dans la catégorie hors concours, notamment le Lune dans le caniveau, de Jean-Jacques Beineix, l'Argent, de Robert Bresson, le Crime, de Philippe Labro, L'été meurtrier, de Jean Becker, la Vie est un roman, d'Alain Resnais, l'Homme blessé, de Patrice Chéreau. Dix films français sont projetés dans la catégorie « Cinéma d'aujourd'hui et de demain », en particulier Pauline à la plage, d'Eric Rohmer et Equateur, de Serge Gainsbourg.

Comme les années précédentes également, une section est réservée au cinéma d'Amérique latine : huit œuvres dans cette catégorie, dont Altos Bréil, de Roberto Fariña, qui évoque sans détour la pratique de la torture sous la dictature militaire et qui fut d'abord interdit par les Brésiliens. Deux films adaptés à partir des œuvres de l'écrivain Gabriel Garcia Marquez étaient au programme : Eréndira, de Ruy Guerra et le Mer du zélande perdu, de la réalisatrice vénézuélienne Solveig Hoogesteijn. La Colombie, fait depuis peu une entrée remarquée dans la production cinématographique grâce au finance-

ment de l'Etat et présentait un film intéressant et inquitant de Luis Ospina, Fur-Sang — qui était cette année au Marché du film à Cannes, — s'inspire du thème des vampires pour illustrer l'exploitation des peuples paysans par les riches propriétaires fonciers de Colombie.

Contrairement à la plupart des festivals, celui de Montréal se passe dans une ville bilingue, ce qui permet de constater des réactions très différentes selon qu'il s'agit d'un public francophone ou d'un public anglophone. Les jugements des critiques dans la presse des deux langues sont souvent aux antipodes. Comme c'était prévisible, le film de Jean-Jacques Beineix, la Lune dans le caniveau, a été très mal reçu par la presse francophone. Un journal a même titré : « Beineix dans le caniveau ». En revanche, le quotidien anglophone The Gazette s'est extasié devant ce film. Pour l'Argent, de Robert Bresson, et Benvenuto, d'André Delvaux, c'est l'inverse. Les critiques francophones considèrent ces deux films comme des chefs-d'œuvre, tandis que The Gazette les critique sévèrement. Seuls la Balade de Narayama et Vivement dimanche ! ont réussi à faire l'unanimité.

BERTRAND DE LA GRANGE.

« RECTIFICATIF. — Dans l'article que nous avons consacré au spectacle présenté à la Galerie 55, nous avons fait une confusion dans la distribution des rôles. C'est Peggy Frankston, et non Pamela Jean Walt, qui incarne les rêves du héros (le Monde du 23 août).

UGC NORMANDIE - UGC BARRITZ - MARIANCON-CONCORDE PATHE - GRAND REX - UGC BOULEVARD - UGC ODEON
UGC MONTFARNASSE - UGC GORELINS - UGC CONVENTION - MISTRAL - CINE BEAUBOURG LES HALLES - FORUM CINEMA - LES IMAGES
14 JUILLET BEAUGRENELLE - ATHENA - UGC GARE DE LYON - 3 SECRETAN - 3 MURAT - PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT MAILLOT
MEJES Montreuil - ARTEL Crit'el - ARTEL Negant - ARTEL Rosny - ARTEL Marne La Vallée - FIAMADES Sarcelles - AVIATIC La Bourget
PARINOR Aubervilliers - LES PERRAY St Geneviève-des-Bois - BUXY Val d'Yverres - CLUB Colombes - PARAMOUNT La Varenne - CLUB Maisons-Affort
ROBERTPIERRE Viry - CYRANO Versailles - CIL St Germain - ARIEL Rueil - FRANCAIS Enghien - GANIMA Argenteuil - CERBY Pontoise
DOMINO Montreuil - CLUB Les Marais - VELIZY 2 - MEUX 1234 - ARIEL Ramboillet - ARCEL Corbeil - VILLAGE Neuilly - 9 DEFENSE-4 TEMPS

CLAUDE BRASSEUR - JEAN-CLAUDE BRIALY - JEAN-LOUIS TRINTIGNANT - GABRIELLE LAZURE - DAYLE HADDON



LA CRIME
UN FILM DE PHILIPPE LABRO

COMMUNICATION

A VOIR

Les jeunes filles

De la sortie d'un lycée de Neuilly à la plage de Deauville, de la fête de Polytechnique à des déambulations dans un Paris nocturne, Françoise Liffman nous propose cinq portraits de jeunes filles. Elles ont entre quinze et vingt ans, appartiennent à des milieux différents. Fini les grands engagements politiques, les critiques radicales et les remises en cause personnelles qui ont suivi mai 68. En 83, on parle amour, indépendance et argent.

A la fois insouciance et lucidité, Clémence, dix-sept ans, qui s'est mariée à 15, a eu un enfant parce qu'elle « en avait envie » mais elle s'est aperçue que « c'était du boulot ». Elle rêve d'un bel appartement aux Hautes et de gagner plus d'argent, « beaucoup plus ». Pour Nathalie et Stéphanie, dix-sept ans, toutes deux dans le même lycée

et bacheliers depuis le début de l'été, l'argent aussi est important, il permet « plus de loisirs et plus d'indépendance ».

L'indépendance, le maître-mot qui revient comme un leit-motiv dans tous ces témoignages. C'est l'indépendance qui a poussé Claire, dix-huit ans, coiffeuse, à quitter ses parents pour habiter seule à Paris. Amoureuse de la nuit (« les gens et la vie sont différents »), solitaire, elle a envie d'« intéresser les autres ». La caméra la suit dans un café, le long des guichets du Louvre, dans ses rencontres éphémères.

Une galerie de portraits intimistes, attachants. Françoise Liffman sait poser ses questions, et rester discrète.

L.V.-G.

* Magazine « Vendredi » : A quoi rêvent les jeunes filles ? Le 26 août, FR 3, 20 h 35.

Radio-France internationale : un moral de « battant »

Le Tchad, le Cameroun, la Haute-Volta, le Chili... Le contexte est particulièrement « chaud » au moment du transfert de direction à Radio-France internationale (R.F.I.). Que va devenir la « Voie de la France à l'étranger » avec le nouveau directeur général, M. Fouda Benhalla, nommé depuis le 18 août en remplacement de M. Hervé Bourges (le Monde du 19 août 1983) ? Pas de nouvelles orientations. Pas de changement de politique générale : « On a participé à l'élaboration des nouvelles orientations ; on a formulé avec M. Hervé Bourges ce projet qu'il a porté », fait remarquer M. Fouda Benhalla. Il entend donc poursuivre la politique de développement amorcée par son prédécesseur depuis janvier 1982.

Plutôt content du budget qu'il a obtenu (« une augmentation considérable, dans la période d'austérité qui caractérise l'ensemble de l'audiovisuel »), M. Fouda Benhalla fait remarquer qu'il faut tout de même tempérer cette augmentation par le fait que, aujourd'hui, R.F.I. doit reverser une partie importante de ce budget à T.D.F. (ce qui n'était pas le cas auparavant). Il considère cependant que l'augmentation réelle de son budget - qu'il évalue à quelque 80 millions de francs - va lui permettre de « débloquer un certain nombre d'actions significatives » : lancement d'émissions en direction de l'Asie du Sud-Est fin 1983 ou début 1984, renouveau de quatre à dix-sept heures d'émissions par jour en Amérique latine en février 1984 ; augmentation du nombre des émissions en russe en 1984 (ces émissions, encore à l'essai pour l'instant, vont débiter le 4 septembre). Il est question, pour l'Europe de l'Est, de lancer une ou deux langues nouvelles (le roumain ? le croate ? c'est

(1) M. Hervé Bourges, le nouveau P.-D. G. de T.F.1, veut accroître les liens entre R.F.I. et la première chaîne. Par des échanges entre les deux rédactions et par la reprise partielle par T.F.1 d'un Club international de la presse, créé, à R.F.I.

« M. Raphaël Constant, président de la radio antillaise indépendante Radio-Volca, on autorisée, a décidé de se rendre ce vendredi 26 août à la convocation du juge d'instruction afin de rendre possible ce qui doit être encore et d'éviter tout drame à venir ».

« La revue « Médias », qui paraît tous les quinze jours, sera diffusée dans les kiosques à partir du vendredi 26 août. Créée il y a trois ans pour les milieux professionnels de la communication, principalement publicitaire, Médias annonce une diffusion de cinq mille exemplaires qu'elle espère doubler. Une campagne de publicité a accompagné ce lancement auprès du grand public, centrée sur l'article vedette du numéro de rentrée : « Le plan média du président ». La revue y expose les moyens employés, selon elle, par M. François Mitterrand pour améliorer son image et son message.

« Médias, 18, boulevard Montmartre, 75009 Paris. Tél. : 246-75-25. Le numéro : 25 F.

« Patrick Poivre d'Arvor, présentateur du journal de 20 heures d'Antenne 2, a déclaré à Bogota, où il se trouve pour quelques jours, que la décision de la direction de la chaîne à son égard est « l'aboutissement d'un lent processus de dégradation depuis deux ans ». P.P.D.A., qui n'a pas « le goût des décisions imposées », estime qu'on le « contraint ainsi à quitter avec regret les téléspectateurs ». Il continuera, d'attendre que son sort soit « définitivement fixé » sur la deuxième chaîne, à présenter le magazine hebdomadaire « A nous deux » et souhaite que son geste « ne soit récupéré par personne ».

un cocktail quand la nuit commence

Le Negroni.

1/3 Campari.

1/3 Gordon's Gin.

1/3 Martini rouge.

1/2 tranche d'orange.

Servir glacé.

(recette de Fosco Scarselli pour le Comte Negroni).

Vendredi 26 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Au théâtre ce soir : Un dîner intime ou Un maître coq. D.Y. Chatelet, mise en scène de R. Mantel, avec R. Mirmont, J. Balutin, F. Lax... Un célibataire attire dans sa garçonnière la femme de son meilleur ami. Arrive un pique-assiette...

22 h 15 Journal.

CE SOIR AVENTURE

La Grande Aventure

Montgolfière

Disponible dans tous les Vip Video Clubs

22 h 25 Championnats d'Europe de natation à Rome.

23 h Le jeune cinéma français de court métrage. « Chansons souvenirs », de R. Salis.

23 h 35 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Série : Verdi. De R. Castellani. Adapt. C. Tommasi et E. Balotti. Verdi compose l'opéra pour l'ouverture du canal de Suez. La mort de Mariani et celle de Manzoni affectent le musicien... La plus constante des séries !

21 h 55 Apogées. Magazine littéraire de B. Pivrot. Sur le thème : Marx, cent ans après sa mort, sont invités : Georges Labica (Dictionnaire critique du marxisme), Jean-Pierre Lefebvre (traducteur de la quatrième édition du Capital de Karl Marx), Maximilien Rubel (critique et analyse des œuvres de Karl Marx - 3 tomes), Claude Mazauric (pour : Karl Marx, histoire de sa vie, par Franz Mehring).

LE CAPITAL

traduction inédite

Jean-Pierre Lefebvre

Franz Mehring

KARL MARX - Histoire de sa vie

Messidor - éditions sociales

23 h 10 Journal.

23 h 20 Cinéma d'été, cinéma d'été : le Cour à l'envers. Film français de F. Appréderis (1980) : avec A. Girardot, L. Malet, C. Denner, S. Audran, F. Pernet, R. Bertin. Un jeune homme de vingt-quatre ans vient perturber la vie de sa mère (séparée de lui depuis son divorce) par son affection tyrannique. Il l'entraîne dans un voyage en Espagne et la pousse à un jeu pervers. Mise en scène d'une effrayante subtilité pour un sujet qui aurait pu donner une intéressante étude psychologique. Le métier d'Anne Girardot n'arrive pas à sauver ce film.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Vendredi : A quoi rêvent les jeunes filles ? Magazine d'information d'A. Campana. (Lire l'article ci-contre.)

21 h 30 Journal.

21 h 50 Série : l'Aventure. Une terre d'avant les hommes, de F. Rosati. L'Australie - le plus petit continent, la plus grande île du monde - une gigantesque musée national.

22 h 40 Festival international du jazz à Juan-les-Pins. Avec Kenny Clarke.

23 h 10 Prélude à la nuit. Deux baguettes, de Castorède, par le Quatuor de flûtes Arcadi.

FRANCE-CULTURE

20 h La chanson de l'été : peut-on écrire la musique des années ?

21 h Les chaînes de documentaire : Passepartout aux Amériques.

22 h Un rêveur de mots : Gaston Bachelard, la poésie et les sciences (le dur, le mou et le métallique).

23 h 30 Communauté des radios publiques de langue française : Radio-France présente : la Belle, par J.-P. Milovanoff.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 20 Concert (donné le 10 février 1983 au grand auditorium de Radio-France) : Allegro de concert pour piano et orchestre, Concerto pour violoncelle et orchestre, Symphonie n° 1, Concerto pour quatre cors et orchestre, de R. Schumann, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. T. Guschlbauer ; sol. M. Dalberto, piano, F. Lodon, violoncelle, J.-J. Justafé, A. Courtois, J.-P. Cantel, J.-C. Barro, cors.

22 h 15, Fréquence de nuit : le tour du monde en trente-cinq rêves : « Chili, musique pour un art nouveau ».

Samedi 27 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

11 h 40 Vision plus.

12 h 10 La route buissonnière.

12 h 45 Série : Chéri Bibi. (Rt à 15 h 45, 16 h 50, 17 h 45)

12 h 55 Face à face.

13 h Journal.

13 h 30 Série : Salvator et les Mohicans de Paris.

14 h 25 Accordéon, accordéon.

14 h 50 Casaque et bottes de cuir. Magazine du cheval.

15 h 15 Histoires naturelles : L'espagnol volier à Dakar.

16 h Aventures inattendues. De l'électricité et des hommes.

16 h 25 Série : Les irrésistibles.

17 h 5 Croque vacances.

18 h Trente millions d'amis.

18 h 15 Magazine auto-moto.

18 h 45 Jack spot.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Jeu : Super-défi.

19 h 45 Jeu : Marion-les.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 15 Antiope.

11 h 55 Journal des sourds et des malentendants. Smoky Robinson.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Série : Shérif, fais-moi peur.

14 h 25 Les aventures de Tom Sawyer.

14 h 50 Les jeux du stade. Naïtation : athlétisme ; ski nautique ; cyclisme.

18 h Les carnets de l'aventure. « Fleuves d'Afrique », de H. Agrot.

19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Joe Dassin.

21 h 35 Jeu : La chasse aux trésors. A. Quimper.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Colportages : Ou les matinales de l'été, en direct d'Als.

8 h 15 Versers de la lettre.

9 h 7 L'Inde : Assam, Pendjab, Népal.

11 h Musique : Festival estival de Paris.

12 h Le point des arts.

14 h La Meurtre, d'après Papadimitriou, adapt. C. Oudin et F. Oger. Avec M. Rouvière, J.-L. Buzès, A. Demeyer...

17 h James Joyce.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Samedi matin : œuvres de Bach, Crusell, Mozart, Massenet...

8 h 5, Arts de recherche.

9 h, Carnet de Notes.

11 h 5, La tribune des critiques de disques : le Tricorne, de M. de Falla.

13 h 30, Concert-lecture (donné le 5 juin dernier au Grand Auditorium) : œuvres de Haydn, Mendelssohn, Brahms, Fauré, Franck, Bartok, par la chorale Audite Nova, de Paris, dir. J. Sourisse.

15 h L'arbre à chansons.

16 h 20, Présentation de concert.

17 h, Concert (donné le 30 juillet 1983 au festival de Bayreuth), la Tétralogie : le Crépuscule des dieux, de Wagner, par les chœurs et l'orchestre du Festival de Bayreuth ; dir. : G. Solti ; chef des chœurs : N. Baltsch.

22 h 30, Le chef des archétes : Toscanini et l'Orchestre philharmonique de New-York (deuxième partie) : œuvres de Rossini, Beethoven.

TRIDUNES ET DÉBATS

SAMEDI 26 AOÛT

Mme Michèle Corta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, est l'invitée du « Journal inattendu » sur R.T.L. à 13 heures.

A 35 KM DE PARIS

Venez vivre en famille

le monde merveilleux de Saint-Vrain

LE MONDE DES ANIMAUX • LE MONDE DE LA PRÉHISTOIRE

LE MONDE DE LA FÊTE

AUTOROUTE A6 - SORTIE VIRY-FLÉURY - TÉL. : 456.10.80



cinéma

LA MONTAGNE MAGIQUE (AIL, v.a.) : Fernand Orléan-Extrême, 1^{er} (233-63-65) ; Saint-Germain-Saint-Étienne, 1^{er} (633-63-20) ; Gaumont Colisée, 1^{er} (359-29-86) ; Parisiennes, 1^{er} (329-83-11) ; V.L. : Saint-Lazare-Pasquier, 1^{er} (387-35-43).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A. v.a.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{er} (575-79-79) ; Impérial, 2^e (742-72-52) ; Hautefeuille, 1^{er} (633-79-38) ; Marignan, 1^{er} (359-82-82).

LE MUR (Franco-Tur, v.a.) : 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{er} (575-79-79) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{er} (575-79-79).

NEWSFRONT (Aul, v.a.) : Saint-André-des-Arts (Hap), 1^{er} (326-48-18).

NOUS ÉTIONS TOUS DES NOMS D'ARBRE (Fr.) : Marais, 1^{er} (278-47-86).

OFFICIER ET GENTILHOMME (A. v.a.) : 7-Art Beaugrenelle, 1^{er} (278-47-86).

CEIL POUR CEIL (A. v.a.) : Paramount City Triomphe, 1^{er} (562-45-76) ; v.f. : Paramount Opéra, 1^{er} (742-56-31) ; Massville, 1^{er} (770-72-86) ; Parisiennes, 1^{er} (359-29-86) ; Paramount, 1^{er} (329-83-11) ; Tourville, 2^e (364-51-98).

OU EST PASSÉ MON IDOLE ? (A. v.a.) : U.G.C. Biarritz, 1^{er} (723-62-23).

PATRICIA (Aul, v.a.) : 1^{er} : U.G.C. République, 1^{er} (633-68-22) ; Etoile, 1^{er} (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Boulevard, 1^{er} (246-66-44) ; Paramount Beaugrenelle, 1^{er} (575-79-79) ; Convention Saint-Charles, 1^{er} (575-33-00) ; Pathe Clichy, 1^{er} (522-46-01).

PAULINE À LA PLAGE (Fr.) : Cinépolis (Hap), 1^{er} (633-10-82).

POKEY'S II (A. v.a.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Marignan, 1^{er} (359-82-82). (V.L.) : France, 1^{er} (770-33-88) ; Massville, 1^{er} (770-72-86) ; Parisiennes, 1^{er} (359-29-86) ; Paramount, 1^{er} (329-83-11) ; Tourville, 2^e (364-51-98).

LES PRÉDÉCESSORS (Bil, v.a.) : 1^{er} : U.G.C. Biarritz, 1^{er} (723-62-23) ; Saint-Michel, 1^{er} (326-79-17) ; Marignan, 1^{er} (359-82-82). (V.L.) : France, 1^{er} (770-33-88) ; Massville, 1^{er} (770-72-86) ; Parisiennes, 1^{er} (359-29-86) ; Paramount, 1^{er} (329-83-11) ; Tourville, 2^e (364-51-98).

LE ROI DES SINGES (Cinéma) (V.L.) : Marais, 1^{er} (278-47-86).

STELLA (Fr.) : Biarritz, 2^e (742-60-33) ; Beaugrenelle, 1^{er} (575-79-79) ; Ambassade, 1^{er} (359-19-08).

SUPERMAN III (A. v.a.) : Cluny Palace, 1^{er} (354-07-76) ; Ambassade, 1^{er} (359-19-08) ; George V, 1^{er} (562-41-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{er} (575-79-79). (V.L.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Beaugrenelle, 1^{er} (575-79-79) ; Richelieu, 2^e (233-60-70) ; Alhambra, 1^{er} (323-07-48) ; Foyette, 1^{er} (331-60-74) ; Gaumont Sud, 1^{er} (327-96-50) ; Marais, 1^{er} (278-47-86) ; Gaumont Convention, 1^{er} (522-46-01) ; Pathe Clichy, 1^{er} (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 2^e (636-10-96).

TONNERRE DE DIEU (A. v.a.) : Cluny Palace, 1^{er} (354-07-76) ; Beaugrenelle, 1^{er} (575-79-79) ; Danton, 1^{er} (329-42-62) ; Publicis Saint-Germain, 1^{er} (222-72-80) ; Normandie, 1^{er} (359-41-18) ; Publicis Champs-Élysées, 1^{er} (770-72-86) ; (V.L.) : Rex, 1^{er} (235-83-93) ; U.G.C. Opéra, 1^{er} (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 1^{er} (544-14-27) ; Paramount Opéra, 1^{er} (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 1^{er} (326-79-17) ; U.G.C. Gobelins, 1^{er} (326-79-17) ; Paramount Gaillon, 1^{er} (329-80-10) ; Paramount Opéra, 1^{er} (742-56-31) ; U.G.C. Convention, 1^{er} (522-46-01) ; U.G.C. (288-62-34) ; Paramount Mailloir, 1^{er} (758-24-24) ; Pathe Wexler, 1^{er} (522-46-01) ; Secrétan, 1^{er} (241-77-99).

TOUTSE (A. v.a.) : Cluny Palace, 1^{er} (354-07-76) ; Marais, 1^{er} (278-47-86). (V.L.) : U.G.C. Opéra, 1^{er} (261-50-32).

LA TRAVIATA (It.) (v.a.) : Vendôme, 2^e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 1^{er} (225-09-83).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.a.) : 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{er} (575-79-79) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{er} (575-79-79) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{er} (575-79-79).

LA ULTIMA CENA (Cah.) (v.a.) : Hap Danton, 1^{er} (321-42-73) ; Hap Châtelet-Victoria, 1^{er} (508-94-14).

UN FILIC AUX TROUSSES (A.) (v.f.) : Paramount Opéra, 1^{er} (742-56-31).

VICTOR, VICTORIA (A. v.a.) : Saint-Michel, 1^{er} (326-79-17).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Côté, 1^{er} (354-07-76).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Richelieu, 2^e (233-60-70) ; Studio de la Harpe, 1^{er} (634-25-52) ; Haussmann, 1^{er} (633-79-38) ; La Paque, 1^{er} (705-12-15) ; Marignan, 1^{er} (359-82-82) ; Lincoln, 1^{er} (359-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 1^{er} (387-35-43) ; France, 1^{er} (770-33-88) ; Nation, 1^{er} (343-04-67) ; Montparnasse Pathe, 1^{er} (320-12-06) ; Miroir, 1^{er} (539-52-43) ; P.L.M. Saint-Jacques, 1^{er} (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 1^{er} (544-25-02) ; Gaumont Convention, 1^{er} (522-46-01) ; Gaumont Mailloir, 1^{er} (758-24-24) ; Pathe Wexler, 1^{er} (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 2^e (636-10-96).

LA VOUTURE (Fr.) : Studio Bertrand, 1^{er} (783-64-66).

LE VOYAGE À DEAUVILLE (Fr.) : Olympia, 1^{er} (542-67-42).

VOUS HABITEZ CHEZ VOS PARENTS ? (Fr.) : Biarritz, 2^e (742-60-33) ; George V, 1^{er} (562-41-42).

Centre Culturel International de Cerisy-la-Salle

RÉSURRECTION D'ANDRÉ SUARÈS

Longtemps enseveli d'oubli, l'œuvre considérable d'André SUARÈS (1898-1948) est en voie d'être redécouverte. Plusieurs rééditions de titres majeurs, épuisés depuis des dizaines d'années, sont prévues - comme le fameux « Voyage du Condottiere ».

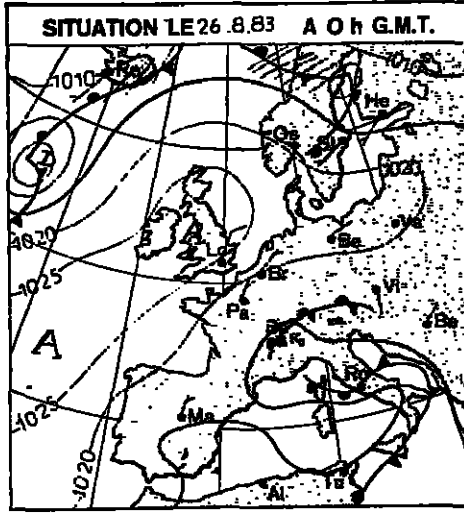
De son côté le Centre culturel international de Cerisy-la-Salle organise un colloque Suarès (jeu à un colloque V. Larbaud), du 3 au 9 septembre 1983. Seront réunis, autour d'Yves-Alain FAVRE, de l'école suarésienne : J.-M. BARNAUD, P. BESNIER, M. DROUIN, C. LIGER. Les communications seront suivies d'une Table Ronde, avec M. DECAUDIN, F.-X. JAUJARD, Y. LEROUX.

Tous renseignements et inscriptions au C.C.I.C., 27, rue de Boulainvilliers, PARIS 75016.

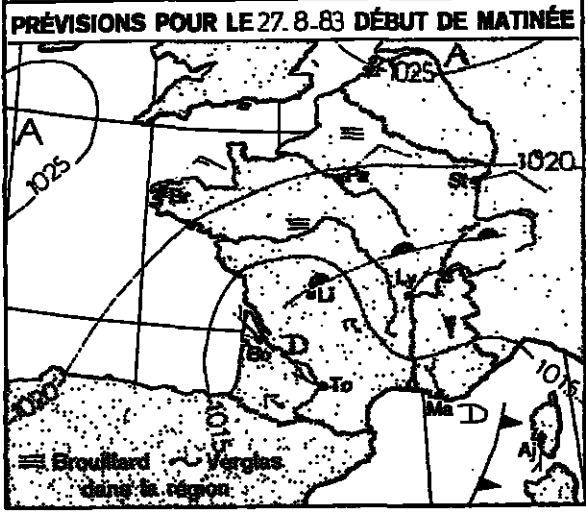
49/11/20/15/20

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 26.8.83 A 0h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 27.8.83 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 26 août à 0 heure et le samedi 27 août à minuit.

La France restera partagée en deux. La moitié nord sera sous l'influence des hautes pressions donnant du beau temps avec des brumes matinales. La moitié sud sera influencée par une dépression orageuse oscillant entre le golfe de Gascogne et les Baléares. Progressivement, les hautes pressions gagneront du terrain vers le sud.

Samedi, sur la moitié nord de la France, ciel très brumeux le matin, surtout près des côtes et dans les vallées. Assez rapidement le soleil brillera, réchauffant l'atmosphère et dissipant les dernières brumes de brume. C'est près des côtes de la Manche que le ciel aura le plus de mal à s'éclaircir. L'après-midi, beau temps bien ensoleillé, formation de nuages d'évolution diurne en fin de journée. Les températures ne changeront pas beaucoup, 23°C à 25°C dans l'ensemble, 21°C sur la côte nord de Bretagne et la côte normande.

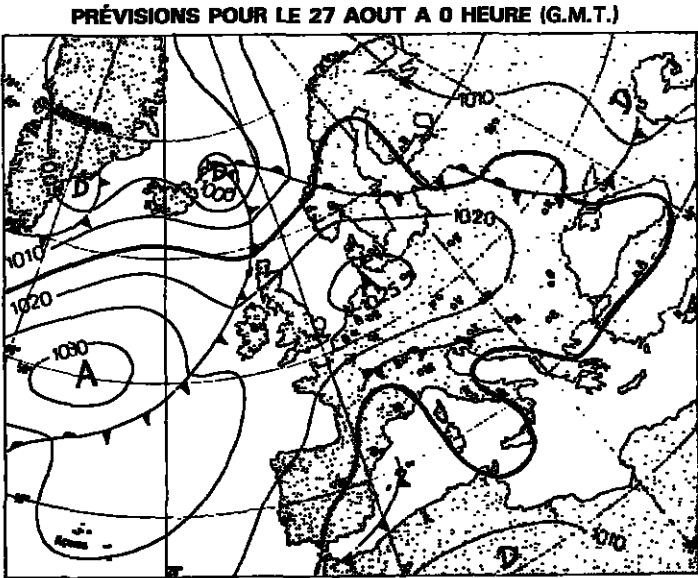
Sur la moitié sud, encore un temps assez nuageux, du moins en début de journée. Les orages se manifesteront encore sur le sud de l'Aquitaine, les Pyrénées, le sud du Massif Central et les Alpes. En plaine, les nuages seront moins menaçants et laisseront se développer quelques éclaircies. En montagne, les orages seront moins violents et plus isolés que ces derniers jours.

La moitié sud commencera aussi à sentir un début d'amélioration, les températures resteront assez élevées sur le sud-est, 25°C à 30°C. Le reste de cette moitié du pays, 25°C à 26°C.

Les vents seront faibles de secteur est sur la plus grande partie de la France.

Evolution générale pour le dimanche 28 août.

Les hautes pressions axées de l'Atlantique à l'Angleterre maintiendront un flux anticyclonique de secteur nord-est sur la moitié nord de la France, la moitié sud restant sous l'influence de la zone dépressionnaire à caractère orageux qui persistera sur la Méditerranée.



PRÉVISIONS : De la Méditerranée et des Alpes jusqu'au Jura, au Massif Central et au Bassin Aquitain, temps nuageux et brumeux avec ondées orageuses épaisses surtout en fin de journée et en cours de nuit; vents faibles et variables.

Plus au nord, beau temps avec vents modérés de secteur nord-est; toutefois des Flandres aux côtes normandes, les formations nuageuses matinales seront fréquentes et parfois à dissipation tardive.

Dans l'ensemble les températures resteront encore légèrement supérieures aux normales de saison.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le 26 août à 8 heures, de 1018,5 millibars, soit 763,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 août; le second le minimum de la nuit du 25 au 26 août):

Ajaccio, 26 et 18 degrés; Biarritz, 23 et 19; Bordeaux, 23 et 18; Bourges, 21 et 17; Brest, 21 et 14; Caen, 19 et 16; Cherbourg, 21 et 16; Clermont-Ferrand, 21 et 16; Dijon, 27 et 17; Grenoble, 27 et 15; Lille, 25 et 17; Lyon, 25 et 18; Marseille-Marganne, 26 et 19; Nancy, 30 et 17; Nantes, 22 et 16; Nice-Côte d'Azur, 25 et 20; Paris-Boulogne, 25 et 17; Pau, 24 et 18; Perpignan, 29 et 21; Rennes, 21 et 16; Strasbourg, 28 et 18; Toulon, 23 et 17; Toulouse, 24 et 18; Pointe-à-Pitre, 31 et 27.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 31 et 17 degrés; Amsterdam, 26 et 16; Athènes, 30 et 20; Berlin, 25 et 15; Bonn, 31 et 13; Bruxelles, 27 et 15; Le Caire, 35 et 22; Les Canaries, 27 et 21; Copenhague, 21 et 14; Dakar, 30 et 26; Djéba, 31 et 26; Genève, 25 et 15.

Les mots croisés se trouvent page 12.

VIVRE A PARIS —

Des chambres pour les étudiants

L'Union parisienne des étudiants locaux (UPEL) se préoccupe des difficultés que connaît cette année la location étudiante. Alors que les chambres sont traditionnellement libérées en juillet, de nombreux étudiants ont conservé la leur pour préparer jusqu'en septembre les examens qu'ils n'ont pu passer en juin à cause des grèves. A ces étudiants s'ajoute la vague des nouveaux à la recherche d'un logement pour l'année universitaire 83-84.

Devant la pénurie de logements, la surenchère s'installe et les prix montent. On compte en moyenne 700 F de loyer mensuel pour une chambre indépendante, 850 F pour une chambre non indépendante et 1 200 F pour un studio. Il n'est pas rare qu'une chambre de bonne soit louée au prix d'un studio tout confort.

Pour lutter contre cette montée des prix, l'UPEL voudrait décider les nombreux propriétaires réticents à louer à des étudiants les chambres de bonnes inoccupées qui existent un peu partout dans Paris. Elle a réalisé à leur intention un certain nombre de fiches pratiques sur les problèmes fiscaux, de bail, d'assurance, etc. L'UPEL recherche des chambres, studios ou appartements susceptibles d'être loués à des étudiants. Elle garantit aux propriétaires l'assurance de louer à des étudiants, donc de bénéficier d'exonérations fiscales, et la sécurité d'une association nationale, rapide et sans frais. Elle assure aux étudiants un service géré par des étudiants bénévoles et un fichier important (5 000 chambres par an).

L'UPEL est ouverte tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, et le mercredi de 10 heures à 19 heures sans interruption. 120, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Tél. : 633-30-78.

AUTOMOBILE

Au revoir la Golf, bonjour la Golf !

De notre envoyé spécial

Munich. — A trois semaines du Salon de Francfort, les constructeurs d'automobiles se déchaînent et l'on ne compte plus les présentations de modèles. Pour l'heure, c'est Volkswagen qui tient la palme. Charters et Mystère 20, bourrés de journalistes, assurent la liaison entre les capitales européennes et Munich, ville choisie par la firme de Wolfsburg pour les essais sur routes de la nouvelle Golf. Même le Concorde chargé de Britanniques a été mis à contribution. L'avion supersonique n'a pas manqué d'attirer, lors de son passage dans la capitale de la bière, le déplacement de quelque treize-cinq mille Munichois enus aux abords de l'aéroport, curieux ou enthousiastes, mais pour certains aussi furieux, comme peuvent savoir l'être de nos jours des écologistes allemands.

Accueillies avec chaleur par la presse d'outre-Rhin, distribuées sur le marché local avec plus de trois mois d'avance sur les marchés mondiaux, les nouvelles Golf apparaissent plus comme la nouvelle génération d'une gamme que comme des véhicules profondément nouveaux.

« En neuf ans, six millions de Golf ont été vendues de par le monde », réclamera le Dr Hahn, président du directoire de VW à ceux qui lui demandaient pour quelles raisons la nouvelle Golf ressemblait tant à l'ancienne. Et, ironisant un brin, d'ajouter : « Pourquoi alors faire une révolution. On peut même se demander s'il était si urgent de les rajouter. »

En fait, à y regarder de plus près, les retouches de détail sont plus importantes qu'on ne le pense : des centimètres de plus en largeur (+ 5,5 cm) et en longueur (+ 17 cm), un CX (1) qui passe à 0,34 (contre 0,42), une modification des suspensions, une surface offerte dans le coffre augmentée d'un tiers, une refonte de l'intérieur dans le sens de la sécurité, une augmentation de la contenance du réservoir (+ 40 %, soit 55 litres), une diminution du niveau sonore. Tout cela domant à l'usage un « plus » inco-

testable qui se traduira bien sûr aussi par une augmentation des tarifs de l'ordre de 3,3 % sur le prix de base pratiqué en Allemagne.

Le hall 54

Sur la route, les voitures essayées (1,3 litre, 1,6 litre à essence ordinaire et 1,8 litre roulant au super) se sont révélées silencieuses — hors des vibrations sur le 1,8 litre à régime moyen, — bien assises sur la chaussée, beaucoup plus confortables que les modèles anciens, mais la nervosité n'a pas gagné avec les moteurs qui se veulent très économiques. La GTI qui ne sera présentée qu'en février prochain devrait à ce titre, comme c'était le cas dans la gamme précédente, être le modèle « libéré » de ces contraintes.

L'apparition des Golf de deuxième génération préfigure aussi ce que pourra être l'avenir de la construction automobile à grande échelle : l'usine entièrement automatisée. D'autres marques, françaises, américaines ou japonaises l'ont également imaginé. Des unités partiellement comparables fonctionnent. Dans l'usine de Wolfsburg, l'unité de montage actuellement la plus moderne que l'on puisse visiter, le hall 54, est consacrée à cette nouvelle gamme de voitures. En fait, les ingénieurs ont conçu cette série de Golf de deuxième génération précédemment pour cette unité de montage. Relié par un tunnel aux autres ateliers, ce hall, bâti sur deux étages, est entièrement automatisé. Au rez-de-chaussée, l'assemblage des organes et des pièces constituant les groupes d'organes. A l'étage, le montage sur la carrosserie.

Dans un avenir proche, trois mille voitures par jour pourront sortir des chaînes automatisées. C'est peut-être bien là le véritable événement que constitue la sortie de ces nouvelles Golf.

CLAUDE LAMOTTE.

(1) Coefficient de pénétration dans l'air.

ENVIRONNEMENT

Dans le golfe de Gascogne

PAS D'IMMERSIONS DE DÉCHETS NUCLÉAIRES EN 1983

Les autorités belges ont renoncé, « pour un laps de temps indéterminé », à l'immersion de 3 700 tonnes de déchets radioactifs dans le golfe de Gascogne. La Suisse, qui devait participer à l'opération à partir du navire britannique *Atlantic Fisher*, devra aussi abandonner ce projet, selon un communiqué publié le mercredi 24 août par l'organisation écologiste Greenpeace.

En février 1983, la convention de Londres, qui regroupe cinquante-deux pays, avait voté, lors de sa réunion annuelle, un moratoire de deux ans pour les immersions pratiquées par les Anglais, les Hollandais, les Belges et les Suisses. « Alors que les gouvernements de ces pays n'avaient pas l'intention de respecter cette résolution, aucun d'eux n'a pu immerger ses déchets radioactifs cette année en raison d'un boycottage lancé par le syndicat des marins britanniques », rappelle Greenpeace, dont les militants se sont physiquement, depuis 1978, opposés au déversement dans l'Atlantique, à bord de canots pneumatiques.

« C'est la première fois, depuis seize ans, que la fosse Atlantique n'est pas souillée par les déchets nucléaires », a déclaré un porte-parole de l'association. « La victoire qui nous réjouit aujourd'hui ne doit pas faire oublier que de nombreux Etats considèrent toujours l'immersion comme la solution la plus simple et la moins coûteuse, quels qu'en soient les risques. »

Le Pérou et les baleines. — Le Pérou a annoncé sa décision d'abandonner la chasse à la baleine avant 1986, lors de la trente-cinquième réunion annuelle de la commission baleinière à Brighton, en Grande-Bretagne, annonce un communiqué du World Wildlife Fund (W.W.F.). Trois pays, la Norvège, le Japon et l'U.R.S.S., s'opposent encore au moratoire qui prévoyait l'arrêt de la

LE TRAITÉ D'ATHÈNES POUR RÉDUIRE LA POLLUTION DE LA MÉDITERRANÉE ENTRE EN VIGUEUR

Le traité conclu en 1980 à Athènes pour réduire fortement et contrôler la pollution de la Méditerranée peut entrer en vigueur, annonce un communiqué, publié le jeudi 25 août à Genève, par le « Programme des Nations unies pour l'environnement ».

Les Parlements de six pays (Algérie, Egypte, France, Monaco, Tunisie, et Turquie) ont ratifié les termes de l'accord signé à Athènes par les gouvernements concernés et qui pourrait leur coûter de 80 à 120 milliards de francs, dans les quinze ans à venir.

Environ 85 % de la pollution de la Méditerranée vient des côtes : déchets industriels, effluents domestiques, eaux de ruissellement. Les principales sources de pollution sont situées sur les côtes nord-ouest à l'embouchure des grands cours d'eau.

Le traité prescrit des normes de propreté pour les eaux côtières de l'ensemble du bassin méditerranéen.

« Les plages de la Méditerranée sont probablement les plus polluées du monde par les hydrocarbures et leurs dérivés », précise le communiqué. Moins de 4 % des parcs d'élevage de coquillages produisent des moules ou des huîtres propres à la consommation directe. Et trois plages sur quatre seulement peuvent être fréquentées sans danger par les baigneurs.

chasse à la baleine dans trois ans : près de dix mille baleines de toutes espèces sont tuées chaque année, en majorité par les Japonais. Les quotas accordés à la Norvège pour le petit rorqual ont été réduits de deux tiers, tandis que ceux des Etats-Unis pour la baleine baleine ont été réduits de dix-sept à vingt-sept par an, à la suite des pressions des communautés indigènes d'Alaska.

CARNET

Naissances

— Jérôme GARCIN et Anne-Marie PHILIPPE ont le très grande joie d'annoncer la naissance de leur fils

Gabriel, le 25 août 1983.

221, boulevard Raspail, 75014 Paris.

Décès

— Aix-en-Provence. M. André ARBAUD, ingénieur du génie rural et des eaux et forêts en retraite, chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier du Mérite agricole, survenu à Aix-en-Provence, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu à Jouques, le 22 août.

— M. Jean-Baptiste Cugliolo, son épouse.

M. Jean de Préaumont, député, adjoint au maire de Paris, et M. Ange Colonna d'Istria et M. M. Augustin Tolini, son frère.

M. Saint-Randazzo, sa petite-fille.

M. Jean-Baptiste CUGLIOLO, né François Tolini, survenu le 19 août 1983 dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale le 25 août 1983 en l'église de Bellevue (Corse).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

20, rue Alphonse-de-Neuville, 75017 Paris.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérant : André Laurens, directeur de la publication.

Anciens directeurs : Hubert Bouvet-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Impression : du « Monde », 5, r. des Italiens, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire de journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037

EN BREF

LOISIRS

FESTIVAL DE SARLAT. — Le quatrième Festival de l'action photographique et de créations audiovisuelles non professionnelles de Sarlat (Dordogne) aura lieu les 11, 12 et 13 novembre. Ce festival est ouvert à tous les réalisateurs (groupes, institution ou individu) ayant produit un document audiovisuel (fiction, documentaire, reportage, etc.) sur tous supports : film 16 mm et super 8, diaporama-vidéo et photo.

* Secrétariat du Festival audiovisuel de Sarlat, 7, rue La Botte, 24001 Périgueux. Téléphone (53) 68-30-30.

LOTTO

TIRAGE N°34

DU 24 AOUT 1983

4 15 18 43 46 49

NUMERO COMPLEMENTAIRE 22

NOMBRE DE GRILLES

RAPPORT PAR GRILLE

GAGNANTES

GAGNANTE (POUR 1 F)

6 BONS NUMEROS 7 1 626 415,50 F

5 BONS NUMEROS 79 72 056,30 F

+ complémentaire 1 394 12 250,60 F

4 BONS NUMEROS 87 615 194,90 F

3 BONS NUMEROS 1 911 940 12,90 F

PROCHAIN TIRAGE LE 31 AOUT 1983

VALIDATION JUSQU'AU 30 AOUT 1983 APRES-MIDI

Pour votre DEMENAGEMENT ODOUL

16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 208 10-30

Commerce et Art

Il meurt plus d'

Le monde de l'automobile est en pleine effervescence. Les constructeurs se disputent les places de leader. Les ventes augmentent. Les modèles se succèdent. Les innovations techniques sont nombreuses. Les défis sont nombreux. Les enjeux sont importants. Les perspectives sont optimistes. Les défis sont nombreux. Les enjeux sont importants. Les perspectives sont optimistes.

INFORMATI

la passion et la

Le monde de l'informatique est en pleine effervescence. Les constructeurs se disputent les places de leader. Les ventes augmentent. Les modèles se succèdent. Les innovations techniques sont nombreuses. Les défis sont nombreux. Les enjeux sont importants. Les perspectives sont optimistes.

Le monde de l'informatique est en pleine effervescence. Les constructeurs se disputent les places de leader. Les ventes augmentent. Les modèles se succèdent. Les innovations techniques sont nombreuses. Les défis sont nombreux. Les enjeux sont importants. Les perspectives sont optimistes.

Le monde de l'informatique est en pleine effervescence. Les constructeurs se disputent les places de leader. Les ventes augmentent. Les modèles se succèdent. Les innovations techniques sont nombreuses. Les défis sont nombreux. Les enjeux sont importants. Les perspectives sont optimistes.

Le monde de l'informatique est en pleine effervescence. Les constructeurs se disputent les places de leader. Les ventes augmentent. Les modèles se succèdent. Les innovations techniques sont nombreuses. Les défis sont nombreux. Les enjeux sont importants. Les perspectives sont optimistes.

Le monde de l'informatique est en pleine effervescence. Les constructeurs se disputent les places de leader. Les ventes augmentent. Les modèles se succèdent. Les innovations techniques sont nombreuses. Les défis sont nombreux. Les enjeux sont importants. Les perspectives sont optimistes.

Le monde de l'informatique est en pleine effervescence. Les constructeurs se disputent les places de leader. Les ventes augmentent. Les modèles se succèdent. Les innovations techniques sont nombreuses. Les défis sont nombreux. Les enjeux sont importants. Les perspectives sont optimistes.

Le Monde

économie

COMMERCE ET ARTISANAT

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN 1983

Il meurt plus d'entreprises artisanales qu'il n'en est créé

Il y a bien longtemps que l'artisanat n'auroit eu pareil honneur : un prochain conseil des ministres (celui du mercredi 31 août ou celui du mercredi 7 septembre) devrait en effet entendre une communication de M. Michel Crépeau sur cette activité, dont il a la charge au gouvernement.

L'artisanat ne fait guère parler de lui. Il regroupe pourtant huit cent mille entreprises, employant moins de dix salariés chacune (non compris le « patron » et son conjoint). Au total, il donne du travail à plus de deux millions de personnes, soit environ 12 % de la population active. Son chiffre d'affaires annuel est de l'ordre de 450 milliards de francs. Enfin, ces petites firmes relèvent de quelque trois cents corps de métier, aux productions ou aux services très divers, aux besoins différents et qui résistent très différemment aux aléas de la conjoncture.

Une différence d'attention

M. Crépeau, maire de La Rochelle, connaît bien le rôle — trop peu connu — que jouent, en province notamment, ces petites de l'économie. Il entend en valoriser les activités, leur donner officiellement plus de considération : surtout, il se promet de les aider à se développer.

Dans un récent entretien, le ministre du commerce et de l'artisanat constatait en effet : « Alors que, depuis dix ans, l'industrie perdait sept cent mille emplois, l'agriculture un million, l'artisanat est le seul secteur qui ait offert de nouveaux postes de travail... A condition, précisait encore le ministre, qu'on lui permette de créer de nouvelles entreprises, il sera à l'avenir le seul à continuer à proposer des emplois supplémentaires... »

Même à cette condition, l'artisanat pourra-t-il être encore longtemps un fournisseur d'emplois ? Les premiers signes d'essoufflement conjoncturels apparaissent. Naissent aussi à l'intérieur de la profession des doutes, un peu flous dans leur expression, mais bien ressentis par les professionnels.

Les nouvelles lois sur le travail perturbent en effet l'état d'esprit des artisans, leurs conséquences finan-

cières sont lourdes et donc, à terme, démotivantes. De surcroît, ces textes sont aussi plus difficilement applicables, sans nuire au rythme de l'activité. Le départ en retraite ou en préretraite, par exemple, d'un des quatre compagnons d'un artisan, n'a pas les mêmes répercussions que plusieurs départs de salariés dans une firme de deux cents salariés où la fabrication en série est habituelle.

De plus, ces artisans commencent à ressentir comme un sentiment nouveau pour eux, celui de l'injustice. Ces petits patrons, qui connaissent le prix du risque (ils l'ont choisi) commencent à rechercher une plus grande garantie sociale, sinon, croient-ils, ils seront de fait un peu plus marginalisés dans un pays où l'on cherche à « protéger » pour protéger. Ils ne bénéficient ni de la retraite à soixante ans, ni, lors des jours difficiles, de subsides que leur verserait une quelconque ASSEDIC, ni non plus de préretraite...

Un sentiment nouveau s'agite donc les artisans, celui de l'isolement dans le pays. La raison ? La trop grande différence de traitement ou d'attention de l'Etat lui paraît favoriser les salariés, comme si ceux-ci et ceux-là n'avaient pas à déployer les mêmes efforts manuels le plus souvent, pour faire leur travail.

L'artisanat en tant que tel est aussi, de fait, écarté des grandes négociations qui réunissent régulièrement les pouvoirs publics et les organisations patronales ou ouvrières. Or, certaines des décisions prises alors s'appliquent aussi à ce secteur. L'artisan n'est pas un partenaire social.

Une activité mal connue

Il n'est pas davantage un partenaire économique. Ce secteur d'activité est fort mal connu ; il n'y a pas d'observatoire national à partir duquel il serait possible de suivre plus exactement et plus rapidement son évolution économique et ainsi de mieux connaître ses besoins.

Autre lacune grave — M. Crépeau en est bien conscient — pour cette activité : on ne dresse pas chaque année, comme il est fait pour l'agri-

culture et le commerce, les comptes de l'artisanat. Une autre façon d'être marginalisé.

Aussi est-on contraint d'utiliser des statistiques de recoupement, mais sérieuses cependant, si l'on veut essayer de mieux connaître son évolution.

Sans qu'il faille y voir comme une conséquence du changement politique intervenu en mai 1981, l'artisanat a une moins bonne tenue depuis deux ans : le nombre d'entreprises artisanales nouvelles diminue. Entre 1974 et 1980, le nombre de créations est passé de 5 600 à près de 14 000, ces créations étant le solde entre les inscriptions des nouvelles sociétés aux registres des chambres de métier et les radiations. En 1980, 70 700 pour les premières et 56 800 pour les secondes.

Or, en 1982, le solde n'était plus que de 3 400 (9 500 en 1981). Il pourrait être négatif à la fin de cette année, du moins si l'on extrapole les résultats connus pour les quatre premiers mois de 1983 : ce solde partiel est négatif (moins 385).

Le nombre de radiations d'entreprises artisanales aux registres des chambres de métiers reste, grosso modo, identique à celui, comparable, des trois exercices précédents. En revanche, le nombre d'immatriculations est en diminution de 12 %, le mouvement ayant été amorcé au début du troisième trimestre de l'an dernier.

Dans l'avis sur l'évolution de l'artisanat, remis aux pouvoirs publics en juillet et préparé par les responsables de l'assemblée permanente des chambres de métiers, ces derniers s'interrogent sur la signification de cette tendance : « Y aurait-il, demandent-ils, moins de tentative, de côté des chômeurs, à fonder une entreprise artisanale, à moins que le flux habituel des créateurs (ouvriers s'installant à leur compte ; fils d'artisan créant une affaire) ne connaisse lui aussi une diminution ? » « Les difficultés du marché, le poids des charges élevées, l'observation de nombreuses disparitions de petites entreprises, ne limiteraient-elles pas les intentions d'installation ? »

Une explication parmi d'autres peut être avancée : la situation du

bâtiment. Le tiers des artisans relèvent de cette activité, qui est depuis plusieurs années en grande difficulté. Dans la région des Pays de la Loire, par exemple, et pour les seules firmes artisanales du bâtiment, on a remarqué que, entre 1978 et 1982, le nombre d'immatriculations a régressé de 26 % et celui des radiations progressé de 40 %.

Et les emplois ? Jusqu'à la fin de 1982, l'artisanat a continué d'en créer. Ainsi, et toujours à partir de statistiques de recoupements au cours de cet exercice, les effectifs salariés et apprentis travaillant dans des entreprises occupant entre 0 et 10 personnes et susceptibles d'appartenir, par leur activité, au secteur des métiers, se sont accrus de 5 301 personnes, soit de 0,4 %, alors que l'on notait pour la même période une diminution de 3,6 % pour les entreprises industrielles de plus de 10 salariés relevant des mêmes secteurs d'activités.

L'intérêt des départements

Une situation conjoncturelle difficile certes, mais ceux qui ont l'ambition de la faire peuvent encore investir. Pour 1983, le montant total de prêts spéciaux à l'artisanat a été fixé à 7,20 milliards de francs (6 milliards de francs en 1982). Près de la moitié de cette somme peut être prêtée à un taux super-bonifié de 9,45 % et l'autre à un taux bonifié de 12,45 %.

Une enveloppe jugée satisfaisante. De plus, des banques semblent à présent plus désireuses, qu'elles ne l'ont été hier, de s'intéresser à ces petits des affaires, plus sûrs aujourd'hui pour les financiers que de grosses firmes.

Autre fait significatif de l'intérêt pour les artisans : des conseils généraux — celui du Lot-et-Garonne et celui de la Gironde, par exemple — participent à l'effort artisanal du département, en accordant des aides pour bonifier les intérêts de certains prêts artisanaux ; des conseils régionaux doublent des possibilités identiques... Localement, il est vrai, on connaît mieux ce que doit le développement local à ces « petits patrons ».

ALPHONSE THÉLIER.

AFFAIRES

TRÈVE DANS LA GUERRE DES RABAIS SUR LE PRIX DES CARBURANTS

Les centres Leclerc mettent fin aux rabais illicites accordés, sur certains de leurs pompes, aux automobilistes. Ils espèrent ainsi faciliter les négociations avec le gouvernement et les compagnies pétrolières. M. Edouard Leclerc et son fils Michel interrompent la trêve si leur licence d'importation de produits pétroliers (A 3) était suspendue ou si une « table ronde » n'était pas réunie. Une manière d'ultimatum.

Les supermarchés Suma et Mammouth, qui avaient suivi les centres Leclerc, ont annoncé eux aussi leur intention de rentrer dans la légalité.

Alors que la Cour de justice européenne de Luxembourg ne dira pas avant la fin de l'année si la limitation des rabais est contraire aux règles du Marché commun, le directeur de la revue *Auto-Defence* (mouvement de défense des automobilistes), M. Francis Rongier, a porté plainte auprès de la cour d'appel de Paris contre M. Jean Auroux, le secrétaire d'Etat à l'énergie. « On peut tout de même s'honorer, affirme M. Rongier, de voir un gouvernement socialiste faire cause commune avec les grands monopoles capitalistes internationaux... »

CONJONCTURE

LE PRODUIT NATIONAL A LÉGÈREMENT PROGRESSÉ AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Le produit intérieur brut marchand a progressé de 0,2 % au deuxième trimestre après avoir stagné au premier, indiquent les comptes trimestriels de la nation, publiés par l'INSEE.

Ce mouvement recouvre, selon l'INSEE, une stabilité de la production industrielle, avec notamment un redressement de la production d'automobiles (+ 2,6 % après une baisse de 2 % au premier trimestre), une croissance des services marchands (+ 1,8 %), mais une diminution de la production agricole (- 2,3 %) et de la construction de bâtiments (- 1,5 %). Les exportations en volume (évaluées aux prix de 1970) augmentent de 2,4 %.

La prise de contrôle de Préal par Besnier

RIEN N'EST FAIT SELON L'UNION LAITIÈRE NORMANDE

Besnier va-t-il ou non prendre le contrôle de Préal ? L'affaire est compliquée. A la suite de l'article sur cette opération donnée pour conclure (*Le Monde* daté du 26 août), la société Préal dément catégoriquement et précise qu'« aucune négociation n'a eu lieu à ce sujet avec qui que ce soit » et que « son actionnaire majoritaire n'entend pas céder à Besnier la majorité » dans son capital.

Ce n'est pas du tout l'avis de Besnier.

Le secrétaire général de ce groupe, M. Bernard Aubert, affirme bien au contraire que « des négociations ont été menées avec les liquidateurs de la S.C.P.P. » (Société de collecte des producteurs Préal), un des deux principaux actionnaires de Préal avec 34 % des actions — l'autre étant l'Union laitière normande (U.L.N.) (64 % directement et indirectement) — obligée de déposer son bilan en septembre 1982 à la suite de difficultés financières.

Dans la mesure où il est plus facile de négocier la cession d'une majorité que d'une minorité, le tribunal de commerce de Paris aurait, dit-on, donné le droit à la S.C.P.P. de lever une option de 24 % détenue par Sogenor (filiale financière de l'U.L.N.). Une lettre recommandée a été adressée par les liquidateurs aux intéressés.

L'U.L.N. reconnaît que la S.C.P.P. a fait savoir, depuis cette levée d'option, mais ces droits, dit-on au siège de ce groupe, « sont assortis de conditions qui ne sont pas réalisées ». « A notre connaissance, dit-on chez U.L.N., le tribunal de commerce de Paris n'est pas intervenu dans cette affaire. » L'U.L.N. ne serait donc pas éliminée, et même si un accord ferme et définitif a été conclu entre les liquidateurs de la S.C.P.P. et Besnier sur la cession d'un bloc de contrôle de 58 % dans le capital de Préal, il reste encore à désintéresser l'Union laitière normande, qui manifestement est peu désireuse de lâcher prise. — A. D.

OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème	La 3ème
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	81,32	22,80
IMMOBILIER	52,00	61,67	52,00
AUTOMOBILES	52,00	61,67	52,00
AGENDA	52,00	61,67	52,00
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03	

ANNONCES CLASSEES

INFORMATIQUE

la passion et la raison

Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier. Mais cette passion survivra-t-elle aux mutations qui se font jour dans l'industrie informatique ?

Métier d'avenir intégré aux réalités actuelles, où la position de demandeur d'emploi est souvent confortable, le choix d'une carrière informatique est d'abord un choix de raison : rémunérations élevées, offres très nombreuses. Mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur les besoins des entreprises ?

L'informatique : métier du temps présent, métier du futur ? Une étude réalisée par Régie-Presse le Monde, apporte sans doute un éclairage nouveau sur l'informatique.

Destinée aux informaticiens, Responsables d'entreprises, Responsables du personnel et de recrutement, elle fait le point sur ce métier : les informaticiens en France aujourd'hui, la mobilité de l'emploi, le recrutement, les annonces, leur lecture, l'informatisation des P.M.E....

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre de Régie-Presse INFO 85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS.

capitaux propositions commerciales

Fabric. appar. dératisation électricité, chaudières, etc. payés. Ecrire : n° 30.992, à Agence HAVAS, 13000 MARSEILLE.

occasions

A VENDRE PIANOS GRANDES MARQUES refaits et garantis A partir de 5.000 F. DEVIS GRATUIT POUR RESTAURATION PIANOS TORRENTE Téléphone : 840-88-52.

divers

PROMOTION KITCHENETTE (évier + frigo + réfrigérateur) en 1 mètre. 5.500 F. PARIS. SANITON, 21, rue de l'Abbé Grégoire, Paris-6, ouvert en soirée. Téléphone : 222-44-44.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

JEEP RENAULT LAREDO 27.000 F. M. AOUT 1983. Prix 88.000 F. T. 012-43-67.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures

au 296-15-01

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

3^e arrdt
TEMPLE
dans bon imm. s/nue et cour. gd 3 pos ref. neuf, v. clair. A.G.A.S. 355-08-40.

6^e arrdt
M^e VAVIN
Beau studio tt cf, bel immeuble ancien 300.000 F.
LERMS 355-58-88.

20^e arrdt
GAMBETTA
Gd 2 pos standing, balcon sur jardin, parking 415.000 F.
LERMS 355-58-88.

Province
DEAUVILLE
BENNEVILLE. Magnifique vue mer. Studios 2 et 3 pces à partir 55.000 pces trav. 011 81-51-00 du vendredi au lundi ou 011 334-23-34.

locations non meublées demandées

Paris
DIRECT A PARTIC. rech. pour adresses entreprises. S'INFORMER. MULTINATIONALE. mondialment connu depuis 2 à 8 F. et VILLAS loyers élevés acceptés. 504-48-21, pce 121.

Région parisienne
Pour Stés européennes cherche villes, pavillons pour CADRE. Durée 5 et 6 ans, 283-57-02.

EMBASSY-SERVICE

8, av. de Malesherbes, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et Diplômés. Ecrire sous le n° 11.289 M. RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de Sociétés et tous services. Tél. 355-17-50.

Domiciliations : 8-2
SECURITARIAT, tél. RÉLEX. Loc. bureaux, toutes démarches pour constitution de sociétés. ACTE S.A. 359-77-55.

EMBASSY-SERVICE

562-62-14
RECH. 150 à 200 m² Bureaux quartier affaires.

boutiques

Locations
16^e ARRONDISSEMENT
magnifique emplacement, très belle boutique, 11 m de vitrine, 140 m², loyer annuel : 225.000 F H.T. Droit au bail. 1.250.000 F. Téléphone : 548-71-84.

fonds de commerce

Ventes
INSTALLATEUR vd pressings. Apport pers. 30 %. Forte rentabilité. Agence. Facile. Leader. France. 47, r. Du-Guesclin, 69006 Lyon (16-1) 209-52-44.

villas

STE-MAXIME, vue panoramique GOLF ST-TROPEZ, ville magnifique 5 chbres, 1.700.000 F. 560-86-06 ou (84) 96-50-02.

maisons de campagne

A SAISIR MAISON ET JARDIN

EN BLAYAS
Deux grandes pièces, S. d'été chauffé, central neuf. Tél. Dép. Terrain 1 000 mètres carrés. PRX : 150 000 francs 30 000 F comptant + crédit en 9 ans à 10%. Tél. 16 (3) 416-28-63.

pavillons

J. couple cherche 1 pav. 3 p., 2.500 F max., banlieue modif. Tél. bur. 9 h à 11 h/16 h à 18 h. 246-75-95 pce 285.

A VENDRE 18 km PARIS-EST CHELLES-S-CHANTERLEINE pav. 2 ch., s. a. m., salon, s. de bains, w.-c., cuis. ag., s.s. bureau, chauff. gaz, gar., ter. 800 m², rue calme, 550.000 F. T. 020-21-54 ou 782-30-19.

CHILLY-MAZARIN (91) beau pav. 67 98 m² reb. s/550 m² pour constitution de société. E.T.A.S.E 3 ch., cuis. aménag., séjour, s. de bns, w.-c., petite terr., gd grenier aménag. Poss. chauff. fuel, près commerces, école, transport. 700.000 F. Tél. 934-00-56 11 h à 14 h.

propriétés

SOLOGNE NORD

A vendre
MAISON CONFORTABLE 10 pces, tr. b. état, dépendances sur 4 ha, beau parc, pérenne unique, bois, d'ajout 13 ha dont étang 2 ha. Ex. News Orléans n° 201.438, B.P. 1519, 45005 Orléans Cedex.

SOLOGNE

A vendre
BONS TERRITOIRES DE CHASSE De superficie variable avec ou sans étagère et bâtiments. Ex. News Orléans n° 201.438, B.P. 1519, 45005 Orléans Cedex.

domaines

GDE PPTÉ DE CHASSE

A vendre
SOLOGNE au même région. Faire offre détaillée. Ex. News Orléans n° 201.438, B.P. 1519, 45005 Orléans Cedex.

SOLOGNE DES ÉTANGS

BONNE PPTÉ DE CHASSE 120 ha dont 2/3 bois, 2 beaux étangs 3 et 4 ha, bâtiments de ferme, possibilité réduire superficie. Ex. News Orléans n° 201.433, B.P. 1519, 45005 Orléans Cedex.

manoirs

Prix PONT-AVEN manoir-terme 17^e s., restauré, 300 m², 15 ch., toutes chbres, 3 cheminées granit, 600 m port, 5 km plages, dans zone protégée oiseaux, plusieurs bâtiments, ex 9.000 m² plantés d'arbres. Prix 1.200.000 F. M. SIMON. Téléphone : 16-88-71-04-88.

SOCIAL

Les deux gauches

(Suite de la première page.)
Pour M. Krasucki « les résultats sont bien fragiles et le risque de dégradation en matière d'emploi est réel ». Ces deux constats différents, les amènent à proposer des inflexions, qui ne sont évidemment pas les mêmes, à la politique gouvernementale.

Plus que jamais, les inspirations qui fondent les propositions cédantistes et cédantistes opposées. La logique de la C.F.D.T. demeure imprégnée par son « reconquête », sa « résocialisation », qui, dès 1978, l'a conduit à prendre en compte la durée et la dureté de la crise et à redéfinir, quel que soit le pouvoir politique en place, des objectifs revendicatifs crédibles et accessibles. Rien d'étonnant donc à ce que M. Maire mette de nouveau l'accent sur le « qualitatif » - conditions de travail, rapports sociaux, égalité hommes-femmes etc. - et sur le « contractuel » - éviter le risque d'« élitisme », s'appuyer sur la démocratisation, changer de méthodes d'action gouvernementale.

A l'opposé, la C.G.T., relativement plus libre de ses mouvements que le P.C. - qui, lui, est lié par l'accord politique qu'il a conclu avec le P.S. - insiste avec force sur le « produire français » dans le cadre d'une solution nationale à la crise en mettant en cause, jusque dans sa gestion, le patronat accusé de vouloir « déstabiliser » par « l'arme de la démission industrielle » le gouvernement.

Croissance et protectionnisme

Comme au sein de la gauche politique, la grande ligne de fracture se situe donc autour du débat sur la croissance et le protectionnisme. Quand M. Maire invite la gauche à « redéfinir des objectifs qui ne dépendent plus d'une croissance forte et d'une augmentation du pouvoir d'achat », il suggère au gouvernement un véritable reconquête de sa politique prenant en compte durablement - sans s'y résigner - une situation de croissance nulle qui requiert non l'immobilisme social, mais de nouveaux choix dans la répartition du revenu national et l'utilisation de l'appareil de production. En réponse, M. Krasucki présente une vision alternative, jugeant essentiel, pour le développement de l'industrie et la sauvegarde de l'emploi, de parvenir à retrouver la croissance.

Un tel débat fait certes référence à un clivage entre le P.C. et l'orientation actuelle de la politique gouvernementale. Mais il est surtout au cœur des débats au sein du parti socialiste en pleine préparation de son congrès. Pour M. Chevènement et ses amis du CERES, la faute originelle du plan Delors est justement d'avoir remis en cause la croissance en provoquant ainsi une baisse des investissements. La sortie de la crise n'est possible, pour eux, que par une stimulation de l'offre intérieure et non par une diminution de la consommation.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Le Monde du 14 juillet 1982.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU CHER

2^e DIRECTION - 1^{er} BUREAU - Tél. (48) 24-14-05, poste 412

AVIS AU PUBLIC

- Poste 400 KV de BELLEVILLE.
- Lignes aériennes à 400 KV de liaison entre la centrale nucléaire et le poste (groupes 1 et 2) de BELLEVILLE.

- Demande d'autorisation d'occupation et publicité de l'acte d'impact.
Il est porté à la connaissance du public qu'une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par ELECTRICITE DE FRANCE, en vue d'obtenir l'autorisation d'exécution des ouvrages électriques visés ci-dessus.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, les deux dossiers présentés par ELECTRICITE DE FRANCE comportent une étude d'impact.
Pendant deux mois, du lundi 1^{er} août au samedi 1^{er} octobre 1983 inclus, les personnes intéressées pourront en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

- A LA PRÉFECTURE DU CHER A BOURGES (2^e Direction - 1^{er} Bureau - 1^{er} étage, porte 38)
- Tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi inclus de 9 heures à 11 h 30 et de 13 h 30 à 17 heures (excepté les jours fériés)
- Pendant les jours non ouvrables :

- Le samedi 27 août 1983 de 8 heures à midi.
- Le samedi 24 septembre 1983 de 8 heures à midi.

- A LA MAIRIE DE LERE
Du mardi au samedi inclus de 9 à 12 heures (excepté le lundi et les jours fériés).

- A LA MAIRIE DE BELLEVILLE-SUR-LOIRE
Du lundi au samedi inclus de 8 h 30 à 12 heures (excepté les jours fériés).

- A LA DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DE L'INDUSTRIE REGION CENTRE, 16, rue Adèle-Lanson-Chenault, 45650 SAINT-JEAN-LE-BLANC (Loiret), division Energie, 4^e étage.
- Tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi inclus.
De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Un registre sera également déposé avec chaque dossier afin que les personnes intéressées puissent y consigner leurs observations.

BOURGES, le préfet, commissaire de la République.
Pour le commissaire de la République et par délégation : le secrétaire général, signé : Jacques LEGRAS.

ÉCONOMIE ET HUMANISME

N° 272 juillet-août 1983

CULTURES, RELIGIONS, CIVILISATIONS :

questions d'hier et de demain

- La quête du désarmement ou les utilités de la production de défense ;
- Aspects de la vie quotidienne en Chine ;
- Vers un nouveau marché du travail.

Le numéro : 31 F - Expédié : 35 F

ÉCONOMIE ET HUMANISME, 14, rue Antoine-Dumont
69372 Lyon Cedex 08

La C.G.T. veut proposer, agir et innover face aux problèmes urgents, affirme M. Henri Krasucki

Entouré de cinq membres du bureau confédéral et ayant derrière lui une affiche affirmant « la Sécurité n'est pas du luxe, c'est un droit », M. Henri Krasucki a tenu, le 25 août au siège de la C.G.T., à Montreuil, sa conférence de presse de « rentrée » (Le Monde du 26 août). D'emblée, le secrétaire général de la C.G.T. a abordé le problème des salaires : « Les engagements pris d'ajustement pour 1983, en fonction de l'inflation réelle, doivent être tenus en temps opportun. De même, doivent être entreprises à temps les négociations sur les rémunérations en 1984. Le pouvoir d'achat du SMIC et des bas salaires doit être amélioré, et il est temps d'entreprendre la refonte des systèmes de rémunérations désordonnés où plus personne ne s'y retrouve ».

Rappelant sa proposition d'un prélèvement exceptionnel sur les grandes fortunes - 110 000 foyers détenant une richesse de 1 500 milliards de francs actuels, - M. Krasucki a affirmé : « Personne, dans cette petite minorité bien définie, n'est servile incommode. On ne touche pas à la propriété de l'outil de travail, mais on se serait efforcé et toutes les catégories de travailleurs y verraient un acte concret significatif de justice ». Soulignant le « rôle moteur » des entreprises du secteur public, il a ajouté : « Nous comprenons que des grandes entreprises, à notre époque, ont besoin d'être implantées dans différents points du monde, mais leur base essentielle doit rester leur propre pays, pour l'emploi, la vie nationale et aussi leur propre solidarité. C'est une question de proportions, et nous estimons qu'il y a certains dérapages. Cela mérite discussion ».

En juillet 1983

LE CHOMAGE DANS LA C.E.E. A AUGMENTÉ DE 1,8 % EN UN MOIS

En juillet 1983, les seuls pays de la Communauté économique européenne (sans la Grèce) comptaient, en données brutes, 11,6 millions de chômeurs inscrits comme demandeurs d'emploi, soit 10,3 % de la population active, indiquent les statistiques publiées le 18 août à Bruxelles.

En un mois, la progression du chômage aura été de 1,8 % en raison notamment de l'arrivée des jeunes sur le marché de l'emploi, qui représentent 38,7 % des chômeurs et 44,6 % des chômeurs féminins. A terme, on devrait assister, souligne la Communauté, à « un nouvel accroissement après une période de baisse constante depuis février 1983 ».

Par rapport à juillet 1982, l'augmentation du chômage aura été de 11,5 % pour les neuf pays, c'est-à-dire sur un rythme plus faible que l'année précédente (+20 %). La progression aura été de 35 % au Luxembourg, de 25,3 % en République fédérale d'Allemagne, de 23 % en Irlande, de 21,8 % aux Pays-Bas, de 14 % au Danemark, de 13,9 % en Italie, de 9,4 % en Belgique, et de 5,9 % au Royaume-Uni. Seule la France a enregistré une baisse (-0,3 %).

En pourcentage de la population active, le taux de chômage s'établit, en juillet 1983, à 15,1 % en Irlande, à 14,8 % en Belgique, à 14,5 % aux Pays-Bas, à 11,6 % en Italie et au Royaume-Uni, à 9 % au Danemark, à 8,3 % en France, à 8,2 % en République fédérale d'Allemagne et à 1,5 % au Luxembourg.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$E.U.	1,9938	7,9908	+ 148	+ 195	+ 278	+ 348	+ 665	+ 885
\$Can.	6,4942	6,4982	+ 138	+ 197	+ 268	+ 337	+ 672	+ 811
Yen (100)	3,2685	3,2710	+ 139	+ 198	+ 283	+ 354	+ 677	+ 962
DM	3,0886	3,0105	+ 149	+ 194	+ 339	+ 371	+ 942	+ 1097
FF	1,6840	2,6871	+ 133	+ 289	+ 368	+ 399	+ 828	+ 938
F.R. (100)	14,9542	14,9564	+ 363	+ 531	+ 733	+ 944	+ 1714	+ 2114
FE	3,7088	3,7059	+ 227	+ 269	+ 459	+ 582	+ 1323	+ 1490
L. (100)	5,0384	5,0416	+ 228	+ 71	+ 463	+ 381	+ 1518	+ 1367
F. franc	11,9575	11,9676	+ 232	+ 331	+ 495	+ 594	+ 1232	+ 1493

Taux des Euro-Monnaies

	9/5/16	9/11/16	9/17/16	9/15/16	9/7/8	10/1/8	10/3/8	10/3/4
\$E.U.	4 3/4	5 1/8	4 7/8	5 1/4	5 1/16	5 7/16	5 5/8	6
DM	5 7/8	6 1/8	5 11/16	6 1/16	5 3/4	6 1/8	6 1/16	6 7/16
F.R. (100)	9 1/4	9 3/4	8 1/4	9 1/4	8 5/8	9 3/8	9 11/16	10 1/4
FE	1 3/8	2 1/8	1 3/4	1 11/16	1 3/8	1 3/4	1 11/16	1 5/16
L. (100)	16	16 1/2	16 3/8	17 3/8	16 1/4	16 1/8	16 1/8	16 1/8
F. franc	9 1/2	10	9 1/2	9 7/8	9 1/2	9 7/8	9 15/16	10 5/16
F. franc	12	12 1/8	12 1/8	12 3/8	12 1/4	12 3/8	12 5/8	12 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

En R.F.A.

L'EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE A DIMINUÉ EN JUILLET

La balance commerciale ouest-allemande a enregistré un excédent de 2,2 milliards de deutschemarks (6,6 milliards de francs) en juillet, contre 3,9 milliards en juin (3,8 milliards en juillet 1982). Les importations ont représenté 31 milliards de DM (32,9 milliards de francs) et les exportations 33,2 milliards (36,8 milliards).

Pour sa part, la balance des paiements courants a été déficitaire de 3 milliards de DM; en juin, elle était excédentaire de 0,4 milliard. Cette détérioration, traditionnelle en juillet et en août, est due en grande partie aux dépenses des Allemands en vacances à l'étranger.

Pour les sept premiers mois de 1983, l'excédent commercial de la R.F.A. a représenté 24,3 milliards de DM (72,9 milliards de francs) au lieu de 28,2 milliards durant la même période de 1982. La balance des paiements courants a enregistré un excédent de 3,1 milliards de DM, alors qu'elle avait été déficitaire de 0,6 milliard de janvier à juillet 1982.

L'ACCORD CÉRÉALIER ENTRE L'U.R.S.S. ET LES ÉTATS-UNIS COMPORTE UNE CLAUSE ANTI-EMBARGO

Les agriculteurs américains ont tout lieu de se réjouir de l'accord céréalier conclu le 25 août à Moscou puisqu'ils se voient ainsi assurer environ 2 milliards de dollars de revenu par an.

Au terme du contrat qui entre en vigueur le 1^{er} octobre prochain, l'Union soviétique s'engage à acheter chaque année et pour une période de cinq ans un volume minimal de 9 millions de tonnes de céréales (blé et maïs, mais aussi soja), le part de blé et du maïs ne pouvant toutefois tomber au-dessous de 4 millions de tonnes. L'U.R.S.S. pourra augmenter ses achats et les porter à 12 millions de tonnes par an, sans consultation préalable avec les autorités américaines.

Le secrétaire à l'Agriculture, M. John Block, qui a signé l'accord, a souligné que ce dernier était « de première importance » et qu'il marquait « un retour à des relations normales entre les deux pays et le début d'un chapitre prometteur ».

La part des États-Unis dans les importations soviétiques de céréales va ainsi passer à près de 40 %. Elle était de 80 % avant que le président Carter ne décide un boycottage de ces exportations, à la suite de l'invasion de l'Afghanistan, et de 20 % juste avant la levée de l'embargo par l'administration Reagan, voilà dix-huit mois.

Point important, ce contrat comporte une clause anti-embargo. Dans l'article 2 du texte diffusé par l'ambassade des États-Unis à Moscou, Washington s'engage en effet à « exercer aucune autorité discrétionnaire prévue par la législation américaine pour contrôler les exportations ». (Agefi)

En 1982

BAISSE DES INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS À L'ÉTRANGER ET PROGRESSION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AUX ÉTATS-UNIS

Les investissements étrangers dans les entreprises américaines ont augmenté de 13 % en 1982, tandis qu'à l'inverse, les investissements des Américains dans les firmes étrangères ont diminué de 2,2 %. Un double mouvement, surprenant dans la mesure où la réévaluation du dollar devait a priori provoquer le contraire.

Les investissements étrangers aux États-Unis ont atteint 102 milliards de dollars, dont 68,5 à partir de l'Europe. L'augmentation de 13 % est tout de même inférieure de plus de moitié à celle de 1981, qui était de 32 %, un record, et, en 1982, le déclin des investissements, à l'origine de ces statistiques, n'a observé « aucune grande acquisition ».

Les investissements américains à l'étranger, 221 milliards de dollars, ont diminué de 2,2 %, première baisse depuis 1946. La chute s'expliquerait par la forte baisse du revenu des filiales à l'étranger (5,3 milliards de dollars en 1982, contre 13,5 milliards en 1981), qui limite le réinvestissement et, bien entendu, par les forts taux d'intérêt aux États-Unis, qui réduisent les disponibilités financières.

Reste que l'investissement américain est toujours plus de deux fois plus élevé que l'investissement étranger aux États-Unis. 221 milliards de dollars contre 102 milliards, et que le dollar devrait bien, à terme, renforcer cette supériorité.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le chiffre d'affaires du groupe de la Compagnie Générale d'Électricité (sociétés contrôlées et affiliées) s'est élevé pour le premier semestre 1983 à 31 766 millions de francs hors taxes en augmentation de 12 % par rapport à celui du premier semestre 1982.

Cette augmentation prend en compte, pour partie, l'entrée dans le groupe, postérieure au 30 juin 1982, de Kablemetal Electro et de la Compagnie Electro-Mécanique.

La répartition de ce chiffre d'affaires (en millions de francs) par secteurs d'activité est la suivante :

	1 ^{er} semestre 1982	1 ^{er} semestre 1983
Electromécanique et construction navale	6 500	7 011
Énergie électrique	1 956	2 250
Travaux d'ingénierie	6 303	6 857
Télécommunications et informatique	5 565	6 100
Câbles	1 980	3 146
Accumulateurs et piles	1 627	1 831
Matériaux	719	579
Grand public	495	499
Autres secteurs	3 207	3 493
TOTAL	28 352	31 766

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Marché	Clôture	Différence
Indice Cote	12 150	+ 100
Indice M. 100	12 150	+ 100
Indice M. 200	12 150	+ 100
Indice M. 300	12 150	+ 100
Indice M. 400	12 150	+ 100
Indice M. 500	12 150	+ 100
Indice M. 600	12 150	+ 100
Indice M. 700	12 150	+ 100
Indice M. 800	12 150	+ 100
Indice M. 900	12 150	+ 100
Indice M. 1000	12 150	+ 100

LA VIE DES BOURGEOIS

Marché	Clôture	Différence
Indice Cote	12 150	+ 100
Indice M. 100	12 150	+ 100
Indice M. 200	12 150	+ 100
Indice M. 300	12 150	+ 100
Indice M. 400	12 150	+ 100
Indice M. 500	12 150	+ 100
Indice M. 600	12 150	+ 100
Indice M. 700	12 150	+ 100
Indice M. 800	12 150	+ 100
Indice M. 900	12 150	+ 100
Indice M. 1000	12 150	+ 100

LES BOURGEOIS

Marché	Clôture	Différence
Indice Cote	12 150	+ 100
Indice M. 100	12 150	+ 100
Indice M. 200	12 150	+ 100
Indice M. 300	12 150	+ 100
Indice M. 400	12 150	+ 100
Indice M. 500	12 150	+ 100
Indice M. 600	12 150	+ 100
Indice M. 700	12 150	+ 100
Indice M. 800	12 150	+ 100
Indice M. 900	12 150	+ 100
Indice M. 1000	12 150	+ 100

BOURSE DE PARIS Comptant 25 AOUT

NEW-YORK

Hésitant

A Wall Street, les familiers du Big Board, qui s'épuisent à suivre chaque jour les rebondissements du roman-fléuve des taux d'intérêt aux Etats-Unis, ont préféré tourner leurs regards vers les divers titres ou secteurs de la cote susceptibles de les inciter à prendre position ou, au contraire, à

OBLIGATIONS NÉERLANDAISES. — Le ministre public d'Amsterdam a demandé aux autorités françaises l'extradition d'une personne arrêtée en France à la suite de la découverte, aux Pays-Bas, d'une falsification d'obligations de l'Etat néerlandais, a indiqué le procureur de la reine à Amsterdam, M^r Coes Van Steenderen.

Le ministère des finances à La Haye a lancé une mise en garde contre les obligations falsifiées, reconnaissables notamment au papier plus dur, au filigrane sans relief

Il s'agit de coupures de 10 000 florins au porteur de l'emprunt de 950 millions de florins à 12,5 % (durée dix ans) lancé en 1981 et remboursable en cinq échéances annuelles à partir de 1987.

Des coupons falsifiés portant intérêt avaient été offerts pour être convertis en espèces auprès d'une banque en Suisse, qui les avait, comme d'habitude, transmis pour vérification à une banque néerlandaise, en l'occurrence l'Amrobank à Rode. Cette banque avait remarqué des

et impartir pour publier la cote complète
contraints parfois à ne pas donner les
le lendemain dans la première édition.

VALEURS	% du total	% du secteur	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	27 10	2 704	Dalme-Viel	552	572	d	Plan Wonder	82	88 40	De Beers (port.)	107 50	Shell R. (port.)	100 20
5 %	40	2 822	Ed. Rég. P.C.C.R.I.	112	112	1	Price-Hedstock	279	285	Ore Chemical	382	S.K.F. Alkmaar	216 50	210
3 % amort. 45-64	72 20	0 205	Edite-Rotex	278	276	2	P.L.M.	122	130 60	Dynalene Bar	726	Suway Rand	468	458
1/4 % 1985	0	4 252	Ed. Ind. Pochine	256 10	256 10	3	Pouchet	172	172	Ed. Ind. Canada	240	Steel of Cy.	228	228
1/4 % 1985	0	0 000	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
Eng. 8,30 % 77	113 50	2 294	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
8,90 % 76/93	88 70	1 208	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
9,90 % 76/80	88 70	6 198	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
10,20 % 82/90	88 70	6 198	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
13,20 % 80/87	88 70	6 198	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
13,80 % 81/88	100 51	8 631	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
16,75 % 81/87	108 30	18 082	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
16,20 % 82/90	110 40	8 631	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
16 % juin 82	137 70	8 631	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
E.D.F. 7,3 % 81	137	9 045	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
E.D.F. 14,5 % 80-92	137	9 045	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
C. P. P. 3 % 80-92	136	10 131	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
Ch. P. 3 % 80-92	136	10 131	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
Ch. P. 3 % 80-92	136	10 131	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
Ch. P. 3 % 80-92	136	10 131	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
Ch. P. 3 % 80-92	136	10 131	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
Ch. P. 3 % 80-92	136	10 131	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
Ch. P. 3 % 80-92	136	10 131	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
Ch. P. 3 % 80-92	136	10 131	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
Ch. P. 3 % 80-92	136	10 131	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228
Ch. P. 3 % 80-92	136	10 131	Eng. Temp. Ind.	224 50	224 50	6	Profrat Textiles Est.	6 30	36 50	Ed. Ind. L.	76 20	Steel of Cy.	228	228

[illegible][illegible]

Marché à terme

[illegible]

708	185	Pétroles (Fina)	187 50	187 50	187 50	187	640	Bayer	632	618	626	628	650	Minnesota M.	845	845	845	830
640	42	- (celulose)	42 80	42 90	43	42	680	Buffelston	685	688	687	688	370	Mobil Corp.	358 50	350	350	343

23	360	Pollet	363	362	362	361	107	De Beers	105	103 90	104	103 60	1230	Petrobras	1208	1185	1181	1175
84	114	Pompey	117	118	118	118 80	1320	Deutsche Bank	1313	1298	1291	1300	675	Philip Morris	682	653	654	648

338 10	240	Prinsepz	243 50	244 80	244 80	248	730	Eastman Kodak	735	734	734	721	1260	Quikrete	1287	1265	1265	1240
335	108	Printemps	113 60	117	116 50	116	210	East Rand	207	208 50	208 60	204 50	1680	Randocaine	1687	1670	1671	1637

225	1060	Redoute (La) ...	1067	1080	1080	1080	535	Free State	533	629	528	520	480	St. Helena Co ..	480	470	474	470
332	435	Poussin-Union ..	436	435	435	430	295	Gancor	290	282	282	281 90	685	Schlumberger ..	644	635	625	628
340	447	Reims-Union ..	448	447	447	440	290	G.L. B.	289	288	288	287 90	684	S. S.	643	634	624	627

147	320	St. Louis R.	325	327	325	321	105	Goldfields	102 80	102 20	100 80	99 90	255	T.D.K.	247 50	248 50	248 50	248
374	430	Sanofi	421	425 50	425	417 50	275	Harmony	274	276	276	274 80	800	Unilever	808	765	780	760
275 40	340	SAT	341	340 50	340 50	344 50	40	(Lundberg)	39 75	39 35	39 45	39 05						

230	28	S.C.O.A.	31 95	31 40	31 20	31	180	Acc. Limited ..	174 80	175 50	175	174	580	West Corp.	605	605	605	605
547	104	S.C.R.E.G.	107 10	108	108	106 80	1320	B.M.	1317	1278	1255	1278	820	West Hold.	608	604	603	600
746	750	Sub.	230	231	231 50	235	00	San. Vehicle ..	50 50	50 70	50 70	50 55	485	Yonkers Com.	480	484	484	477

80	148	S.G.E.-S.B.	148	148	148	143 20	c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.			
61 60	670	Sign. Ent. B.	673	877	677	886				
1173	430	S.B.	421	429	429	421				

785	980	Suez Hongkong	980	985	985	980	MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 25/8	Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/8
1020	480	Sogerac	438	444	442	436								
117 30	380	Sommer-Ails	397	383	383	386								

390	1190	700	1190	1190	1190	Belgique (100 fl.)	15 007	14 897	142	163	Pièce française (20 fr.)	705	699
77	168	168	168	161	181	Pays Bas (100 fl.)	289 140	288 980	256	276	Pièce française (10 fr.)	408	410
462 50	1820	1820	1810	1820	1825								

300	100	104	100 00	Grèce (100 drachmes) ..	8 750	8 755	8 100	10 100	Pièce de 20 dollars	4 120	4 100	
285	285	284	284	283 50	289							
72	76	79 80	79 20	79 20	78	5 044	5 044	4 707	5 200	Pièce de 10 dollars	2 100	2 000

140	300	Amer. Inc.	285	283	282	290	42 880	42 880	41 800	43 800	100 US 10/10/10	710	702
1920	475	Amer. Express ..	453	448 50	445	447	5 309	5 307	5	5 800			
							6 500	6 500	5 750	7 200			

[illegible]

٥٥:١٠٤

